

Nouveau modèle de participation citoyenne en Colombie?

La sociabilité civile analysée à partir du cas de la Minga

Amélie Laurin-Gravel

Thèse de maîtrise soumise à l'École d'études politiques de la Faculté des
Sciences sociales de l'Université d'Ottawa

Directrice de thèse : Professeure Marie-Christine Doran

24 avril 2015

© Amélie Laurin-Gravel, Ottawa, Canada, 2015

Résumé

La Colombie possède des institutions politiques et judiciaires solides ainsi qu'une constitution parmi les plus avancées et des plus complètes d'Amérique latine. Cependant, parallèlement à cette démocratie qui semble encourager une plus grande participation citoyenne depuis 1990 et une garantie des droits plus élargie, il existe une situation de violence extrême ciblée envers les citoyens mobilisés. Cette perception anti-conflit social de la démocratie va particulièrement influencer la façon dont les mouvements contestataires seront traités et reconnus et aussi, légitimera la sécurisation des espaces de contestation comme les mobilisations pacifiques. Ainsi, dans un contexte paradoxal comme la Colombie où le conflit social est endigué, qu'advient-il du rôle participatif des nouveaux mouvements sociaux dans la construction de la démocratie et de la citoyenneté?

Remerciements

Je voudrais prendre le temps de remercier les personnes qui m'ont appuyé tout au long de ce merveilleux processus. Tout d'abord, ce dur labeur n'aurait pas été possible sans l'appui de ma directrice de thèse, professeure Marie-Christine Doran qui a su me donner assez d'autonomie tout en me guidant sagement afin que je puisse suivre mon instinct innovateur afin d'analyser les études sur la citoyenneté. Ces nombreuses révisions méticuleuses ont rendu ma thèse ce qu'elle est aujourd'hui. J'aimerais également remercier les professeurs André Lecours et Cédric Jourde qui m'ont offert leurs conseils et suggestions tout au long de l'élaboration de ce beau projet jusqu'à sa fin.

Je n'aurais pas pu réussir sans l'appui inconditionnel de mes parents, Pierre Gravel et Danielle Laurin, ainsi que celui de mon compagnon et meilleur ami, Joaquin Bardallo Bandera. Leur soutien moral continu m'a permis de garder la tête haute lors de mes moments de doute, et leur encouragement acharné m'a aidé de croire en mon projet.

Finalement, j'aimerais reconnaître les efforts acharnés des mouvements sociaux étudiés dans le contexte de cette thèse. La *Minga*, le *Congreso de los pueblos*, la *Cumbre Agraria* ainsi que la *Marcha Patriótica* mènent une lutte quotidienne et souvent risquée afin de défendre leurs droits et de construire une Colombie réellement démocratique et plus inclusive. Cette prise en main de leur citoyenneté devrait être une source d'inspiration pour tous!

Table des matières

Résumé	(ii)
Remerciements	(iii)
Table des matières	(iii)
Introduction	(iv-xv)
Chapitre 1 : Revue de littérature et cadre théorique	1-22
Chapitre 2 : Étude de cas de la <i>Minga</i> et méthodologie	23-34
Chapitre 3 : La participation en Colombie: impasse institutionnelle et évitement du conflit	35-66
Chapitre 4 : La sociabilité civile en action	67-97
Chapitre 5 : La <i>Minga</i> , perception des médias et opinion du gouvernement	98-112
Conclusion : Contribution à la citoyenneté et la démocratie	113-122
Bibliographie	123-140

Introduction

La Colombie est considérée une des démocraties les plus anciennes d'Amérique latine¹, possédant une constitution parmi les plus complète en terme de garanties de droits ainsi que des institutions politiques et judiciaires élaborées. À partir des années 80, la Colombie a entrepris des réformes institutionnelles majeures qui se sont consolidées dans l'élaboration de nouveaux dispositifs de participation à partir de 1986, et aussi par l'adoption d'une nouvelle constitution en 1991 qui annonçait une transformation démocratique de la société colombienne.² Les promesses rattachées à cette constitution ont même inspiré certains auteurs à la qualifier de constitution «inspirante» ou encore «transformatrice»³, car ses dispositions garantissaient une reconnaissance formelle des droits citoyens. En plus, l'objectif de ces initiatives politiques était d'augmenter la participation citoyenne en incluant les secteurs de la population traditionnellement marginalisés dans le processus de prise de décision et de consultation en portant une attention particulière à la reconnaissance des droits des peuples indigènes. Ainsi, c'est à partir de cette constitution que de nombreuses réformes légales, inclusive et démocratiques sont adoptées et que de nombreux changements s'opèrent sur la scène politique et sociale dont la création des *tutelas* et de la cour constitutionnelle.

D'emblée, cette démocratie colombienne apparaît comme étant remarquable mais pourtant, elle possède un caractère très exclusif. En réalité, une grande partie des citoyens colombiens demeurent encore exclus d'un accès à leurs droits les plus fondamentaux résultant en une citoyenneté limitée pour une partie importante de la population, qui subit également de graves violations des droits humains de la part des instances répressives. Ainsi, parallèlement à cette démocratie qui semble encourager une plus grande participation citoyenne depuis 1991, il existe une situation de violence extrême ciblée envers les citoyens mobilisés qui se trouvent à être, plus souvent qu'autrement, les premières victimes d'un régime qui exclut fortement tout opposition au statu quo de l'état néolibéral démocratique.⁴ Ainsi, de graves violations des droits de la

¹ Welna, C. & Galon, Gustavo (Eds.) (2007). *Peace, Democracy, and Human Rights in Colombia*

² Uprimny Yepes, R., & Sánchez Duque, L. M. (2013). *Constitución de 1991, justicia constitucional y cambio democrático: un balance dos décadas después. Cahiers des Amériques latines, (71) :34*

³ *Ibid*

⁴ Dagnino, E. (2010). *Citizenship: A Perverse Confluence. Development in Practice, 17(4-5) : 552* ; Maher, D. & Thomson, A. (2011). *The terror that underpins the 'peace': the political economy of Colombia's paramilitary demobilization process. Critical Studies on Terrorism, 4(1): 95*

personne sont perpétrées, particulièrement contre les populations mobilisées pour défendre leurs droits qui sont perçues comme «violentes», et donc une menace. Ces dernières sont des cibles et des victimes d'un système qui possède une vision très étroite de la démocratie ne tolérant pas ou peu toutes formes d'opposition au statu quo, et qui interprète souvent les revendications citoyennes non-institutionnelles (par exemple, les mobilisations pacifiques) comme une remise en cause de l'État et de la démocratie.⁵ D'ailleurs, William Avilés, explique qu'au cours des années 90, l'adoption de réformes politiques afin de permettre une meilleure compétitivité économique, combinée à l'adhésion de la Colombie au libre marché, coïncident avec l'utilisation de répression étatique et para-étatique contre ceux réticents à se conformer au nouvel ordre politique et économique.⁶ Par conséquent, les formes de résistances et de luttes cherchant à construire des formes alternatives de développement économique et politique, deviennent des cibles d'une démocratie qui cherche à maintenir ce nouvel ordre. Cette approche sape la possibilité de bâtir ce que Roldan nomme «a truly participatory or pluralistic democratic polity.»⁷ Ainsi, William Avilés caractérise la Colombie d'une démocratie de «basse intensité», que Barry Gills, Joel Rocamora et Richard Wilson décrivent comme étant une relation État-société plutôt paradoxale:

« The paradoxe of Low Intensity Democracy is that a civilianized conservative regime can pursue painful and even repressive social and economic policies with more impunity and with less popular resistance than can openly authoritarian regime. »⁸

La violence ciblée qui s'opère en Colombie auprès des citoyens mobilisés s'inscrit au sein de cette tendance paradoxale.

La Colombie possède des institutions politiques et judiciaires solides ainsi qu'une constitution parmi les plus avancées et des plus complètes d'Amérique latine, mais celles-ci ne sont pas en mesure de garantir les droits fondamentaux des citoyens créant ainsi une impasse institutionnelle importante. En effet, de juillet à décembre 2013

⁵ Ramirez, M.C. (2010). Maintaining Democracy in Colombia through Political Exclusion, States of Exception, Counterinsurgency, and Dirty War in E. D. Arias & D.G. Goldstein, (Eds), *Violent Democracies in Latin America*, Duke University Press: p. 66

⁶ Avilés, W. (2006) *Global Capitalism, Democracy, and Civil-Military Relations in Colombia*. University of New-York Press, p.50

⁷ Ibid, p.88

⁸ Barry Gills, Joel Rocamora, and Richard Wilson in Avilés, W. (2006). Paramilitarism and Colombia's Low-Intensity Democracy. *Journal of Latin American Studies*, 38(2), p. 384

seulement, le *Centro de Investigacion y Educacion Popular Programa Por la Paz* (CINEP) a recensé 995 cas de violations graves des droits de la personne par persécution politique, abus des autorités ou par intolérance sociale, dont la plupart des cas peuvent être attribués à la police et aux paramilitaires.⁹ De plus selon le rapport 2013 d'Amnesty International :

«Despite the government's public condemnation of attacks against them, human rights defenders continued to suffer attacks, threats, judicial persecution and the theft of sensitive case information. In 2012, at least 40 human rights defenders and community leaders and 20 trade union members were killed.»¹⁰

Ce phénomène expose des dynamiques structurelles contradictoires puisque malgré les nombreuses réformes constitutionnelles, la démocratie colombienne maintient son caractère excluant vis-à-vis des mobilisations collectives. Ainsi, ces mobilisations collectives sont déterminées comme étant des formes de «mauvaises participation,» encourageant le conflit social.¹¹ Les réformes démocratiques soutenant l'élargissement de l'espace participatif colombien contribuent à rejeter les formes de participation non-institutionnelles et donc, comme le souligne Doran, « limite la participation à certains acteurs en fonction de leur compatibilité avec certains objectifs,»¹² En dépit de l'extension de la citoyenneté effectuée au cours des années 80 et 90 en Colombie, le cadre institutionnel pèse fortement sur les formes de potentialité d'expression au sein de la société de cette citoyenneté restreignant ainsi les initiatives citoyennes associées au conflit social.¹³ Cette perception anti-conflit social de la démocratie va particulièrement influencer la façon dont les mouvements contestataires seront traités et reconnus et aussi, légitimera la sécurisation des espaces de contestation comme les mobilisations pacifiques. D'autres auteurs comme Camille Goirand reconnaissent l'ouverture d'espaces institutionnalisés de participation comme étant un instrument d'évitement du conflit. D'ailleurs, elle argumente que «ces dispositifs favorisent une participation non protestataire et permettent aux autorités d'encadrer l'expression des demandes portées par le public, ce qui tend à déconflictualiser les enjeux sur lesquels se mobilisent les

⁹ Centro de Investigacion y Eudcacion Popular. (2013) Banque de données des droits de la personne et de violence politique, *Revista Noche y Niebla* (48):111. visionnée le 29 mai 2014, http://issuu.com/nocheyniebla/docs/niebla48full_fb87f479be8adb/113?e=3378625/7735066

¹⁰ Annual Report: Colombia 2013. (2013, May 23). *Amnesty International USA*. Visionné le 12 juin 2014 de <http://www.amnestyusa.org/research/reports/annual-report-colombia-2013?page=3>

¹¹ Angelcos, N., & Doran, M. C. (2014). L'«expérience participative» des pobladores au Chili: entre résistance aux modes de gestion de la pauvreté et nouvelles formes de politisation. *Lien social et Politiques*, (71) :161

¹² *Ibid*

¹³ Marques-Pereira, B. (2005). Le Chili: une démocratie de qualité pour les femmes?. *Politique et sociétés*, 24(2-3) :169

citoyens.»¹⁴ Qu'advient-il alors des initiatives de participation citoyenne non-institutionnelles au sein d'un tel paradoxe ?

Ce questionnement pousse à porter une analyse au-delà des initiatives institutionnelles de participation légitimées par le gouvernement pour ainsi analyser d'autres initiatives de la société afin d'avoir un portrait plus complet de la participation citoyenne en Colombie. En sortant du cadre normatif d'analyse de la participation institutionnalisée, il devient possible de relever diverses formes de participation citoyenne qui sont souvent évincées, mais qui apportent un apport à la démocratie tout aussi important. Cette participation citoyenne possède un lien très étroit avec la façon dont la citoyenneté est représentée. En puisant des recherches de Marques-Pereira sur les mouvements des femmes au Chili et aussi, du rapport de développement humain du PNUD pour le Chili, nous reconnaissons également que la «représentations de la citoyenneté ne se réfèrent pas seulement à une médiation verticale de l'individu à l'État [...] mais surtout à une médiation horizontale entre citoyens, ce que le PNUD appelle une « citoyennisation » de la politique, qui met l'accent sur la confiance envers l'action collective.¹⁵ En allouant un espace à l'action collective comme forme de représentation de la citoyenneté, ceci permet de cadrer l'action collective comme élément central à la façon dont la participation citoyenne est réalisée. Marques-Pereira souligne que « ce type de participation ne semble favoriser ni la participation politique ni la recherche de la représentation politique, voire la construction d'espaces publics pour les femmes, traduisant une « citoyenneté par le bas » (cuidanía desde abajo).»¹⁶ La participation non-institutionnalisée, telle que les actions contestataire, l'action collective ou encore la mobilisation citoyenne, pourrait contribuer à repenser la citoyenneté.

Pourtant, la mobilisation citoyenne est souvent perçue comme un élément parallèle ou même contradictoire à la participation citoyenne. D'ailleurs, on en discute

¹⁴ Goirand, C. (2013). Participation institutionnalisée et action collective contestataire. *Revue internationale de politique comparée*, 20(4), 17

¹⁵ Programme des Nations Unies pour le développement. (2000). Desarrollo Humano en Chile, Más Sociedad para gobernar el futuro, Santiago, p. 138 dans Marques-Pereira, B. (2005). Le Chili: une démocratie de qualité pour les femmes?. *Politique et sociétés*, 24(2-3) :159

¹⁶ Marques-Pereira, B. (2005). Le Chili: une démocratie de qualité pour les femmes?. *Politique et sociétés*, 24(2-3) :160

très peu comme étant une forme de participation citoyenne, comme nous le verrons dans la revue de littérature détaillée présentée dans cette thèse. Cette remarque dévoile ainsi une lacune dans la littérature sur la participation citoyenne en Colombie qui a tendance à ne pas prendre en considération les initiatives des mouvements sociaux comme forme de participation citoyenne alternative à celle proposée par l'État (souvent limité à sa forme politique). Il faut aller au-delà des initiatives institutionnelles de participation et analyser les autres initiatives afin d'avoir un portrait plus complet de la participation citoyenne en Colombie. Dans un contexte paradoxal comme la Colombie où le conflit social est endigué, qu'advient-il du rôle participatif des nouveaux mouvements sociaux dans la construction de la démocratie et de la citoyenneté?

L'expérience des actions collectives constitue ainsi une piste d'analyse intéressante afin d'entreprendre une analyse plus poussée sur les avenues de la participation citoyenne. La Colombie, se démarquant par son paradoxe (l'État encourage une plus grande participation mais réprime violemment ou coopte les formes de participation qui n'entre pas dans le cadre institutionnel défini par lui) constitue une étude de cas exceptionnelle et ainsi, un terrain d'analyse riche pour l'étude de la participation citoyenne non institutionnelle et son lien à la démocratie.

Il existe présentement en Colombie, tout comme en Amérique latine, une transformation de l'action collective et des luttes sociales qui s'exemplifie par l'émergence de «nouveaux mouvements sociaux». Leurs luttes se détachent des luttes de classes traditionnelles pour plutôt apporter des transformations fondamentales des pratiques politiques telles l'expansion de la citoyenneté, la participation démocratique ou encore la reconnaissance sur des bases identitaires et culturelles plutôt que politiques (Hristov, 2009; Stahler-Shalk & Vanden 2011; Thomas, 2011). Ainsi, ces mouvements sociaux vont se démarquer par la diversité de leurs identités, méthodes et objectifs afin de dénoncer de nouvelles formes d'exclusion et de discrimination créées par un modèle de développement (économique et social) inégalitaire¹⁷. Leurs luttes se démarquent

¹⁷ Duterme, B. (2011). Toujours rebelle l'Amérique latine? Mouvements sociaux, contestations et pouvoirs de Tijuana à Ushuaïa. Dans *État des résistances dans le sud : Amérique latine*. Belgique : Centre tricontinental et édition Syllepse, p.9

particulièrement puisqu'elles sont menées au sein d'un environnement de répression ciblée où la mobilisation est fortement stigmatisée comme il est le cas en Colombie.

D'une part, au sein de la littérature portant sur l'action collective en Colombie, il semble y avoir un consensus démontrant que, depuis la dernière décennie, il y a une participation plus dynamique de la société civile à la vie politique colombienne, voire même un réveil collectif, un renouveau possible, mené par le bas, malgré les impasses sécuritaires, l'impunité, la violence ciblée et la criminalisation de l'action collective.¹⁸ Dans cette littérature, les nouveaux mouvements sociaux sont reconnus comme étant des vecteurs de changements, des initiateurs de processus de transformations sociales, ou encore des instigateurs d'une nouvelle grammaire des luttes sociales.¹⁹ D'autres auteurs reconnaissent l'importance des mouvements sociaux afin de mettre de l'avant de nouvelles conceptions de la démocratie, et aussi de nouvelles formes de participation politique.²⁰ Il est également reconnu qu'à la suite à l'ouverture de la Colombie au néolibéralisme au cours des années 90, une tendance forçant l'institutionnalisation des mouvements sociaux s'est établie et ceux-ci ont été institutionnalisés en ONG ou en associations professionnelles.²¹

¹⁸ Laurent, V. (2011) Dans, contre, avec l'État: Mouvement indien et politique(s) en Colombie, vingt ans après, dans Christian Gros & David Dumoulin Kevran (Eds), *Le multiculturalisme: Un modèle latino-américain? 'au concret'*, (147-158) Paris : Presses Sorbonne nouvelle ; Prevost, G., Vanden, H. E., & Oliva Campos, C. (2012). Introduction. Dans Prevost, G., Vanden, H. E., & Oliva Campos, C. (Eds.) *Social Movements and Leftist Governments in Latin America: Confrontation Or Co-option?* (1-21). London : Zed Books Ltd. ; Rochlin, J. (2012). *New Left and Challenges of Security. Latin American Perspective*, 182(39), 10-27 ; Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Politica & Sociedade*, 10(18), 155-186

¹⁹ Cano, C. & Calderón, J.A. (2010). La Minga, un mouvement qui marche. *Multitudes*, 1(40): 204 ; Archila, M. (2007) Democratizing «democracy» in Colombia. In François Polet (Ed.), *The State of Resistance: Popular Struggle in the Global South*. New-York : Zed Books Ltd., p.63 ; Archila, M. (2011). Latin American Social Movements at the Start of the Twenty-first Century: A Colombian Case Study. *Labor: Studies in Working-Class History of the Americas*, 8(1), : 60

²⁰ Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. (1998). Introduction. In Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements* (2-21) Boulder, Colo.: Westview Press. p. 2

²¹ Schild, V. (1998). New Subjects of Rights?. In Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. (Eds.). *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*, Westview Press , p.95; Tate, W. (2007). *Counting the Dead: The Culture and Politics of Human Rights Activism in Colombia*. London : University of California Press, Ltd.

D'autre part, la littérature sur la consolidation démocratique en Colombie présente les avancées qu'a fait la Colombie en matière de droits, de garanties constitutionnelles et des réformes promulguant l'élargissement de la participation citoyenne à la politique. Ces travaux relèvent le rôle central des réformes politiques, au cours des années 80 et 90, dans l'élargissement de cette participation bien que la plupart reconnaissent que les succès émanant des celles-ci ont été limités en raison de la violence, de la corruption, des relations clientélistes et des politiques de sécurités démocratiques adoptées.²² Dans ces études, la violence est reconnue comme facteur empiétant sur la participation politique. Par conséquent, prenant en compte le paradoxe colombien, et aussi cette lacune dans la littérature, nous proposons la question recherche suivante :

Dans un contexte d'impasse institutionnelle des conflits sociaux comment les nouveaux mouvements sociaux en Colombie contribuent-ils à la citoyenneté et comment contribuent-ils à la démocratie?

Cette question sera analysée à partir du cas de l'initiative la *Minga indígena y popular*, un mouvement social unique en Colombie qui possède une influence substantielle sur ce «réveil» collectif de la société colombienne. La *Minga* est un principe indigène qui signifie un processus collectif ayant un objectif commun. Ce principe a été repris, en 2004, dans le but de créer une mouvance sociale à caractère trans-sectoriel s'opposant aux politiques de sécurité du gouvernement.

Afin de répondre à cette question, le concept de sociabilité civile sera utilisé car il permet d'analyser les dynamiques de participation non institutionnelle en adoptant un angle qui préconise l'affirmation de sa citoyenneté à travers la participation. Ainsi, nous nous référerons à la participation des mouvements sociaux en tant que participation citoyenne, et non seulement politique, car leurs mobilisations et leurs revendications

²² Martinat, F. (2005). *La reconnaissance des peuples indigènes entre droit et politique*. Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion ; Laurent, Virginie. (2010). Con batones de mando o en el tarjetón: Movilizaciones políticas indígenas en Colombia. *Colombia International*, 71, 35-61; Pearce, J. (2010). Perverse state formation and securitized democracy in Latin America. *Democratization*, 17(2), 286-306; Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Política & Sociedad*, 10(18), 155-186; Velásquez, F., & González, E. (2003). *¿ Qué ha pasado con la participación ciudadana en Colombia?*. Bogotá: Fundación Corona. Récupéré de http://www.munitel.cl/file_admin/archivos_munitel/social/social36.pdf

serviront à la réappropriation de leur citoyenneté comme il sera discuté plus loin. Les analyses des mobilisations des nouveaux mouvements sociaux ainsi que leur réappropriation de la démocratie par le bas dans un contexte de répression seront utiles afin d'appuyer le concept de sociabilité civile.

La sociabilité civile est une forme de citoyenneté qui dépasse le cadre étatique. Stack la décrit comme étant: « a kind of citizenship beyond the state, one that is not reducible to the terms in which people relate to states [...] citizenship is not necessarily a relationship with states – there are other ways of thinking about citizenship.»²³ Il s'agit de repenser la citoyenneté au-delà d'une simple relation avec l'État la concevant ainsi comme une liberté de marge de manœuvre où il devient possible de créer une société civile dépassant la sphère politique étatique.²⁴ C'est à partir de cette marge de manœuvre que les citoyens donnent une légitimité à leur lutte et aussi, qu'ils peuvent garder une distance vis-à-vis l'État sans toutefois renoncer à lui faire des revendications.²⁵ Le concept de sociabilité civile est à la fois une façon de vivre sa citoyenneté, mais aussi, une pratique qui permet de sortir d'une situation d'exclusion en participant à la construction de la société.

Evelina Dagnino présente une conception similaire en discutant de l'émergence d'une nouvelle sociabilité au sein des luttes des mouvements sociaux où se joue une redéfinition de la citoyenneté. Ce processus de redéfinition est lié au processus de démocratisation des années 80 et 90 en Amérique latine où la citoyenneté était considérée comme un outil central dans la lutte pour l'élargissement des conceptions dominantes de la politique. D'ailleurs, Dagnino explique que:

« the redefinition of citizenship undertaken mainly by social movements and other sectors of civil society in Latin America intended, in the first place, to confront the existing boundaries of what is defined as the political arena : its participants, its institutions, its processes, its agenda and its scope. »²⁶

Elle reconnaît également qu'un citoyen n'est pas limité à sa relation avec l'État afin de pouvoir se considérer citoyen. Plutôt, cette nouvelle sociabilité permet la

²³ Stack, T. (2012) Beyond the State? Civil Sociality and other notions of Citizenship, *Citizenship Studies*, 16 (7): 371-372

²⁴ Gordon, A., & Stack, T. (2007). Citizenship beyond the state: thinking with early modern citizenship in the contemporary world. *Citizenship studies*, 11(2), p.121

²⁵ *Ibid.* p. 129

²⁶ Dagnino, E. (2006). Meanings of Citizenship in Latin America. *Canadian Journal of Latin American & Caribbean Studies*, (31)62 : 16

construction de relations plus égalitaires où les individus ont le droit de participer à la construction même de la société dans laquelle ils vivent et de son système politique afin de définir la société et le système auquel ils veulent appartenir.²⁷ Cette construction sociétale en Amérique latine se réalise à partir de luttes contestant la façon dont la citoyenneté et la démocratie sont appliquées. Dagnino affirme d'ailleurs que ces luttes marquent le paysage socio-politique de la région depuis les 25 dernières années.²⁸ Elle les présente comme « a project for a new sociality : a more egalitarian formal for social relations a all levels, new rules for living together in society [...] and not only for the incorporatin into the political system in the strict sense. »²⁹

Le concept de sociabilité civile entrevoit l'action politique qui ne relève pas de l'État comme un processus important dans l'exercice de la citoyenneté. Ainsi, la notion de « participation » devient primordiale dans l'étude de la citoyenneté car elle dévoile les diverses façons dont un individu peut activement agir en tant que citoyen en reconnaissant la mobilisation de son agentivité comme forme de participation. Ainsi, la citoyenneté n'est pas nécessairement centrée sur des pratiques de participation institutionnalisées. Elle peut émerger à partir de différentes dynamiques collectives et identitaires. Également, elle peut être réappropriée par divers acteurs sociaux, surtout dans un contexte sociétal où son application est plutôt étroite et exclusive comme en Colombie. Comme l'indiquent Alvarez, Dagnino et Escobar, les mouvements sociaux « have struggled to resignify the very meaning of received notion of citizenship, political representation and participation, and, as a consequence, democracy itself. »³⁰ Nous nous inspirerons également de cette approche afin d'ajouter au concept de sociabilité civile dans notre démarche théorique.

Finalement, nous nous inspirerons aussi de la littérature sur les actions directes spontanées, ou « interpellation plébéienne »³¹, qui aidera également à conceptualiser la

²⁷ *Ibid*, p. 26

²⁸ *Ibid*, p.24

²⁹ *Ibid*, p.25

³⁰ Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. (1998). *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*, Boulder, Colo.: Westview Press, p. 2

³¹ Corten, A., Huart, C., & Peñafiel, R. (2012). *L'interpellation plébéienne en Amérique latine: violence, actions directes et virage à gauche*. Québec : Presses de l'université du Québec

Minga comme cas emblématique d'une participation démocratique qui entre en contradiction avec les formes institutionnelles prônées par l'État. Ces mobilisations débordent du cadre institutionnel et prennent la forme d'une action directe spontanée ou encore de ce que Peñafiel nomme «interpellation plébéienne». Elle représente un type d'action qui prend la forme d'«expression publique de la souffrance partagée» ou d'une «mise en commun d'un tort» qui met en évidence une exclusion et dévoile une situation de violence, d'injustice et de souffrance perpétuelle.³² Ce processus de la *Minga* serait un acte symbolique qui remet en question l'ordre et qui se démarque « par son contournement des canaux institués de médiation».³³ Ainsi, les actions directes spontanées seront incluses comme formes de sociabilité civile pratiquées par la *Minga*.

Nous soutiendrons ainsi l'hypothèse suivante :

Les nouveaux mouvements sociaux mettent en oeuvre une sociabilité civile, ce qui leur permet de se réapproprier la citoyenneté et de créer de nouveaux espaces démocratiques.

Il faut noter que la participation de ces nouveaux mouvements sociaux à la citoyenneté et à la démocratie est détachée des canaux institutionnels de participation. D'ailleurs, c'est en se détachant des canaux institutionnels de participation, voire même en s'y opposant dans certains cas, que ces mouvements mettent en oeuvre une sociabilité civile.

À la lumière des divers apports théoriques qui serviront à appuyer le nouveau concept de *sociabilité civile*, présenté dans cette thèse, il est important de souligner que, malgré la présence d'espaces de participation en Colombie ainsi que de garanties institutionnelles des droits fondamentaux, plusieurs Colombiens demeurent exclus et voient leurs droits bafoués. Bien que la Constitution colombienne ainsi que de nombreux textes de loi garantissent des mécanismes institutionnelles de participation, ces cadres légaux maintiennent un système sélectif, qui réprime les conceptions qui n'entrent

³² Peñafiel, R. (2012). Les actions directes spontanées au-delà du virage à gauche: Les conditions de possibilité de l'interpellation plébéienne. In A. Corter, C. Huart & R. Peñafiel (Eds.), *L'interpellation plébéienne en Amérique latine: Violence, actions directes et virage à gauche*. Québec : Presses de l'université du Québec, p.24, 26

³³ Peñafiel, R. (2012). Les actions directes spontanées au-delà du virage à gauche: Les conditions de possibilité de l'interpellation plébéienne. In A. Corter, C. Huart & R. Peñafiel (Eds.), *L'interpellation plébéienne en Amérique latine: Violence, actions directes et virage à gauche*. Québec Presses de l'université du Québec, p.17

pas dans un certain cadre normatif de participation démocratique, tel que définie par le gouvernement. . Ainsi, les mouvements sociaux cherchent à disputer le sens accordé à la citoyenneté dans un contexte démocratique limité ou comme l'indique Avilés, de «basse intensité». Ils ne cherchent pas une rupture avec le principe de citoyenneté mais plutôt, la revendiquent et cherchent à la revitaliser afin de la rendre plus large et de pouvoir y participer. Ainsi, l'action des mouvements sociaux devient essentielle à analyser en regard des conceptions théoriques de la citoyenneté apportées dans cette thèse car leurs actions de mobilisation visent à se réapproprier le sens de la citoyenneté et se faisant, de la démocratie. D'ailleurs, une importance significative est accordée à la démocratie et la citoyenneté dans le discours de ces mouvements sociaux. Dagnino nous fait remarquer l'importance des luttes directement et explicitement articulées autour des idées de citoyenneté et de démocratie, afin de présenter des visions différentes de la démocratie. Elle indique ainsi que: « A fundamental instrument used by social movements in the struggle for democratization in recent times has been the appropriation of the notion of citizenship, which operationalizes their enlarged view of democracy. »³⁴ Ce processus de réappropriation serait une nouvelle stratégie des mouvements sociaux en Amérique latine leur permettant de s'affirmer comme sujet politique et de définir leurs droits.³⁵

³⁴ Dagnino, E. (1999) *Culture, Citizenship and Democracy: Changing Discourses and Practices of the Latin American Left*. Dans *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*. Colorado: Westview Press, p.49

³⁵ *Ibid*

Chapitre 1 : Revue de littérature et cadre théorique

1.1. Revue de littérature

La conception de la démocratie et de la citoyenneté qui domine en Colombie favorise une vision institutionnelle formelle de celles-ci. Le renforcement des institutions est souvent proposé comme solution à l'impasse institutionnelle au sein de la littérature sur la participation en Colombie. D'ailleurs, peu de textes se penchent sur la participation citoyenne au-delà du cadre formel institutionnel (élection, assemblée communautaires, conseils municipaux, etc.) comme nous le verrons dans cette revue de littérature. De plus, la notion de participation citoyenne demeure relativement effacée de la littérature sur les nouveaux mouvements sociaux ajoutant aux lacunes mentionnées.

Fabio Velasquez est un auteur qui aborde le vif du sujet de la participation citoyenne en Colombie avec l'article, *La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación* et aussi *¿Qué ha pasado con la participación ciudadana en Colombia?* qu'il a écrit avec Esperanza González. Ces deux articles nous donnent un portrait assez détaillé des réformes institutionnelles qui ont eu lieu au cours des années 86 et 90, dont l'adoption d'une nouvelle constitution en 1991, afin de rendre plus accessible la participation citoyenne. Ils remettent en question la volonté réelle de l'État d'instaurer un régime participatif fonctionnel et efficace en expliquant que ces décisions de réformes étaient plutôt motivées par le désir de l'État de récupérer sa légitimité perdue. Velasquez propose de réformer, à nouveau, certaines des institutions colombiennes afin d'améliorer le système de gouvernance en Colombie. D'ailleurs, il propose que :

« Es necesaria una reforma del estatuto legal de la participación en Colombia para evitar la dispersión de normas y des espacios, para articular los diferentes ámbitos de la participación y para crear incentivo y condiciones que lleven a la gente a apropiarse de esos espacios y a utilizarlo con criterios de bien colectivo. Pero también se requiere la democratización de las instituciones de participación. Hay que democratizar la democracia y ciudadanizar la política.»³⁶

Il reconnaît la contribution de nouveaux leaders au sein de la société civile qui, à travers leurs luttes, poussent pour ces changements institutionnels, mais son analyse

³⁶ Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Politica & Sociedad*, 10(18) :182

demeure centrée sur la participation institutionnalisée comme résolution à l'impasse institutionnelle qui a lieu en Colombie.

Julio Faundez, dans son article, *Democratization Through Law: Perspective from Latin America*, offre une analyse de la contribution des *tutelas* et de la cours constitutionnelle comme instruments légaux permettant une meilleure accessibilité des droits citoyens et donc, les présente comme avancées importantes sur le plan de la consolidation démocratique colombienne. D'ailleurs, il argumente que, grâce à ces institutions, la Colombie a mené une plus grande démocratisation réussissant à mieux garantir un accès à la justice puisque ces instances agissent comme contrepoids au pouvoir politique en place. Cependant, il s'arrête aux implications institutionnelles de ces deux mécanismes ne relevant pas les problèmes profondément structureaux empiètent sur le fonctionnement des *tutelas* et de la cours constitutionnelle tel l'État d'exception qui sape tout pouvoir à ces deux instances, car souvent, ce sont des acteurs étatiques ou paraétatiques qui perpétuent les violations des droits des citoyens.

Marià Clemecia Ramirez , dans le chapitre *Maintaining Democracy in Colombia through Political Exclusion, States of Exception, Counterinsurgency, and Dirty War*, explique que les revendications citoyennes exigeant le respect et l'élargissement d'espaces publics de participation citoyenne tels qu'élaborés dans la constitution de 1991, constituent une forme d'engagement démocratique, mais, consolident également le contrat social entre l'état et ses citoyens. Ces espaces publics de participation, comme par exemple les conseils communautaires, permettent d'offrir des services et de donner une visibilité aux initiatives communautaires alternatives ainsi qu'une voix politique aux citoyens. Elle argumente que:

« Political participation and citizen action constitute two forms of inclusion in the state and in the central order that it represents, an order that has long excluded broad sectors of society. This exclusion has been the central factor enabling nonstate armed actors to endure and to work in alliance with other forces to impose their political will. »³⁷

³⁷ Ramirez, M.C. (2010). *Maintaining Democracy in Colombia through Political Exclusion, States of Exception, Counterinsurgency, and Dirty War* in E. D. Arias & D.G. Goldstein, (Eds), *Violent Democracies in Latin America*. Durham : Duke Universtiy Press, p.762

Elle reconnaît les défis de la participation suivant l'implémentation de la politique de sécurité démocratique du Président Uribe, tels que la fermeture de ces espaces de participations remplacés par des réseaux de collaborateurs de l'État ou encore, une réduction des dépenses «sociales» qui deviennent plutôt axées sur la défense et la sécurité (police, armée, etc.) Cette politique avait été élaborée comme solution au conflit armé et à la violence en octroyant de plus grand pouvoir à l'exécutif et aux forces de l'ordre et limitant les libertés citoyennes. Cependant, l'auteur ne prend pas en considération l'effervescence sociale qui a également pris place au cours des années 2000. Elle accorde un rôle important à l'action citoyenne comme forme d'inclusion à l'État mais ne faudrait-il pas demander quelle contribution peut apporter l'action citoyenne au fonctionnement démocratique et à la citoyenneté en Colombie et de quel genre de participation il agit? Aussi, comment participer et affirmer sa citoyenneté malgré les défis imposés par la politique de sécurité démocratique?

Adoptant une approche différente que celle de Ramirez, James Rochlin, dans son article, *New Left and Challenges of Security*, prône une participation plus dynamique de la société civile à la vie politique et suggère qu'en Colombie, il semble y avoir un réveil collectif en affirmant que

« the proliferation of marches, demonstrations, and emboldened NGOs means that civil society in Colombia, long repressed by the politics of fear is beginning to throw off the shackles of social violence in order to find a political voice. The democratic left is a natural ally of grassroots civil society, and the two will benefit synergistically as they continue to find the courage to put their lives on the line for social justice and human security. »³⁸

L'auteur indique un renouveau possible, mené par le bas, malgré les impasses sécuritaires, l'impunité, la violence ciblée, la criminalisation de l'action collective. Ce constat soutient aussi les propositions de Virginie Laurent, (2010, 2011, 2013), de Mauricio Archila (2011), Prevost, G., Vanden, H. E., & Oliva Campos, C. (2012) et Fabio Velasquez (2011) qui reconnaissent l'avènement de nouveaux mouvements en Colombie, luttant pour apporter des changements au statu quo. Ce texte est important afin de situer ces actions citoyennes en Colombie. La participation n'est pourtant pas un élément abordé dans cette analyse comme effet de cette revitalisation sociale en Colombie.

³⁸ Rochlin, J. (2012). *New Left and Challenges of Security*. *Latin American Perspective*, 182(39), p. 16

Winnifred Tate, dédie un livre complet, *Counting the Dead: The Culture and Politics of Human Rights Activism in Colombia*, à l'analyse du phénomène d'institutionnalisation des mouvements sociaux en associations professionnels ou en ONG. Elle discute de la professionnalisation et de l'«ONGisation» graduelle de l'activisme entourant la cause des droits de la personne d'un activisme influencé par la gauche (église catholique et le communisme), vers un assujettissement de celui-ci aux normes internationales des droits de la personne. Or, les groupes de solidarité qui s'organisaient sous l'égide des droits de la personne deviennent des ONG au cours des années 90 en réponse aux pressions imposées par le changement de l'environnement politique en Colombie, qui adopte des nouvelles politiques néolibérales. Le financement international joue également un rôle important dans cette transformation en encourageant la formation d'ONG et d'agences étatiques des droits de la personne. Par conséquent, Tate reconnaît que l'environnement de l'activisme entourant les droits de la personne a grandement changé en raison de son institutionnalisation. Elle argumente que :

« Professional Human Rights practices do not allow for the full expression of their political beliefs and agendas, confined to the limits of acceptable diplomacy and dispassionately based on the bloodless standards of international law. There is no room to argue for social change and the transformation of the world order, against inequality and the misuse of power, for autonomy and independence. »³⁹

L'ouvrage de Tate présente un cas exemplaire de la tendance à l'institutionnalisation des mouvements sociaux en Colombie en posant une problématique sur la participation politique qui est souvent exclue des analyses des mouvements sociaux et aussi, des ONG. Cette auteure nous fait réfléchir sur la valeur de la participation citoyenne soumis à se consolider en forme institutionnel de participation afin d'être reconnue comme étant légitime ou crédible. Ainsi, ce livre permet de pousser l'analyse plus loin et se demander quels effets cette institutionnalisation a eu sur les possibilités de participation citoyenne extra-institutionnelle, une question que ne pose pas Tate.

³⁹ Tate, W. (2007). *Counting the Dead: The Culture and Politics of Human Rights Activism in Colombia*. London : University of California Press, Ltd., p. 300

Dans le livre édité par Christopher Wellna et Gustavo Gallon, *Peace, Democracy and Human Rights in Colombia*, divers auteurs discutent des difficultés auxquelles fait face la démocratie en Colombie, particulièrement en raison des violations des droits de la personne qui émanent d'un système mis en place qui aide à justifier et faciliter ces abus. Ces auteurs touchent à une problématique intéressante en expliquant les effets de la mentalité discriminatoire colombienne, qui exclut les secteurs marginaux de la société, sur la continuité du conflit armé au cours des années 2000. Gallon suggère dans le chapitre de conclusion⁴⁰, qu'afin de remédier à ce facteur structurel, il est nécessaire de comprendre à partir d'où cette tendance d'exclusion émerge et dans quelles régions. Il souligne que cette attitude semble être historiquement ancrée dans la mentalité colombienne tout en soulignant le paradoxe qui existe entre les principes d'égalité citoyens sur papier et la réalité. Cette approche est très présente dans le chapitre sept, où Matthew Soberg Shugard, Erika Moreno et Luis E. Fajardo⁴¹ affirment qu'afin d'approfondir la démocratie colombienne, il est nécessaire de réformer les pratiques politiques sur le plan électoral afin d'encourager une participation politique plus élargie de la société qui serait représentée sous l'égide de plusieurs différents types de partis. Ils reconnaissent que les réformes apportées dernièrement au système électoral permettraient cet objectif. Les analyses présentées dans ce livre sont très critiques des institutions colombiennes et relèvent très bien les problèmes et enjeux socio-économiques qui empêchent leur bon fonctionnement. Cependant, ce livre ne considère pas la participation non institutionnelle comme vecteur de changement et ne fait aucune référence aux organisations de la société civile et encore moins aux initiatives citoyennes comme sources possibles d'approfondissement de la démocratie colombienne accompagnant les changements institutionnels. Ainsi, cette étude a servi à nous poser la question : plus d'institutionnalisation mène-t-elle à une meilleure démocratie et une plus grande participation ?

⁴⁰ Gallon, G. (2007). This war cannot be won with bullets. In Gallón, G. & Welna, C. (Eds.) *Peace, Democracy, and Human Rights in Colombia*. Notre Dame : University of Notre Dame Press, p.415

⁴¹ Matthew, S., Moreno, E., & Fajardo, L. E. (2006). Deepening Democracy by Renovating Political Practices: The Struggle for Electoral Reform in Colombia. In Gallón, G. & Welna, C. (Eds.) *Peace, Democracy, and Human Rights in Colombia*, (202-266). Notre Dame: University of Notre Dame, p.212

Le constat selon lequel la violence découlant du conflit armé constitue une impasse à la démocratie colombienne et à la construction de la paix est utilisé dans divers œuvres et analysés sous différents angles. Daniel Pécault, dans *La banalité de la violence à la terreur : Le cas Colombien*, émet la théorie selon laquelle la banalisation de cette violence immobilise les actions de la société civile et immobilise la participation en Colombie. F.F.R Ruiz dans, *La Colombie et les discours sur les États faillis ou concept failli ?* émet une conclusion similaire attestant que la Colombie serait un État faible en raison de la violence et donc, sa démocratie difficilement consolidable. Ainsi, la violence est souvent perçue comme facteur causal de la difficulté de la participation en Colombie, mais sa relation à celle-ci est très peu étudiée au-delà de son action paralysante causant une impasse des mécanismes de participation citoyenne.

Françoise Martinat, dans *La reconnaissance des peuples indigènes entre droit et politique*, et Virginie Laurent, dans son article *Cultures et conflits(s) ? Peuples indigènes et politique en Colombie, vingt ans de réflexions* et le livre *Le multiculturalisme : Un modèle latino-américain ? 'au concret'*, portent tous deux un regard sur l'expérience indigène dans le bilan participatif en Colombie. Elles soulèvent bien le rôle de la participation indigène en Colombie dans l'élaboration de nouveaux articles de la constitution de 1991 qui donnent un plus grand accès à la justice, surtout pour les groupes et les individus désavantagés ou marginalisés au sein de la société. Laurent suggère que :

« La reconnaissance constitutionnelle du principe d'égalité dans la différence révèle une institutionnalisation partielle du mouvement indien : pour beaucoup, ses pétitions initiales pour le droit à la terre et à l'expression de l'indianité, sont désormais officiellement acceptées; en outre, plusieurs organisations indiennes sont aujourd'hui présentes sur l'échiquier électoral national.»⁴²

Cette étude nous aide beaucoup à déterminer les effets de l'institutionnalisation des mouvements indigènes sur leur participation au politique. Cependant, ces analyses demeurent centrées sur l'expérience des peuples autochtones et leurs effets sur l'élaboration de nouvelles politiques et lois mais relève peu ce qui advient lorsque les institutions mises en place afin d'encourager la participation ne sont pas accessibles.

⁴² Laurent, V. (2011) Dans, contre, avec l'État: Mouvement indien et politique(s) en Colombie, vingt ans après, dans Christian Gros & David Dumoulin Kevran (Eds), *Le multiculturalisme: Un modèle latino-américain? 'au concret'*, (147-158) Paris : Presses Sorbonne nouvelle, p.147

Les thèmes de criminalisation de l'action collective et de sécurisation de la démocratie sont abordés par Jenny Pearce, dans son *article Perverse State Formation and securitized democracy in Latin America*, et aussi par Cristina Rojas dans son article *Securing the State and Developing Social Insecurities : The Securitisation of Citizenship in Contemporary Colombia*. D'une part, Pearce maintient que toute agentivité participative demeure limitée par la peur et l'insécurité qui ont un impact majeur sur les luttes pour la démocratie et contribuent à une dévalorisation de la citoyenneté. D'autre part, Rojas, discute du processus de catégorisation de la participation créant de «bons» et «mauvais» citoyen selon s'ils sont «pour» (collabore avec l'État) ou «contre» (résiste l'État ou conteste ses décisions) l'État. Cette catégorisation affaiblit la force politique de la participation et fragmente la cohésion sociale en étouffant l'organisation politique au sein de la société civile. Or, selon elle, l'importance accordée à la sécurité démocratique a une répercussion directe sur comment le politique est vécu et qui peut y participer. Rojas dénonce cette approche du gouvernement colombien en incitant que « A political rationality centred on security avoids politics and makes population superfluous. »⁴³ Ces deux analyses sont essentielles afin de situer la façon dont la participation citoyenne est influencée par les politiques gouvernementales. L'article de Pearce n'entre pas dans plus de détails sur ces luttes démocratiques afin de nous informer si les citoyens sont en mesure de participer malgré cette impasse et si oui, comment. Par contre, le texte de Rojas soutient qu'en Colombie, de nombreux mouvements sociaux luttent afin de construire des espaces alternatifs où leurs revendications peuvent être véhiculées malgré la répression. Cette étude constitue une assise importante afin de pousser l'analyse de la participation citoyenne dans un contexte de répression ciblée envers la participation et la mobilisation sociale.

Lucy Taylor présente dans *Client-ship and Citizenship in Latin America*, l'idée de client-ship comme forme d'agentivité politique clientéliste qui domine les relations politiques et définit la participation citoyenne. Elle argumente que les canaux officiels de transmission de la citoyenneté sont passifs et suscitent une méfiance auprès des citoyens.

⁴³ Rojas, C. (2009). Securing the State and Developing Social Insecurities: The Securitisation of Citizenship in Contemporary Colombia. *Third World Quarterly*, 30(1): 233

Ainsi, selon cette perspective, la citoyenneté, serait une fausse réalité et son application, un échec, tant et aussi longtemps que la participation est dominée par des relations clientélistes maintenant les inégalités entre citoyens (ceux qui ont accès à ces réseaux sont avantagés).

Bien que cette étude soit révélatrice, elle marginalise l'importance du rôle des citoyens mobilisés dans l'affirmation et la pratique de leur citoyenneté et omet d'inclure l'impact de la participation émanant de l'action collective comme facteur influent les relations État-société.

Mauricio Archila dans son texte, *Latin American Social Movements at the Start of the Twenty-first Century: A Colombian Case Study*, et ses chapitres, *Democratizing 'democracy' in Colombia* et *Colombie: du vin nouveau dans de vieilles outres?*, expose une augmentation des luttes sociales, depuis la dernière décennie en Colombie, menées par divers acteurs de la société. Ces articles discutent de leurs persistances malgré un système autoritaire, la violence, les effets du néolibéralisme. L'auteur relève également la contribution de ces acteurs à la démocratie grâce à leur engagement dans de nouvelles formes de participation politique qui ne se limitent pas aux manifestations.⁴⁴ Tout comme, le texte de Rojas, ces textes nous offrent de bonnes pistes de départ afin d'analyser les formes de mobilisation d'acteurs sociaux comme participation citoyenne et aussi leur apport à la démocratie. Par contre, ses textes demeurent restreints à un survol statistique de l'augmentation des luttes sociales en Colombie sans toutefois élaborer sur la relation entre ces deux éléments : la participation citoyenne par les mouvements sociaux dans un contexte de violence ciblée.

En abordant le cas colombien, Raul Zibechi, dans *Territories in Resistance : A Cartography of Latin American Social Movements*, présente le succès des luttes autochtones au sein d'une société militarisée (en Colombie) où les espaces pour l'action publique sont fermés et les leaders et activistes sont systématiquement tués ou

⁴⁴ Archila, M. (2007) Democratizing «democracy» in Colombia. In François Polet (Ed.), *The State of Resistance: Popular Struggle in the Global South*, (60-63). New-York : Zed Books Ltd.; Archila, M. (2011). *Latin American Social Movements at the Start of the Twenty-first Century: A Colombian Case Study. Labor: Studies in Working-Class History of the Americas*, 8(1): 57-75; Archila, M. & Garcia, M.C. (2011) Colombie: du vin nouveau dans de vieilles outres? Dans *État des résistances dans le sud : Amérique latine*, (28-34). Belgique : Centre tricontinental et édition Syllepse

kidnappé.⁴⁵ Cette analyse pertinente ne questionne pas le rôle de ces luttes en Colombie pour la construction de la démocratie colombienne et il devient difficile de mesurer un tel succès. De plus, bien que cette étude confirme l'émergence des mouvements sociaux autochtones comme leader des luttes sociales, les enjeux de participation sont exclus de cette analyse.

Le livre, *Los movimientos sociales en la construcción del Estado y de la nación intercultural*, de David Bondida et Garcia Manuel Ramiro Muñoz, explique l'incidence des mouvements sociaux colombiens sur la construction d'une démocratie interculturelle en Colombie. Deux chapitres de ce livre sont consacrés à l'étude de la *Minga* et ses partenaires. Ce livre traite de participation politique et le rôle des mouvements sociaux dans la construction de l'État : La verdad debe alcanzar consensos interculturales que posibiliten el desarrolló de una nueva institucionalidad, incluyente en lo étnico y cultural, y democrática en lo económico y político.»⁴⁶ Il est pertinent quant à déterminer les impacts de la *Minga* sur les politiques et les possibilités de réformes constitutionnelles des droits autochtones. Bien qu'il reconnaisse la finalité de leurs luttes en un élargissement de leur participation politique, il ne discute pas de leurs luttes comme étant une forme de participation en soi et encore moins de ce qu'elles contribuent à leur citoyenneté. Ainsi, les mobilisations de ces acteurs sont rarement conçues comme étant de la participation ou encore moins comme façon d'actualiser sa citoyenneté qui semble se consolider qu'une fois qu'elle est garantie ou réformée législativement.

Les études portant sur l'analyse des luttes des nouveaux mouvements sociaux en Colombie face au néolibéralisme reflètent leur influence sur les politiques publiques et leur capacité de 'gouverner par le bas'.⁴⁷ D'ailleurs, Dixon Kwame, dans son étude de cas sur les mouvements afro-colombiens, dans le livre *Latin American social movements in the twenty-first century: resistance, power, and democracy*, reconnaît la contribution

⁴⁵ Zibechi, R. traduit par Ramor Ryan (2012) *Territories in Resistance: A Cartography of Latin American Social Movements*. Edinburgh, Scotland and Oakland, CA : Ak Press, p.166

⁴⁶ Garcia, D.B, Munoz, M.R. (2011) *Los movimientos sociales en la construcción del Estado y de la nación intercultural*. Huygens Editorial, p. 247

⁴⁷ R. Stahler-Sholk, H. E. Vanden, & G. D. Kuecker (Eds.). *Latin American social movements in the twenty-first century: resistance, power, and democracy*. (39-55). Lanham: Rowman & Littlefield Publishers., p.3

de ces mouvements à leur identité culturelle à travers de leurs luttes d'opposition au statu quo néolibéral :

«Afro-Latin movements are reconstructing identities in ways that both challenge the narrow neoliberal version of citizenship and strategically resist the disempowerment impact of globalization.»⁴⁸

Cette recherche tisse un lien entre la résistance des mouvements sociaux et leur opposition au type de citoyenneté que leur impose le modèle de gouvernance néolibérale. Ce chapitre est important, car il souligne le travail important des mouvements sociaux dans les processus de réappropriation identitaire. Par contre, cette étude reste centrée sur les enjeux de revendication identitaire et très peu d'analyse est prêtée à l'observation de ces processus comme forme de participation à la citoyenneté ce que nous croyons, mérite une analyse plus approfondie.

Il est intéressant et pertinent de se référer aux livres de Julia Canovas, *Nouveaux mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine : Des alternatives à un système globalisé?* et de Mark Goodale et Nancy Postero (Eds), *Neoliberalism Interrupted : Social Change and Contested Governance in Contemporary Latin America*, qui discutent du rôle des nouveaux mouvements sociaux (NMS) dans la contestation du système hégémonique néolibérale. Le néolibéralisme et ses pratiques, dans ces deux œuvres, sont reconnus comme facteurs principaux d'exclusion et de marginalisation en Amérique latine. Cette exclusion est commune aux diverses luttes des nouveaux mouvements sociaux qui cherchent à mener des transformations sociales comme le reconnaissent ces deux livres. D'Ailleurs, Miguel Angel Contreras Natera argument dans le chapitre de conclusion que :

«The political assemblages of social and popular movements (changes in political agendas, transformations in the repertoires of protests, and the new modalities of mobilization) unfold horizons of meaning and alternative concepts of development, citizenship, and democracy rights, which destabilize profound cultural meanings and set up a cultural reconfiguration»⁴⁹

⁴⁸ Dixon, Kwame. (2008). Transnational Black Social Movements in Latin America: Afro Colombians and the struggle for Human Rights in Power and Social Movements in the Other Occident. In R. Stahler-Sholk, H. E. Vanden, & G. D. Kuecker (Eds.). *Latin American social movements in the twenty-first century: resistance, power, and democracy. (181-195.)* Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, p.194-195

⁴⁹ Natera, M.A.C. (2013) *Postscript : Insurgent Imaginaries and Postneoliberalism in Latin America*. In Goodale, M., & Postero, N. (Eds.) *Neoliberalism, interrupted: social change and contested governance in contemporary Latin America*. (249-267). Stanford University Press. p. 263

Ainsi, ces livres offrent une contribution importante à l'analyse du rôle des NMS dans le processus de réappropriation des droits et de leur citoyenneté. Ces processus sont expliqués à partir de leur capacité à donner une nouvelle signification à leurs projets démocratiques et de réinventer de nouvelles formes d'émancipation sociale et politique. Par contre, il pourrait être intéressant de questionner si leurs initiatives et mobilisations pourraient être considérées comme des formes de participation citoyenne ? Encore une fois, la conception de participation est effacée de l'analyse de ces NMS.

Neil Stammers, dans *Human Rights and Social Movements*, présente une perspective intéressante du lien entre les mouvements sociaux et les droits de la personne. Bien qu'il n'aborde pas la notion de citoyenneté ou de participation directement son étude peut servir à repenser l'apport des mouvements sociaux à la citoyenneté en s'intéressant à leurs pratiques. Selon lui, l'analyse de l'activisme des mouvements est essentielle afin de comprendre le lien entre les mouvements sociaux et les droits de la personne, mais aussi le rôle positif que les droits de la personne pourraient jouer dans les transformations sociales futures. De plus, il critique la littérature sur les droits de la personne et les mouvements sociaux affirmant que celle-ci tend à être trop axée sur les phénomènes institutionnels faisant peu de références aux processus sociaux et aux liens entre leurs revendications pré-institutionnels et leur réalisations institutionnel. Il rajoute que : «very little attention has been directed toward non-institutionalised forms of human rights, their place and dynamics in the everyday world, or how they connect to institutionlised forms of human rights.»⁵⁰ Ainsi, les pratiques non-institutionnalisées de ces mouvements deviennent un champ d'étude intéressant pour les droits de la personne mais pourraient également l'être pour la citoyenneté. Qu'est-ce que la participation non-institutionnalisée pourrait indiquer de la citoyenneté ?

Sonia Alvarez, Evelina Dagnino et Arturo Escobar nous offrent une piste de recherche intéressante dans leur livre *Cultures of Politics, Politics of Cultures : Re-visioning Latin American Socia Movements*, sur la façon d'étudier la citoyenneté au sein

⁵⁰ Stammers, N. (2009). *Human rights and social movements*. London : Pluto Books. p.109

d'un système démocratique en remettant en question la représentativité politique démocratique telle qu'elle est encouragée par le modèle néolibéral qui favorise les élites dirigeantes. Selon eux,

« The rigid social hierarchies of class, race, and gender that typify Latin American social relations prevent the vast majority of de jure citizens from even imagining, let alone publicly claiming, the prerogative to have rights. As we have argued elsewhere, popular movements, along with feminist, Afro-Latin American, lesbian and gay, and environmental movements, have been instrumental in constructing a new conception of democratic citizenship, one that claims rights in society and not just from the state, and that challenges the rigid social hierarchies that dictate fixed social places for its (non)citizens on the basis of class, race, and gender»⁵¹

Cette analyse ne porte pas directement sur la Colombie bien qu'un chapitre discute des mouvements sociaux afro-colombiens, mais elle ouvre la porte à la nécessité de considérer d'autres formes d'interaction, non-institutionnalisées, entre l'État et la société comme forme de participation citoyenne.

En considérant cette littérature variée qui touche aux diverses formes de participation et aussi aux éléments qui l'influencent en Colombie, nous remarquons que très peu de liens analytiques sont effectués entre les actions des nouveaux mouvements sociaux et la participation à leur citoyenneté. La littérature a tendance à plutôt analyser l'effet des luttes sociales sur l'élargissement des droits et de la citoyenneté sur le plan institutionnel ou juridique. Nous soutenons qu'il existe une tendance dans la littérature à ne pas considérer les initiatives des mouvements sociaux comme une forme de participation citoyenne alternative à celle proposée par l'État (souvent limitée à sa forme politique) tout en prenant en considération le contexte de répression qui est portée à leur égard. En réduisant les mobilisations citoyennes à une forme de participation strictement politique il est plus facile d'omettre l'étendue de leurs effets sur leur propre citoyenneté et l'effet que ces actions peuvent avoir au-delà des réformes institutionnelles (qui souvent ne mènent à aucun changement concrètement). Dans un contexte de sécurisation de la citoyenneté⁵² et d'endiguement du conflit, il devient important de se questionner sur les effets d'initiatives qui, d'emblées, ne rentrent pas dans le cadre normatif de la

⁵¹ Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. (1998). *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*, Boulder, Colo.: Westview Press, p.12

⁵² Différentes définitions sont offertes de ce phénomène. Evelina Dagnino se réfère à ce phénomène comme étant «a dissociation between security and democracy where security is presented as a precondition or as a value for which rights and freedom should be sacrificed thus denying any viable concept of citizenship.» (Dagnino. 2007, 33)

participation citoyenne qui favorise avant tout le rôle des institutions dans la conception et la pratique de la citoyenneté. De plus, il devient utile de demander comment est-ce que ces initiatives se déroulent dans un contexte où elles sont également la cible de violences et de répression? Ainsi, nous proposons dans ce travail qu'il faut aller au-delà des initiatives institutionnelles de participation et analyser les autres initiatives comme celles des mouvements sociaux pour avoir un portrait complet de la participation citoyenne en Colombie.

Suite à ces observations, nous posons la question de recherche suivante :
Dans un contexte d'impasse institutionnelle des conflits sociaux comment les nouveaux mouvements sociaux en Colombie contribuent-ils à la citoyenneté et comment contribuent-ils à la démocratie?

1.2. Cadre théorique et concepts importants

Le rôle des acteurs sociaux, dont les mouvements sociaux, est dès lors essentiel à considérer afin d'analyser comment de nouvelles conceptions de la démocratie, et aussi de nouvelles formes de participation politique et citoyenne sont effectuées:

«Thus social actors [in Colombia] contribute to democracy; pressing for comprehensive citizenship—not only civil and political—whose dimensions are permanent, but also social. [...] Their action is not limited to protest: they also undertake a wide range of social and political action and new forms of political participation. »⁵³

Cette analyse permettra de comprendre la multiplicité de la participation au politique dont les formes qui ne rentreraient pas dans le cadre normatif imposé par l'État.

La citoyenneté n'est pas nécessairement centrée sur des pratiques de participation institutionnalisée. Comme l'indiquent Alvarez, Dagnino et Escobar, les mouvements sociaux en Amérique latine « have struggled to resignify the very meaning of received notion of citizenship, political representation and participation, and, as a consequence, democracy itself. »⁵⁴ Toutefois, au-delà de ces travaux, les luttes démocratiques et les mobilisations sociales, sont des formes de participations souvent non reconnues comme

⁵³ Archila, M. (2007) Democratizing «democracy» in Colombia. In François Polet (Ed.), *The State of Resistance: Popular Struggle in the Global South*. New-York : Zed Books Ltd., p.63

⁵⁴ Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. (1998). *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*, Boulder, Colo.: Westview Press, p. 2

étant porteuses de citoyenneté ou encore de démocratie.⁵⁵ Cette réalité est particulièrement manifeste dans un contexte comme la Colombie où le pouvoir en place ainsi qu'une partie de la population perçoivent ces initiatives comme étant porteuses de conflits.

Pourtant, les luttes démocratiques peuvent être des façons de redéfinir à la fois le système politique, mais aussi les pratiques économiques, sociales et culturelles qui forment les structures sociétales. En fait, « Such a conception calls our attention to wide array of possible public spheres wherein citizenship might be exercised and societal interests not only represented but also fundamentally re/shaped. »⁵⁶ Les actions qui relèvent du domaine de la société civile constituent des formes de participation citoyenne qui interpellent l'État en revendiquant des droits, mais qui se fait hors du cadre institutionnel étatique prescrit. La reconnaissance de cette participation permet de conceptualiser la citoyenneté nouvellement et dans un cadre qui dépasse les limites institutionnelles. Cette approche à la citoyenneté, que Trevor Stack considère «hors» de l'État, constitue le noyau de notre analyse et c'est à partir de celle-ci qu'il propose le concept de sociabilité civile.

La sociabilité civile est une forme de citoyenneté qui dépasse le cadre étatique. Stack la décrit comme étant: «... a kind of citizenship beyond the state, one that is not reducible to the terms in which people relate to states [...] citizenship is not necessarily a relationship with states – there are other ways of thinking about citizenship.»⁵⁷ Il s'agit de repenser la citoyenneté au-delà d'une simple relation avec l'État la concevant ainsi comme une liberté de marge de manœuvre où il devient possible de créer une société civile dépassant la sphère politique étatique.⁵⁸ C'est à partir de cette marge de manœuvre que les citoyens donnent une légitimité à leur lutte et aussi, qu'ils peuvent garder une

⁵⁵ Angelcos, N., & Doran, M. C. (2014). L'«expérience participative» des pobladores au Chili: entre résistance aux modes de gestion de la pauvreté et nouvelles formes de politisation. *Lien social et Politiques*, (71) : 59-178 ; Marques-Pereira, B. (2005). Le Chili: une démocratie de qualité pour les femmes?. *Politique et sociétés*, 24(2-3) : 147-169

⁵⁶ Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. (1998). *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*, Boulder, Colo.: Westview Press, p.2

⁵⁷ Stack, T. (2012) Beyond the State? Civil Sociality and other notions of Citizenship, *Citizenship Studies*, 16 (7): 371-372

⁵⁸ Gordon, A., & Stack, T. (2007). Citizenship beyond the state: thinking with early modern citizenship in the contemporary world. *Citizenship studies*, 11(2), p.121

distance vis-à-vis l'État sans toutefois renoncer à lui faire des revendications.⁵⁹ Stack et Gordon donnent l'exemple de marge de manœuvre suivante : «the opening of public space for gay, lesbian and bisexual men and women achieved by the de Pride parades.»⁶⁰ Ainsi, la Pride parade devient un moyen d'affirmer et de vivre sa citoyenneté.

Cette idée de marge de manœuvre est alors un élément central à la conception de citoyenneté au-delà de l'État et donc, de la sociabilité civile. Selon Stack, la citoyenneté au-delà de l'État permet également aux gens de trouver «a legitimacy in a citizenship conceived as the room or manoeuvre deriving from the freedom to pursue livelihood.»⁶¹ Ceci dit, c'est en atteignant cette liberté nécessaire à leur subsistance (*livelihood*) que les citoyens mettent en action leur citoyenneté et ainsi se la «réapproprie». Ainsi, la revendication de droits ou encore l'exigence de la paix et de la justice mise de l'avant par divers mouvements sociaux seraient des éléments qui indiqueraient la poursuite de cette liberté.

Le concept de sociabilité civile entrevoit l'action politique qui ne relève pas de l'État comme un processus important dans l'exercice de la citoyenneté. Ainsi, la notion de «participation» devient primordiale dans l'étude de la citoyenneté car elle dévoile les diverses façons dont un individu peut activement agir en tant que citoyen en reconnaissant la mobilisation de son agentivité comme forme de participation. D'ailleurs, plusieurs auteurs démontrent la nécessité de reconnaître la capacité agentielle des sujets comme élément central dans l'étude citoyenne dont Robert Asen qui établit que «...people enact citizenship through their own agency. This means, too, that citizenship may be enacted by non-citizens.»⁶² Lucy Taylor et Fionna Wilson renchérissent en expliquant que la capacité de mobiliser son agentivité politique permet l'accès à la citoyenneté en établissant un lien entre ces deux variables :

«...people's sense of themselves as political beings, even when they are marginalised and excluded from formal political arenas and fall outside the official rules governing citizenship according to powerful brokers of politics.»⁶³

⁵⁹ *Ibid.* p. 129

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Asen, R. (2004). A discourse theory of citizenship. *Quarterly Journal of Speech*, 90(2):204

⁶³ Taylor, L., & Wilson, F. (2004). The messiness of everyday life: Exploring key themes in Latin American citizenship studies introduction. *Bulletin of Latin American Research*, 23(2):157

Ainsi, l'exercice de son agentivité politique permet une redéfinition de son 'appartenance' en tant que citoyen et donc, du tissu même de la citoyenneté⁶⁴.

Ceci dit, les processus de contestation, de remise en question ou encore de revendication sont tous des moyens de mettre en action son agentivité politique et aussi, de mettre de l'avant un mouvement collectif, tel qu'une manifestation, qui génère une sociabilité civile à partir de laquelle une nouvelle forme de citoyenneté peut être manifestée. L'action de contestation ou encore de redéfinition ou de réinterprétation des conceptions données engage le sujet à participer au politique. Effectivement, Trevor Stack, en prenant l'exemple de l'organisation Citizen Power⁶⁵ au Mexique, explique le rôle important des organisations de la société civile dans la mobilisation de la participation au politique. Il affirme que « groups like Citizen Power do still bring civil sociality to bear on participation in politics ». ⁶⁶ D'ailleurs, il continue en déclarant que « civil sphere organizations bring to bear civic virtues on and through a state that is often uncivil. To do so, civil sphere organizations must be capable of mobilizing people to action. » ⁶⁷ C'est à travers un tel processus que divers acteurs sociaux peuvent redéfinir et se réapproprier des concepts telles la démocratie ou la citoyenneté comme le soulignent Alvarez, Dagnino et Escobar en expliquant que les processus de redéfinition dévoilent des définitions alternatives de ce qui est politique. ⁶⁸ D'ailleurs, Asen ajoute également que « The power of citizenship engagement arises in important respects from this capacity to refashion social norms and beliefs and to recast non-political activities as political. » ⁶⁹ L'action de donner un nouveau rôle politique aux activités considérées comme étant non politiques (redéfinir et réapproprier) est un élément central de la sociabilité civile, car, se faisant, les acteurs impliqués s'octroient le droit de participer à la construction même de la société dans laquelle ils vivent et de son système politique afin de définir la société et le système auxquels ils veulent appartenir même si ces mêmes droits leur sont niés ou sont violés.

⁶⁴ Ibid, p.157

⁶⁵ Citizen Power ou Poder Ciudadano, est une organisation mexicaine qui promulgue l'action citoyenne directe.

⁶⁶ Stack, T. (2012) Beyond the State? Civil Sociality and other notions of Citizenship, *Citizenship Studies*, 16 (7): 881

⁶⁷ Ibid, p. 882

⁶⁸ Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. (1998). *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*, Boulder, Colo.: Westview Press, p.10

⁶⁹ Asen, R. (2004). A discourse theory of citizenship. *Quarterly Journal of Speech*, 90(2): 207

Il est primordial de souligner que le concept de sociabilité civile est à la fois une façon de vivre sa citoyenneté, mais aussi, une pratique qui permet de sortir d'une situation d'exclusion en participant à la construction de la société. Comme le souligne Stack, l'élément de *sociality*, (tendance à s'associer aux autres et à former des groupes sociaux) qui se retrouve dans la sémantique de la sociabilité civile, est une condition inéluctable à ce concept⁷⁰. Cet aspect est particulièrement important à prendre en compte dans un contexte comme la Colombie où les formes d'exclusion sont systémiques.

Subséquentement, les mobilisations, les contestations, les manifestations ou l'action collective ne relevant pas de l'État constituent de la participation extra-institutionnelle qui engagera ses protagonistes à se sortir d'une situation d'exclusion par leur participation. Afin d'approfondir ce lien entre la participation et l'action collective, nous nous inspirons de la théorie sur l'émancipation plébéienne et les actions directes spontanées. Les actions directes spontanées ont caractérisé plusieurs mobilisations collectives des dernières années en Amérique latine et donc, la théorie sur l'émancipation plébéienne porte très bien à l'analyse des formes contemporaines de mobilisations citoyennes comme celle de la *Minga*, qui sera étudiée dans cette thèse.

Rappelons-nous d'abord que, selon le cadre de la sociabilité civile, lorsque les citoyens mobilisent leur agentivité politique, soit dans un processus de contestation ou par l'intermédiaire d'une action collective, ceux-ci s'octroient le droit de participer à la construction même de la société dans laquelle ils vivent et de son système politique même si ces droits leur sont niés ou sont violés. Ce constat se rapproche de la façon dont la littérature sur l'interpellation plébéienne interprète les actions collectives protestataires comme forme de participation qui «débordent du cadre normal de la représentation politique»⁷¹. D'ailleurs, ce qui caractérise ce type d'action c'est le fait «de subvertir le cadre institutionnel dans lequel on cherche à contenir l'action collective.»⁷² Ainsi, les

⁷⁰ Stack, T. (2012) Beyond the State? Civil Sociality and other notions of Citizenship, *Citizenship Studies*, 16 (7): 877

⁷¹ Peñafiel, R. (2012) Imaginaire plébéien et changements du politique. Dans Donot, M., & Ribeiro, M.P. Discours politiques en Amérique latine : Représentations et imaginaires (85-99), L'Harmattan. p.90

⁷² Peñafiel, R. (2012) *Introduction I*. Dans Corten, A., Huart, C., & Peñafiel, R. *L'interpellation plébéienne en Amérique latine: violence, actions directes et virage à gauche*. (11-31) Presse de l'université du Québec. p.16

actions directes spontanées, définissent un processus de participation au politique qui ne relève pas de l'État, voir même qui s'oppose au statu quo promulgué par l'État. En effet, l'importance de ces actions se retrouve dans son caractère extra-institutionnel car c'est celui-ci qui lui permettra de relever les diverses limites découlant des pratiques, des normes et des règles du système au pouvoir et aussi, dévoilera le caractère profondément inacceptable de situations jusque-là considérées comme légitimes, légales ou même souhaitables en dépit de leur nature répressive ou violente. Ainsi, Peñafiel argumente que :

« C'est même dans ces débordements, que se situe la plus grande valeur politique des actions directes spontanées dans la mesure où elles dévoilent la limite, non seulement des politiques néolibérales ou d'un gouvernement précis, mais d'un système de domination et d'exclusion beaucoup plus large, d'un ordre symbolique »⁷³

L'émancipation plébéienne se réalise à partir de ces actions en cherchant à dénoncer une série perpétuelle de situation de violence, de souffrance, etc. en questionnant profondément un système qui tente d'incorporer ces expériences au sein d'un ordre symbolique excluant.⁷⁴ Ainsi, une action directe spontanée pourrait constituer d'une occupation d'édifices, d'une demande de construction de route, d'une marche collective ou encore d'une opposition à l'installation d'une compagnie extractive sur un territoire donné. Pourtant, c'est plutôt la nature exclusive ou inacceptable de ces situations (ex. le prise de terrain par une compagnie extractive) qui sera la motivation de mobilisation. La condition d'exclus transcende les origines ethniques, culturelles, sociales et politiques des protagonistes, car elle est commune à chacun d'entre eux. Ainsi, la mise en évidence d'une situation d'exclusion ne conteste pas nécessairement un gouvernement particulier ou une politique spécifique, mais plutôt une violence quotidienne, systémique qui sévit depuis toujours ou encore une injustice perpétuelle.

Ainsi, ce questionnement et cette remise en question sont centraux dans notre cadre théorique, car ces processus sont essentiels à l'action directe spontanée permettant à ses acteurs d'occuper un espace qui leur ait habituellement nié. Ainsi, cette remise en question pourrait servir de vecteur de réappropriation. D'ailleurs, il faut clarifier que les

⁷³ *Ibid*

⁷⁴ Peñafiel, R. (2012) Imaginaire plébéien et changements du politique. Dans Donot, M., & Ribeiro, M.P. Discours politiques en Amérique latine : Représentations et imaginaires (85-99), L'Harmattan. p.22

protagonistes des actions directes, loin de vouloir être intégrés à un système qui les exclut systématiquement ou encore de vouloir être représenté politiquement par celui-ci, cherchent la reconnaissance de leur « existence en tant que réalité niée. »⁷⁵ Cette citation, d'un participant d'une action directe relève la valeur de cette remise en question intrinsèque à l'émancipation plébéienne : « sans cette action nous allions toujours occuper le lieu vide de notre non-existence »⁷⁶ La sociabilité civile, tout comme l'émancipation plébéienne, considère l'action de contestation, de redéfinition ou de réinterprétation des conceptions donnée comme des formes d'engagement du sujet au politique et aussi, comme façon de sortir d'une situation d'exclusion en mettant ces situations en évidence.

Le contexte colombien, dans ce cas-ci se prête parfaitement à l'analyse de cas des actions directes spontanées en raison du caractère exclusif de son système démocratique où le conflit est évité et la violence ciblée. L'émancipation plébéienne servira de cadre afin de remettre en question la participation institutionnelle comme forme dominante de participation en Colombie et ainsi, portera à questionner la façon dont la citoyenneté est reconnue et vécue en tentant d'élucider son caractère exclusif. Ainsi, la participation extra-institutionnelle devient une manière de remettre en question la participation et la citoyenneté institutionnalisées ainsi que le système démocratique colombien. À cet effet, l'émancipation plébéienne sera analysée comme forme de sociabilité civile.

Les travaux d'Evelina Dagnino portant sur le phénomène de redéfinition de la citoyenneté en Amérique latine par les mouvements sociaux serviront également à orienter notre cadre théorique. Elle reconnaît la dimension instrumentale et symbolique de la citoyenneté comme outils des luttes dénonçant l'exclusion économique et sociale, les inégalités, mais aussi, comme outils permettant l'élargissement des conceptions politiques dominantes.⁷⁷ Également, Dagnino nous fait remarquer l'importance

⁷⁵ Peñafiel, R. (2012) *Introduction I*. Dans Corten, A., Huart, C., & Peñafiel, R. *L'interpellation plébéienne en Amérique latine: violence, actions directes et virage à gauche*. (11-31) Presse de l'université du Québec. p.16

⁷⁶ Bagua dans Peñafiel, R. (2012) *Imaginaire plébéen et changements du politique*. Dans Donot, M., & Ribeiro, M.P. *Dicours politiques en Amérique latine : Représentations et imaginaires* (85-99), L'Harmattan. p.98

⁷⁷ Dagnino, E. (2006) *Meanings of Citizenship in Latin America*. *Canadian Journal of Latin American & Caribbean Studies*, 31(62) : 16

instrumentale des luttes afin de présenter des visions différentes de la démocratie. Elle fait la remarque que « A fundamental instrument used by social movements in the struggle for democratization in recent times has been the appropriation of the notion of citizenship, which operationalizes their enlarged view of democracy. »⁷⁸ Ce processus de réappropriation serait la nouvelle stratégie des mouvements sociaux en Amérique latine leur permettant de s'affirmer comme sujet politique et de définir leurs droits . Cette stratégie, tout comme la sociabilité civile ou l'émancipation plébéienne, permet la sortie de l'exclusion en participant à la construction d'une «citoyenneté par le bas».⁷⁹ Ces luttes pour la redéfinition de la citoyenneté ne peuvent être comprises que dans un contexte où ses protagonistes cherchent à faire cesser et à confronter une conception prépondérante de la citoyenneté et ses pratiques.⁸⁰ Par conséquent, cette remise en question constitue le cœur de ces luttes et, subséquemment, permettra de conceptualiser l'étude de cas présentée dans cette thèse, La Minga et ses mobilisations.

Au sein des luttes des mouvements sociaux où se joue la redéfinition de la citoyenneté, l'émergence d'une nouvelle sociabilité s'effectue. En effet, tout comme Trevor Stack, Dagnino reconnaît également qu'un citoyen n'est pas limité à sa relation avec l'État afin de pouvoir se considérer citoyen. Plutôt, cette nouvelle sociabilité permet la construction de relations plus égalitaires où les individus ont le droit de participer à la construction même de la société dans laquelle ils vivent et de son système politique afin de définir la société et le système auquel ils veulent appartenir.⁸¹ Ainsi, l'objectif de cette nouvelle sociabilité ne s'arrête pas à une incorporation au système politique, mais d'une transformation des relations sociales qui caractérisent les sociétés latino-américaines et de changer les pratiques sociales qui sont ancrées au cœur de la citoyenneté. Dans ses articles, Dagnino soulève un aspect important de la citoyenneté qui est la construction de sujets sociaux actifs qui peuvent devenir des acteurs politiques. Ce processus ne peut s'effectuer qu'à partir de la « participation » et la revendication par les

⁷⁸ Dagnino, E. (1999) Culture, Citizenship and Democracy: Changing Discourses and Practices of the Latin American Left. Dans *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*. Colorado: Westview Press, p.49

⁷⁹ Dagnino, E. (2006). Meanings of Citizenship in Latin America. *Canadian Journal of Latin American & Caribbean Studies*, (31)62 ; 22

⁸⁰ *Ibid*

⁸¹ *Ibid*, p. 26

citoyens de leur citoyenneté. Ainsi, elle affirme que «consciousness, agency, and the capacity to struggle are evidence of one's citizenship even if other rights are absent. »⁸² Ceci démontre que la citoyenneté est possible même dans un contexte où les droits sont niés ou non-respectés. La participation à une action de contestation, à une lutte; bref, à toutes les mobilisations qui permettent de mettre de l'avant son agentivité, contribuent au processus de redéfinition de la citoyenneté. Ainsi, cette redéfinition passe par la transformation des protagonistes de ses mobilisations en sujets politiques qui définissent ce qu'ils considèrent comme étant leurs droits.⁸³ Cette redéfinition de la citoyenneté contribuera à élargir l'espace participatif des protagonistes même si cet espace est souvent limité ou même nié sur le plan institutionnel pour certains secteurs de la société.

Cette appropriation de la participation par les citoyens mobilisés afin de redéfinir les paramètres de leur citoyenneté comme nous le démontre Dagnino, se détache du cadre institutionnel imposé en questionnant ses objectifs et devient ainsi une forme de participation extra-institutionnelle mis de l'avant par des acteurs sociaux qui souhaitent bâtir une société différente. Comme le soulève Dagnino, « a great deal of the debates on citizenship is found in the analysis of participation ».⁸⁴ Conséquemment, la participation, que nous qualifierons de «citoyenne», sera au cœur de notre analyse des mouvements sociaux colombiens. C'est à partir de cette participation citoyenne que divers projets démocratiques divergeant seront contestés, remise en question et questionnés.

Ainsi, la sociabilité expliquée par Dagnino, la sociabilité civile et l'émancipation plébéienne sont des concepts qui encadreront notre analyse. Ces approches permettront d'étudier les nouvelles formes de conflictualité sociales, qui sortent du cadre institutionnel, comme participation «hors de l'État», à partir desquelles divers projets démocratiques peuvent être abordés et imaginés. L'action de remettre en question la participation et la citoyenneté institutionnalisées ainsi que le système démocratique qui les promulgue, constituent le cœur de notre cadre théorique.

⁸² Dagnino, D. (2007). Citizenship : a Perverse Confluence. *Development in Practice*. 17 (4-5) : 552

⁸³ Dagnino, E. (2006). Meanings of Citizenship in Latin America. *Canadian Journal of Latin American & Caribbean Studies*, (31)62 : 22

⁸⁴ *Ibid*, p. 27

Nous avons maintenant les outils afin de présenter l'hypothèse et nous pencher sur l'étude de cas, la *Minga*.

Chapitre 2 : Étude de cas de la *Minga* et méthodologie

2.1 Justification de l'Étude de cas : La *Minga*

La problématique démontrée au chapitre précédent souligne les contradictions entourant la participation citoyenne en Colombie et ses défis. Comme il a été brièvement discuté, la mobilisation citoyenne n'est pas perçue comme forme de participation citoyenne en Colombie, et peu d'études tentent d'analyser ces mobilisations comme des formes concrètes de participation, car elles n'entrent pas dans le cadre de participation institutionnel traditionnel (élections, assemblées, etc.). Ainsi, les initiatives qui n'entrent pas dans le cadre normatif de la participation citoyenne seront analysées au cours de cette thèse en s'attardant plus spécifiquement sur les actions de certains mouvements sociaux. La *Minga* servira d'étude de cas, appuyé également par ceux de la *Marcha Patriótica*, du *Congreso de los Pueblos* et de la *Cumbre Agraria: campesina, étnica y popular*

Hypothèse :

Par conséquent, nous avançons l'hypothèse suivante :

Les nouveaux mouvements sociaux mettent en oeuvre une sociabilité civile, ce qui leur permet de se réapproprier la citoyenneté et de créer de nouveaux espaces démocratiques.

*2.1.1. L'influence de la *Minga**

Le 11 octobre 2008 marque le début d'une mobilisation de six semaines mieux connue sous le nom de la *Minga nationale de résistance indigène et populaire (Minga indigena y popular)* qui s'est confrontée au gouvernement d'Uribe. Comme l'explique Mario A. Murillo, les dizaines de milliers de personnes qui ont participé à cette marche, qui partait de Piendamó, une ville du département du Cauca et finissait à Bogotá, se mobilisaient «against the powerful interest of the Colombian system and the global order it was a part of, personified most visibly by Uribe, his well-oiled political machine, and his benefactors in Washington.⁸⁵ Plus précisément, ils contestaient les politiques de développement du gouvernement Uribe, ses politiques militaires et sécuritaires, sa

⁸⁵ Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3): 13

violation continue des droits des peuples indigènes et son incapacité à satisfaire ses obligations légales face aux peuples autochtones.⁸⁶

Laurent affirme également que *La Minga Nacional de Resistencia Indígena y Popular* constitue un événement marquant :

« A su vez, *La Minga Nacional de Resistencia Indígena y Popular*, iniciada el 12 de octubre de 2008, constituyó un hito significativo en cuanto a la capacidad de la organizaciones indígenas para convocar—a poblaciones indígenas y no indígenas—y demostrar una interesante relación de fuerzas frente el Estado, en este caso, en especial, frente al presidente Álvaro Uribe.»⁸⁷

Il est important de noter que *La Minga* se constitue en grande partie de groupes indigènes mais s'élargit à divers secteurs de la société afin de créer un mouvement hétérogène: des paysans pauvres, des travailleurs de la canne à sucre, des victimes de violence politique, des étudiants universitaires, des fonctionnaires.⁸⁸ Plusieurs auteurs considèrent ainsi que *La Minga* est un processus innovateur de mobilisation sociale, qui est d'ailleurs «en train de profondément renouveler les méthodes et les grammaires des luttes sociales»⁸⁹

Une *minga*, est un concept quechua qui date de l'époque de l'Amérique pré-colombienne. Elle représente un processus collectif. Comme l'indique Carolina Canto et José-Angel Calderón, la *Minga* en Colombie «s'est projetée sur l'espace politique en tant que travail social d'organisation, de dénonciation et de réflexion sur les problématiques communes.»⁹⁰. Une *minga* pourrait servir à bâtir une nouvelle école, ou encore à terminer les récoltes; bref, elle symbolise tous processus collectifs et participatifs visant un objectif commun. Celui de *la Minga* de 2008 est de construire un programme commun qui transcende les peuples. Ainsi, le 12 octobre 2008, *La Minga* a pris la forme d'une alliance nationale résolue à s'opposer à un système d'exclusion représenté, à cette époque, par le gouvernement d'Uribe⁹¹. Ainsi, *la Minga* est une action de contestation qui transcende les diverses origines ethniques ou communautaires en Colombie. Bien que son origine relève de l'indianité, ses protagonistes partagent souvent une condition

⁸⁶ *Ibid*, p 13

⁸⁷ Laurent, Virginie. (2010). Con batones de mando o en el tarjetón: Movilizaciones políticas indígenas en Colombia. *Colombia International*, 71:54

⁸⁸ Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3): 138

⁸⁹ Cano, C. & Calderón, J.A. (2010). La Minga, un mouvement qui marche. *Multitudes*, 1(40): 204

⁹⁰ *Ibid*

⁹¹ *Ibid*, p.205

commune d'exclus. D'ailleurs, ce processus a inspiré d'autres secteurs de la société qui veulent devenir à leur tour *Minga*.

La valeur symbolique historique de la *Minga* reflète une opposition intrinsèque à la trajectoire économique, politique et sociale entreprise par l'État colombien depuis les années 90. Sous *la Minga*, l'action sociale suit une réorientation adoptant de nouveaux rapports avec la démocratie et l'État et elle soulève des débats politiques importants qui transcendent les revendications sectorielles.⁹² Ainsi, plutôt que d'être un front revendicatif conjoncturel, la *Minga* est conçue comme étant une invitation à construire un processus collectif en faisant le point sur de nombreux enjeux à la fois autochtones et sociétaux, mais dénonçant à la base l'exclusion des peuples autochtones d'un système démocratique injuste et inéquitable. Subséquemment, la *Minga* ne s'oppose pas tout simplement à des mesures néolibérales ou encore à un gouvernement précis. Ses revendications sont larges et elles dévoilent plutôt «un état permanent de violence, de souffrance et d'injustices qui se perpétue 'peu importe le gouvernement'»⁹³ D'ailleurs, cet extrait d'une entrevue entre un membre de *la Minga* et Virginie Laurent souligne l'objectif premier de *la Minga* :

« C'est pour ça qu'on est là, c'est ça l'objectif de *la Minga*, le respect de la dignité, le respect de nos processus d'organisation [...] Ce n'est pas contre l'hymne [national] qu'on proteste, on proteste contre un pays qui continue d'exclure malgré ce processus de la diversité [...]»⁹⁴

L'objectif n'est pas de se demander si la *Minga* est oui ou non un nouveau mouvement social mais plutôt d'illustrer, à l'aide de ce cas, un type d'expression sociale qui remet en question et redéfinit la participation démocratique et la citoyenneté politique.⁹⁵ Par conséquent, *La Minga* est perçue comme un processus de transformation comme le démontre Murillo :

⁹² Cano, C. & Calderón, J.A. (2010). La Minga, un mouvement qui marche. *Multitudes*, 1(40): 207

⁹³ Peñafiel, R. (2012). Les actions directes spontanées au-delà du virage à gauche: Les conditions de possibilité de l'interpellation plébéienne. In A. Corter, C. Huart & R. Peñafiel (Eds.), *L'interpellation plébéienne en Amérique latine: Violence, actions directes et virage à gauche*. Québec: Presse de l'université du Québec: 24

⁹⁴ Laurent, V. (2011) Dans, contre, avec l'État: Mouvement indien et politique(s) en Colombie, vingt ans après, dans Christian Gros & David Dumoulin Kevran (Eds), *Le multiculturalisme: Un modèle latino-américain? 'au concret'*, Paris : Presses Sorbonne nouvelle, p.157

⁹⁵ Duterme, B. (2011). Toujours rebelle l'Amérique latine? Mouvements sociaux, contestations et pouvoirs de Tijuana à Ushuaïa. Dans *État des résistances dans le sud : Amérique latine*, (7-22) Belgique : Centre tricontinental et édition Syllepse, p.9

«the *Minga popular* was described by its leadership as the beginning of a nationwide ‘conversation with the people,’ a popular uprising of sorts, designed to transform Colombian society and politics through coordinated, non-violent mobilization.»⁹⁶

La *Minga* possède une certaine valeur historique, car elle incarne une opposition commune aux intérêts fermement ancrés qui composent le système colombien, faisant de la légitimité morale de ce mouvement une menace pour le régime d’Uribe.⁹⁷ Les cinq objectifs centraux qui composent l’agenda de *Minga* sont : a) la renonciation aux Traités de libre-échange avec les États-Unis, le Canada et l’Europe b) la fin de la guerre et de la terreur en s’opposant aux politiques de sécurité démocratique, au Plan Colombie, à la parapolitique, à la militarisation de la sphère sociale, à la répression et à la criminalisation de l’action collective c) la dérogation des législations gérant le développement et qui cèdent les territoires colombiens à l’industrie forestière et minière privant les peuples de leur bien-être et de leurs droits d) la réalisation et la concrétisation des obligations nationales (lois dans la constitution de 1991) et internationales (Déclaration de l’ONU sur les droits des peuples autochtones) légales de l’État en ce qui a trait aux peuples indigènes e) un appel à tous les secteurs de société de construire ensemble une «nouvelle société». Ce processus serait développé à partir de la création d’un congrès permanent des peuples.⁹⁸ Ces objectifs très larges reflètent la portée élargie de la *Minga*. Elle vise à bâtir une nouvelle société où la coexistence constitue un principe de base. Cette approche très inclusive et collective en a inspiré plusieurs à se joindre à ce mouvement et aussi à adopter une approche similaire comme nous le verrons.

Depuis ce premier événement en 2008, *La Minga* a gagné beaucoup de popularité et a organisé de nombreuses autres marches et aussi d’autres types d’activités telles des assemblées et des congrès. Ce processus a reçu beaucoup de solidarité et d’appui de la population colombienne car, plutôt que de revendiquer des concessions spécifiques à l’État, « it issued a call to action to all sectors of Colombian society to begin the hard work of building the Colombia the movement envisioned.»⁹⁹ Ils ont également réussi à

⁹⁶ Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3): 138

⁹⁷ Ibid, p. 155

⁹⁸ Murillo, M.A. (2010). Colombia’s *Minga* Under Pressure. *NACLA Report on the Americas*, 43(7): 13-39; Rozental, M. (2009). ¿Qué palabra camina la Minga? *Deslinde*, 45: 51-59

⁹⁹ Murillo, M.A. (2010). Colombia’s *Minga* Under Pressure. *NACLA Report on the Americas*, 43(7) : 16

surmonter la couverture médiatique qui leur était souvent défavorable.¹⁰⁰ Toutefois, le mouvement et ses communautés participantes ont attiré plusieurs menaces, en plus d’être accusés par le gouvernement Uribe, d’entretenir des liens avec la guérilla et de facto, d’être terroristes malgré le caractère pacifique de la mobilisation. Ainsi, la *Minga* et son leadership indigène ont été victimes de nombreuses accusations émanant de divers groupes,¹⁰¹ mais aussi du gouvernement. Celui-ci associait ses participants aux «forces obscures», à la «subversion» ou encore au «terrorisme»; bref, aux guérilleros de la FARC.¹⁰² Ces accusations, appuyées entre autre par les médias, permettaient de justifier les actions et politiques de l’État, souvent anti-démocratiques, vis-à-vis ces communautés. Par exemple, la *Minga* a souffert de nombreux morts et de blessés suite à un barrage de la route qui motiva une réaction répressive des forces publiques face aux manifestants, justifiée par une rhétorique sécuritaire de l’État qui qualifia le mouvement d’allié du terrorisme.¹⁰³ Le symbolisme, les objectifs, et le succès de la *Minga* au sein d’un système fortement répressif font de ce processus un cas pertinent à analyser.

La *Minga* a aussi inspiré la formation de nouveaux mouvements qui ont adopté un style, un processus et des objectifs similaires: *El congreso de los pueblos*, *La Marcha Patriótica*, *Movimiento político y social* et *la Cumbre Agraria : campesina, étnica y popular*. Ces derniers serviront de cas d’appui à la *Minga* et donc, leurs analyses seront moins exhaustives. Le congrès des peuples est un processus populaire et social émanant de la *Minga*, qui a vu le jour en 2010 et qui propose la construction d’un pays pour une vie digne, c’est-à-dire, une construction multisectorielle et nationale d’une nouvelle Colombie plus démocratique et inclusive. En 2010, lors du premier congrès, dix-sept mille délégués de deux cents différentes organisations à travers la Colombie se sont rencontrés à Bogota où ils ont déterminé l’orientation du mouvement et aussi élaboré leur agenda nommé *La Palabra del Congreso de los Pueblos: Propuesta de País para*

¹⁰⁰ Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3): 138

¹⁰¹ En août 2008, le Consejo Regional Indígena del Cauca (CRIC) et son organisation régionale, ACIN ont reçu des menaces par courriel du groupe Campesinos Embejucados del Cauca qui annonçaient des assassinats dans ces communautés.

¹⁰² *Ibid*, p.139

¹⁰³ Laurent, V. (2011) Dans, contre, avec l’État: Mouvement indien et politique(s) en Colombie, vingt ans après, dans Christian Gros & David Dumoulin Kevran (Eds), *Le multiculturalisme: Un modèle latino-américain? ‘au concret’*. Paris: Presses Sorbonne nouvelle, p.155

una Vida Digna.¹⁰⁴ Ils se définissent comme étant un processus collectif, un peu comme la *Minga* et cherchent à regrouper divers secteurs de la société dans leur projet démocratique. À cet effet, tout comme la *Minga* et aussi la *Marcha Patriótica*, ce mouvement a élaboré un mandat et un agenda thématique incluant une série de propositions pour le gouvernement colombien qui sont délibérées au cours du congrès. Les actions entreprises par le congrès ont pris la forme de marches.

La *Marcha Patriótica*, quant à elle, se définit comme étant un mouvement social et politique de gauche qui a été créé en 2012. Comme l'indique l'Alliance mondiale pour la justice sociale, le 21 et 22 avril il y a eu 100 000 personnes qui ont marché à la place *Parque Nacional* de Cartagena afin de demander la paix, la justice, des négociations visant des solutions politiques (au conflit), une participation politique complète, ouverte et sécuritaire ainsi que des réformes agraires réelles¹⁰⁵. Le mandat du mouvement est de lutter pour la démocratie colombienne en se mobilisant afin de mettre fin au conflit armé et de promulguer la paix. C'est un mouvement à tendance plurisectorielle regroupant les plus marginalisés de la population colombienne et ceux les plus touchés par le conflit armé. Leurs mobilisations prennent également la forme de grandes marches.

Finalement, la *Cumbre Agraria : campesina, Étnica y popular* a été mobilisée pour la première fois du 15 au 17 mars 2014. Ce processus a été réalisé faisant suite aux nombreuses grèves agraires et indigènes qui avaient eu lieu en 2013.¹⁰⁶ Elle a été convoquée afin de protester contre le Pacte agricole élaboré entre le gouvernement Santos et les élites agro-industrielles qui excluent les populations paysannes et indigènes de l'élaboration des mesures à adopter en matière de politiques agraires nationales.¹⁰⁷ Elle s'oppose également aux politiques néolibérales promulguées par ces mêmes élites qui

¹⁰⁴ Congreso de los Pueblos. *ABC Congreso de los Pueblos*. Récupéré de <http://cpueblosarg.wordpress.com/about/abc-congreso-de-los-pueblos/>

¹⁰⁵ James, J. *Colombia's Marcha Patriótica Calls for International Solidarity, Not Interference*, May 7, 2012. Visionné le 25 mars 2014 de <http://afgj.org/colombias-marcha-patriotica-calls-for-international-solidarity-not-interference>

¹⁰⁶ Consejo Regional Indígena del Cauca. (2014, 18 mars). *Declaración política cumbre agraria: Campesina, Étnica y Popular*. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/declaracion-politica-cumbre-agraria-campesina-etnica-y-popular/>

¹⁰⁷ *Ibid*

nuisent à l'économie locale et paysanne, indigènes et afro-colombienne ainsi qu'aux modes de vie de ces populations. Ainsi, une grande marche a été organisée afin d'exiger la consultation de ces populations, des réformes agraires justes ainsi que la participation de la société aux décisions de l'État de façon générale. Plus de 30 000 personnes ont pris part à cette réunion qui a eu lieu dans la capitale nationale dont la *Minga*, la *Marcha Patriótica* et *El Congreso*. Il existe plusieurs points en commun avec ces trois mouvements qui sont reflétés par cette tendance, chez chacune, à former un processus collectif afin d'exiger des changements. L'analyse de ce processus entre donc en liens directs avec l'analyse de la *Minga* et de ses impacts, telle que nous souhaitons la faire dans cette thèse.

2.2. Cadre méthodologique : Une démonstration de la sociabilité civile

La réappropriation de la citoyenneté ainsi que la création d'un nouvel espace d'expression démocratique seront démontrés à l'aide d'une illustration des diverses formes de sociabilité civile que pratique la *Minga*, appuyée par les cas du *Congreso de los pueblos*, *Cumbre Agraria : campesina, Etnica y popular* et *La Marcha Patriótica*, *Movimiento político y social*. Le travail de Engin F Isin et Greg M. Nielsen, *Act of Citizenship*, inspirera également notre démonstration de la sociabilité civile bien que leur méthodologie ne soit pas concrètement appliquée dans le cadre de cette thèse. Ces derniers reconnaissent les actes de citoyenneté comme étant :

« acts that transform forms (orientation, strategies, technologies) and modes (citizens, strangers, outsiders, aliens) of being political by bringing into being new actors as activist citizen (claimants of rights and responsibilities) through creating new sites and scales of struggle»¹⁰⁸

Ainsi les actions et les processus participatifs qui engendrent une plus grande marge de manœuvre pour la *Minga el Congreso de los pueblos*, *la Cumbre Agraria* et *la Marcha patriótica* seront au centre de notre analyse. À titre d'exemple, la marche d'octobre 2008 organisée par la *Minga* serait considérée une action de sociabilité civile parce que cet événement a créé un nouvel espace de contestation où les protagonistes ont pu mettre de l'avant leur conception de leur rôle au sein de la société colombienne.

¹⁰⁸ Isin, F.E. (2008) Theorizing Acts of Citizenship. Dans Isin, F.E. & Nielsen, G. M. (Eds.). *Acts of citizenship*. London: Zed Books Limited, p.39

Afin de démontrer concrètement la sociabilité civile, la trajectoire participative de ces quatre mouvements issus de la *Minga* sera observée à partir d'une analyse de leurs mobilisations de leurs déclarations publiques ainsi que d'une brève étude de l'opinion sur la *Minga* retrouvée dans les médias. Nos études de cas seront donc présentées en trois parties et se feront à partir d'une analyse de contenu et de l'analyse de données secondaires. Des productions visuelles telles des affiches, des banderoles de marche, des slogans et des chants de ralliement seront évaluées. Notre démarche comportera également l'analyse des productions langagières de la *Minga* dont le contenu des entrevues convoquées avec des membres des mouvements dans des travaux déjà publiés et des écrits sur celui-ci qui proviendront principalement de sources journalistiques et internet.¹⁰⁹ Il est important de noter que l'analyse de discours ne sera pas employée dans le contexte de cette étude, mais plutôt une analyse de contenu large des écrits et des productions visuelles liés à la *Minga*.

2.2.1. Sources et collectes des données

Le catalogue d'événement sera la méthode employée afin de recenser les déclarations du gouvernement et le traitement des médias sur la *Minga* et de démontrer l'écart entre les conceptions de participation. Ce catalogage s'effectuera à partir de la lecture systématique de 2 journaux nationaux (*el Tiempo* et *El Espectador*) et de sources journalistiques alternatives plus critiques (upsidedownworld.org) publiées en 2008 au moment de l'émergence du mouvement et, en 2013-2014, afin de voir si cette opinion se maintient. Nous expliquerons en détails en quoi cette méthode consiste un peu plus loin.

L'analyse des journaux servira également à recenser du matériel d'analyse sur la *Minga* elle-même, puisque, comme il a été mentionné plus haut, une analyse de contenu large sera la méthode utilisée en se basant à la fois sur des sources premières (contenu site web de la *Minga*, slogan, entrevue) et de sources secondaires (journaux et écrits sur la *Minga*)

¹⁰⁹ Sabourin, P. (2003). L'analyse de contenu. *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, (357-385) Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec, p.418

À cette fin nous nous inspirons des travaux de Suzan Olzak (1989) et de Javier Auyero (2007) afin de nous guider dans l'élaboration de notre collecte de données.

Les sources journalistiques comporteront une composante importante de la cueillette de données. Nous nous servirons de deux journaux nationaux afin de suivre les diverses mobilisations de la *Minga* et aussi de suivre l'opinion du contenu médiatique sur la *Minga*. Comme l'indique Olzak, «newspapers provide the most complete account of events for the widest sample of geographical or temporal units.»¹¹⁰ Des sources journalistiques alternatives seront également étudiées telles qu' *Upsidedown World* afin d'obtenir une information plus diversifiée des activités de la *Minga* et des opinions à son égard. Des sources internet provenant des sites webs des organisations faisant partie de la *Minga* seront évaluées (par exemple, le site de l' *Organización Nacional Indígena de Colombia-ONIC*) afin de retirer le contenu narratif de leurs déclarations ainsi qu'une liste des activités qu'elle a organisée. Certaines entrevues effectuées avec des membres de ces mouvements sociaux seront également analysées. La revue *Multitude*, en regroupe quelques-unes.¹¹¹ De plus, les écrits universitaires, d'ONG et de sources gouvernementales liés aux activités de l'étude de cas seront consultés. L'objectif de cette recension journalistique sera aussi de refléter la divergence d'opinion liée à la participation citoyenne qui se retrouve dans la couverture médiatique en Colombie. Plusieurs des textes médiatiques rapportent la façon dont l'État réagit à l'action collective et donc, aideront à appuyer le chapitre 3, qui porte sur le blocage des conflits sociaux, en offrant une perspective additionnelle sur la façon dont les mouvements sociaux sont perçus comme promoteur de participation illégitime. .

Tel que mentionné, le catalogue d'événements constituera une méthode de traitement des données importante de notre analyse. Il permet d'élaborer une série de descriptions de multiples interactions sociales à partir de la cueillette de données spécifiques.¹¹² C'est une technique qui est souvent employée afin d'analyser des manifestations, des actions collectives ou ce que Tilly nomme des «contentious

¹¹⁰ Olzak, S. (1989). Analysis of events in the study of collective action. *Annual Review of Sociology*, 15:128

¹¹¹ Cano, C. & Calderón, J.A. (2010). La Minga, un mouvement qui marche. *Multitudes*, 1(40): 206

¹¹² Tilly, C. (2002). Event catalogs as theories. *Sociological Theory*, 20(2): 250

episodes». ¹¹³ Dans un autre ouvrage, Tilly suggère que l'analyse des transactions des participants d'une action collective permet de créer un récit interactif de ces épisodes et donc, de mieux en comprendre leurs processus interactifs.¹¹⁴ Nous nous référons également à la démarche de Javier Auyero dans son ouvrage, *Routine Politics and Violence in Argentina : The Gray Zone of State Power*, afin d'élaborer le traitement des mouvements sociaux à l'étude¹¹⁵. Dans sa démarche, Auyero interpose des notes prises sur le terrain, des extraits d'entrevues, des descriptions de processus particulier et la reconstitution d'événements importants ou d'opinions d'acteurs clés.¹¹⁶ Au cours de notre recherche, nous entreprendrons également la description de processus particulier liés aux mobilisations de la *Minga* ainsi que la reconstruction des événements importants organisés par le mouvement. Les opinions au sujet de la *Minga* seront également au cœur de notre analyse. Auyero utilise à la fois une approche narrative en décrivant les actions et les réseaux des agents des partis politiques, et aussi, une approche analytique en analysant les divers types de scènes des actions directes qui ont eu lieu en Argentine. Ces deux approches permettent de donner un compte-rendu des événements,¹¹⁷ tout en expliquant pourquoi ils ont eu lieu révélant ainsi les *gray zone* de la violence étatique. Nous tâcherons d'adopter une démarche similaire afin de décrire les formes de sociabilité civile de la *Minga* et d'en faire un compte-rendu, tout en analysant leurs raisons d'être et leurs objectifs.

2.2.2. Mobilisations

Les types d'actions qui reflètent la volonté de ces mouvements de se situer en dehors des mécanismes de participation proposés par l'État constitueront un élément central de la démarche opérationnelle de cette recherche. La trajectoire participative de la *Minga* sera analysée à partir de la méthode de catalogage d'événement¹¹⁸ permettant de suivre ses mobilisations depuis 2008. Le but est de recenser les diverses mobilisations entreprises par ce mouvement afin de démontrer la pratique de diverses formes de

¹¹³ *Ibid*, p. 250

¹¹⁴ Tilly, C. (2010). Décrire, mesurer et expliquer le conflit. *Revue internationale de politique comparée*, 17(2),:192

¹¹⁵ Auyero, J. (2007). *Routine politics and violence in Argentina: The gray zone of state power*. Cambridge: Cambridge University Press, p.27

¹¹⁶ *Ibid* p. 27

¹¹⁷ Auyero dans son livre étudie le symbolisme derrière les pillages qui ont eu lieu pendant les manifestations en Argentines. Nous analysons les mobilisations citoyennes pacifiques qui ont eu lieu en Colombie dans le cadres des quatre mouvements présentés.

¹¹⁸ Tilly, C. (2002). Event catalogs as theories. *Sociological Theory*, 20(2): 251

sociabilité civile. D'ailleurs, comme l'indique Isin, « If acts produce actors (or actors are produced through acts) then initially we can define acts of citizenship as those acts that produce citizens and their others»¹¹⁹ Cette réflexion que porte Isin est importante à souligner pour notre méthodologie car, justement, c'est à travers de ces actions de mobilisation que les protagonistes de la *Minga* peuvent participer et donc, se réapproprier leur citoyenneté. À l'aide du catalogue d'événement, les actions du mouvement seront décrites, plus précisément, en analysant les différents scénarios de mobilisation à partir de diverses sources primaires et secondaires. Les données recueillies proviendront d'articles (universitaires, journalistiques) et du contenu des sites webs des organisations participant à la *Minga*. Les caractéristiques des lieux, des participants ainsi que du type de mobilisation formeront le catalogue produisant un comptage d'événements par type.¹²⁰

2.2.3. Déclarations

À défaut de pouvoir faire du terrain ethnographique en Colombie, l'analyse descriptive du contenu de l'histoire narrative du mouvement permettra de relever les énonciations publiques et collectives de ses revendications.¹²¹ Ainsi, les déclarations publiques (i.e. les revendications pour la concrétisation des droits, ou encore les objectifs de la *Minga*) du mouvement seront analysées afin de déterminer le sens et la direction qui est donné au mouvement. À cette fin, les propos écrits ou oraux du mouvement pris de sources secondaires et primaires (journaux, sites webs, communiqués de presse) se trouveront au centre de l'analyse et seront envisagés en terme de contenu et non de mécanismes discursifs ou rhétoriques.

Afin de démontrer notre hypothèse et d'évaluer les formes de sociabilité civile mises de l'avant par la *Minga*, il est d'abord essentiel d'aborder le paradoxe colombien plus en détails pour montrer que la participation en Colombie n'est encouragée que sous certaines formes. Malgré l'évolution sois disant démocratique du pays, la portée des institutions colombiennes sur le plan judiciaire et politique demeure limitée, ainsi que la

¹¹⁹ Isin, F.E. (2008) Theorizing Acts of Citizenship. Dans Isin, F.E. & Nielsen, G. M. (Eds.). *Acts of citizenship*. London: Zed Books Ltd. p.37

¹²⁰ Tilly, C. (2010). Décrire, mesurer et expliquer le conflit. *Revue internationale de politique comparée*, 17(2); 187-205; Tilly, C. (2002). Event catalogs as theories. *Sociological Theory*, 20(2): 248-254

¹²¹ Tilly, C. (2010). Décrire, mesurer et expliquer le conflit. *Revue internationale de politique comparée*, 17(2): 205

tolérance pour tous types d'actions collectives qui est fréquemment perçus comme source de conflit et donc, réprimés ou criminalisés. Le chapitre suivant abordera d'abord l'étendue des réformes démocratiques participatives qui ont eu lieu en Colombie au cours des années 90, pour ensuite discuter du contexte institutionnel dans lequel celles-ci se sont déroulées. Finalement, il présentera les changements politiques et sécuritaires entrepris suite aux années 2000 et leur impact sur la participation.

Chapitre 3 : La participation en Colombie: impasse institutionnelle et évitement du conflit

3.1. La participation citoyenne en Colombie : parcours et obstacles

3.1.1. La Colombie avant 1991 : la citoyenneté et le droit au centre des luttes

La fin des années 80 en Colombie a été marquée par une vague d'institutionnalisation de la participation citoyenne comme projet faisant partie des objectifs de décentralisation de l'État.¹²² Cette stratégie a été conceptualisée comme façon de démocratiser les prises de décisions publiques et a été proposée par les secteurs progressistes de la classe politique dirigeante colombienne. L'objectif était d'apaiser le climat de tension sociale et la violence politique qui régnait et aussi, de canaliser l'énergie sociale fébrile très présente au sein de la société à la fin des années 70 qui se manifestait sous forme de mobilisation citoyenne et d'action collective.¹²³ La Colombie connaît une histoire assez sanglante de violence sociopolitique en commençant par les années de la *Violencia* (1948), opposant les partisans conservateurs et libéraux, suivi de la montée de la guérilla jusqu'aux effets de la lutte contre le narcotrafic qui débute au cours des années 80. Les nombreuses violations portées à l'endroit des droits de l'Homme et les massacres fréquents, dont la plupart en connivence avec l'armée colombienne, ont donné lieu à l'émergence de mouvements sociaux et de mobilisations sociales au cours des années 70 en faveur des droits de l'homme et revendiquant une revalorisation des principes démocratiques. Ces mouvements ont stimulé un activisme sans précédent autour des questions des droits de l'homme et des droits civiques jusque-là évincés par la violence endémique, causant une remise en question de la conceptualisation de citoyenneté à l'aube des années 80.¹²⁴ Cependant, comme le remarque Fabio Velasquez, ce type d'actions n'était pas souhaité par l'État, car il ne représentait pas le genre d'action politique reconnu par l'État, mais plutôt, étaient perçus comme forme de désordre et de subversion sociale : « Al promediar la década del

¹²² Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Política & Sociedad*, 10(18): 157

¹²³ *Ibid*, p. 158

¹²⁴ Hershberg E. & Jelin, E. (1996) Introduction: Human Rights and the Construction of Democracy Dans Jelin, E. & Hershberg E. (Eds.) *Constructing Democracy: Human Rights, Citizenship and Society in Latin America*, (1-12). Boulder, Colorado: Westview Press, p.3

ochenta, la movilización ciudadana se fue convirtiendo en factor de desestabilización institucional, como lo reconoció el Gobierno Nacional »¹²⁵ La voie de la réforme institutionnelle et de négociations politiques se veut alors une façon de palier à la crise de légitimité que subit le gouvernement à cette époque, face à la perpétuation des conflits sociaux liés aux manifestations, à la guérilla et au narco-terrorisme. Ce contexte de crise des années 80 combiné au désir de vouloir apaiser l'effervescence sociale a dévoilé une démocratie contradictoire qui n'hésitait pas à violer les droits de l'homme afin de maintenir une stabilité politique. Ce passage du texte de Velasquez indique bien le contexte en question:

« junto al mantenimiento de una serie de instituciones propias de un estado de derecho, y de libertades y derechos civiles, permite [ia] la coexistencia paralela del estado de sitio como normalidad, de formas autoritaria y de represión de la protesta social legitima, de grupos paramilitares y de violencia privada con apoyos en las Fuerzas Armadas, de la impunidad y de la falta de garantías para la vida humana, así como de evidentes expresiones de intolerancia y exclusión anti-izquierdista. »¹²⁶

Suivant cette période, les années 80 en Colombie, tout comme ailleurs en Amérique latine, annoncent aussi l'avènement du néolibéralisme économique et de la consolidation de la démocratie représentative qui sont devenus les deux piliers politiques et économiques dominants.¹²⁷ Ainsi, l'influence du contexte international, au moment où la démocratie de marché devient le modèle de gouvernance prépondérant sur la scène mondiale suite à l'échec du communisme, est un autre facteur qui contribue à l'institutionnalisation de la participation citoyenne sous un modèle libéral. Cette influence, surtout de la part des Institutions financières internationales (IFI) et des États-Unis, a poussé pour une logique de décentralisation de l'État, pour des réformes économiques afin de régler la dette nationale de la Colombie, et pour le renforcement des institutions liées à l'État de droit. L'adoption de la libéralisation économique et politique en Colombie constitue un phénomène structurel important, car ces changements ont grandement influencé et encouragé le type de gouvernance qui s'est instaurée en

¹²⁵ Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Politica & Sociedad*, 10(18):1

¹²⁶ Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Politica & Sociedad*, 10(18): 161

¹²⁷ Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. (1998). Introduction. In Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*. Boulder, Colo.: Westview Press. p.14

14 ; Avilés, W. (2006) *Global Capitalism, Democracy, and Civil-Military Relations in Colombia* University of New-York Pressp. 21

Colombie suite aux pressions pour des changements : un modèle de démocratie qui favorise le maintien du statu quo politique et économique protégeant les intérêts des élites politiques d'abord, et tentant de répondre au conflit social et à la violence en deuxième lieu. D'ailleurs, plus loin dans ce chapitre, il sera démontré que l'élite politique et économique en Colombie a continué à gouverner en priorisant ses intérêts d'abord, plutôt que ceux de la majorité des Colombiens malgré les réformes démocratiques constitutionnelles, laissant place à la privatisation de la répression politique, lui permettant de maintenir les rênes du pouvoir.¹²⁸

3.1.2. Éléments précurseurs de la refonte constitutionnelle colombienne

En réponse à ces pressions internationales et nationales le gouvernement de Virgilio Barco (1986-1990) a mis sur pied un plan pour instaurer des réformes politiques et économiques qui ont finalement pris la forme de la refonte constitutionnelle de 1991, qui sera analysée plus loin. L'élaboration et l'adoption d'une nouvelle constitution étaient perçue comme moyen, non seulement de mettre de l'avant de nouvelles réformes politiques afin de calmer l'opposition politique et sociale mais aussi afin de contenir la résistance des guérilleros et la violence croissante liée au narcoterrorisme. Ainsi, au mois de janvier 1988, le chef de gouvernement, Cesar Gaviria, et le ministre des communications, Fernando Cepeda, ont présenté au Président Barco l'idée d'organiser un référendum sur la question constitutionnelle dans l'espoir de gagner une légitimité, car toutes les tentatives précédentes de réformes constitutionnelles depuis 1886 avaient été invalidées par la cours Suprême qui les avaient déclarées inconstitutionnelles.¹²⁹ Avilés explique qu'un des objectifs principaux de ces réformes était également d'employer les changements institutionnels comme façon d'encourager la démobilisation du mouvement guerrilleros afin de les incorporer aux processus politiques et de mettre fin au conflit armé.¹³⁰ Ce faisant, le gouvernement cherchait également à calmer l'action contestataire des mouvements sociaux qui revendiquaient la résolution du conflit et un

¹²⁸ Avilés, W. (2006) *Global Capitalism, Democracy, and Civil-Military Relations in Colombia*. University of New-York Press: 4

¹²⁹ Posada-Carbo (1998) cité dans Avilés, W. (2006) *Global Capitalism, Democracy, and Civil-Military Relations in Colombia*. University of New-York Press: 155

¹³⁰ Avilés, W. (2006) *Global Capitalism, Democracy, and Civil-Military Relations in Colombia*. University of New-York Press: 47

élargissement de leurs droits citoyens. Cette stratégie du gouvernement cadre bien avec sa volonté de suivre la voie institutionnelle afin de gérer la mouvance sociale et aussi de récupérer une certaine légitimité auprès de la population colombienne et de la communauté internationale. Par contre, ces démarches, à la base bénéfiques pour le processus de consolidation démocratique, ont été teintées par des intérêts politiques sous-jacents comme l'indique Avilés: « The political reform of the state initiated by the Barco administration would be accomplished through the leadership of transnational elites that would consolidate their power in the national state in 1990. »¹³¹ Il sera démontré un peu plus loin que ces réformes politiques ont apporté plusieurs nouveaux espaces de participation citoyenne, mais que la mise en application de ce modèle de participation demeurera limitée en raison, entre autres, de l'influence des élites transnationales, et leur montée au pouvoir.

Avant même l'adoption de la constitution en 1991, on pouvait observer une volonté de la part de l'État d'institutionnaliser les instances et les mécanismes de participation citoyenne. Par conséquent, puisque l'institutionnalisation est perçue comme solution à l'instabilité et aussi comme une façon de canaliser les initiatives citoyennes, les protagonistes des mouvements sociaux se transforment en interlocuteurs de l'État suivant les règles du jeu définies par ce dernier et encadrées par la loi.¹³² Ainsi, l'État préconise une représentation politique plus formelle sous prétexte de donner aux citoyens la chance de contribuer aux décisions politiques. D'ailleurs, cette idée de réforme constitutionnelle a suscité une grande mobilisation auprès de la société civile autour de l'Assemblée constituante et pour l'élargissement des droits.

3.1.3. Reconnaissance formelle des droits : la constitution de 1991 et l'Assemblée constituante

Certaines réformes constitutionnelles avaient déjà été mises en œuvre au cours des années précédant la constitution comme il sera démontré. Les réformes municipales de 1986¹³³ ont été les premiers changements proposés afin d'institutionnaliser la

¹³¹ Avilés, W. (2006) *Global Capitalism, Democracy, and Civil-Military Relations in Colombia*. University of New-York Press : 47

¹³² Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Politica & Sociedad*, 10(18): 161

¹³³ *Ibid.*, p.161

participation constitutionnellement avec des politiques de décentralisation, surtout à l'échelle municipale, permettant aux citoyens d'avoir plus d'influence sur le contenu des politiques publiques. Les réformes constitutionnelles de 1986 avec la création des lois 11 et 12 ont, tout d'abord, permis l'élection au suffrage universel des maires municipaux et des gouverneurs régionaux (Acto legislativo 1), qui étaient préalablement nommés directement par le Président, élargissant ainsi les espaces de participation en les rendant plus accessibles¹³⁴. De plus, elles ont encouragé la participation citoyenne par l'élaboration de certains mécanismes mis en place, notamment les consultations populaires municipales et les *Juntas Administradoras Locales*— des instances de représentation territoriales urbaines et rurales des municipalités élues au suffrage universel.¹³⁵

À la fin des années 80, malgré l'élaboration de ces réformes constitutionnelles sensées ouvrir l'espace participatif et calmer les tensions socio-politiques, l'État colombien n'est pas en mesure de gérer la crise de l'État, confronté à une insurrection des mouvements guérilleros et aussi à la violence des groupes paramilitaires et des narcotrafiquants qui luttent pour accéder à la scène politique. Par conséquent, une Assemblée Constituante (ANC) est organisée suite à un consensus entre l'ensemble de la classe politique et la société civile. Les membres de l'ANC sont choisis par un vote populaire. Cette démarche privilégie une représentativité élargie du corps social et politique de la Colombie. Comme le souligne Françoise Martinat, l'ANC sera perçue comme le mécanisme de changement le plus approprié au contexte de l'époque et elle comportera deux atouts, soit la légitimité nécessaire afin d'exécuter les réformes constitutionnelles, et aussi, l'opportunité d'une meilleure intégration de l'ensemble des forces politiques partageant le but commun de réformer le système démocratique.¹³⁶ D'ailleurs, des secteurs diversifiés de la société composent l'ANC où on trouve des partis politiques traditionnels, des élites économiques, des délégués indigènes, un pasteur évangélique, des ex-guérilleros amnistiés et aussi un membre des autodéfenses (justice

¹³⁴ Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Politica & Sociedad*, 10(18) :167

¹³⁵ Velásquez, F., & González, E. (2003). *¿ Qué ha pasado con la participación ciudadana en Colombia?* . Bogotá: Fundación Corona. Visionné le 20 janvier 2014 http://www.munitel.cl/file_admin/archivos_munitel/social/social36.pdf

¹³⁶ Martinat, F. (2005). *La reconnaissance des peuples indigènes entre droit et politique*. Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion : 28

privée).¹³⁷ L'inclusion des secteurs de la société jusque-là marginalisés est une approche tout à fait nouvelle et donnera une légitimité sans précédent à la refonte constitutionnelle colombienne. Cependant, cette représentativité élargie masque la faible participation électorale à l'ANC puisque l'élection pour sa convocation a atteint un taux d'abstention record¹³⁸. En dépit de cette faiblesse de participation électorale, c'est la première fois que les indigènes se trouvent une place légitime dans le processus constituant et deviennent des acteurs qui aideront à décider du nouveau cadre de la vie politique, économique et social de la Colombie.¹³⁹

L'élaboration de la nouvelle Constitution colombienne se fait dans cet environnement plus inclusif et aussi ouvert aux causes jusque-là ignorées, comme la cause indigène, qui deviendra un symbole de la «conversion idéologique et symbolique de l'État désormais ouvert à une société multiethnique et pluriculturelle»¹⁴⁰, et ce, malgré un certain caractère instrumental que pouvait avoir cette reconnaissance des peuples indigènes par l'État qui y gagne un nouveau crédit politique.¹⁴¹ Bien que les peuples indigènes aient été représentés au sein de l'ANC, d'autres groupes de la société en ont été exclus tels que les femmes et les peuples afro-colombiens, révélant déjà certaines limites à la participation. Malgré tout, en termes de participation au niveau global, cette entrée en politique est très importante, car habituellement les mobilisations indigènes prenaient la forme de mouvements sociaux et se faisaient hors du cadre institutionnel duquel ils étaient exclus. Cette inclusion aux processus de la constituante va encourager la société civile à s'identifier à la cause indigène et aussi, symbolisera «l'exigence d'une véritable justice sociale dans le cadre d'un 'État social de droit' » à partir duquel les indigènes seront les portes paroles d'intérêts exogènes aux leurs.¹⁴² Il faut aussi reconnaître, tout comme Virginie Laurent et Kwame Dixon¹⁴³, que les peuples indigènes ont été particulièrement avantagés par cette constitution et ont acquis plusieurs

¹³⁷ *Ibid*, p, 31

¹³⁸ *Ibid*, p, 32

¹³⁹ *Ibid*, p, 33

¹⁴⁰ *Ibid*, p.31

¹⁴¹ *Ibid*. p.32

¹⁴² *Ibid*. p 34

¹⁴³ Dixon, Kwame. (2008). Transnational Black Social Movements in Latin America: Afro Colombians and the struggle for Human Rights in Power and Social Movements in the Other Occident. In R. Stahler-Sholk, H. E. Vanden, & G. D. Kuecker (Eds.). *Latin American social movements in the twenty-first century: resistance, power, and democracy. (181-195.)* Lanham: Rowman & Littlefield Publishers. ; Laurent, V. (2013). Cultures en conflit(s)? Peuples indigènes et politiques en Colombie, vingt ans de réflexions. *Cahiers des Amériques latines*, 71, 75-94

droits collectifs, et aussi une reconnaissance de leurs droits coutumiers. Ceci illustre très bien la volonté de l'État à vouloir inclure sur la scène politique de nouveaux acteurs. L'institutionnalisation des peuples autochtones en acteurs politiques présents sur l'échiquier électoral souligne clairement cette tendance à l'institutionnalisation de la participation citoyenne sous forme de représentation.

Ainsi, la nouvelle Constitution en Colombie représente un moment décisif de l'histoire colombienne. C'est à partir de celle-ci que de nombreuses réformes légales, égalitaires et démocratiques sont adoptées et que de nombreux changements s'opèrent sur la scène politique et sociale dont la création des *tutelas* et de la cour constitutionnelle.

L'Assemblée constituante a fondé la cour constitutionnelle, qui a comme rôle de réviser la constitutionnalité des législations, et aussi, les *tutelas*, qui agissent comme complément à la cour constitutionnelle en permettant aux individus d'invoquer la protection d'une cour dans le cas où leurs droits seraient menacés ou violés par des agents de l'État ou par un parti privé, selon certaines circonstances.¹⁴⁴ Les gens ont fréquemment recours à la cour et aux *tutelas*, même que la cour a été instrumentale afin d'encourager les citoyens à affirmer leurs droits tout en leur servant de plateforme afin que ceux-ci puissent exprimer leurs griefs, chose qui n'existait pas avant 1991. D'ailleurs, comme l'explique Faundez : [the court] approach to constitutional interpretation is also providing public space to individuals and groups hitherto excluded or marginal to the political system. »¹⁴⁵ Plus de 30% des *tutelas* sont convoquées sur la base de l'incapacité des agences étatiques de répondre de façon efficace aux plaintes et aux pétitions des citoyens.¹⁴⁶ La cour constitutionnelle ainsi que les *tutelas* agissent comme contrepoids au pouvoir politique qui comporte certaines faiblesses en raison de son système de parti et de son style présidentiel de gouvernement.¹⁴⁷ En quelque sorte, la popularité de la constitution ainsi que de la cour constitutionnelle et des *tutelas* indique qu'il avait la présence au sein de la société d'une demande inexploitée pour la

¹⁴⁴ Faundez, J. (2005) Democratization Through Law: Perspective from Latin America, *Democratization*, 12(5): 759

¹⁴⁵ *Ibid*, p. 761

¹⁴⁶ Lemaitre, Julieta, (2007) *Fetichismo legal: derecho, violencia y movimientos sociales en Colombia*, Universidad de los Andes, Bogotá, SELA, p.11

¹⁴⁷ Faundez, J. (2005) Democratization Through Law: Perspective from Latin America, *Democratization*, 12(5):762

justice,¹⁴⁸ à la fin des années 80. Velasquez reconnaît également la popularité des *tutelas* auprès des citoyens :

«La *tutela* en particulier, el mecanismo para exigir la aplicación directa de los derechos constitucionales, ha tenido un éxito tal que aproximadamente uno de cada cuarenta colombianos en algún momento ha acudido ante una corte o un juez a reclamar sus derechos por esta vía.»¹⁴⁹

Selon Lemaitre, une importante partie des citoyens accorde une grande importance aux droits et aux lois même que le droit est perçu comme instrument de transformations sociales.¹⁵⁰ Cette idée est importante à garder en tête, car elle aidera à comprendre par la suite l'utilisation par les mouvements sociaux des droits de la personne afin de remettre en question la citoyenneté telle qu'elle est conçue et présentée par l'État.

Également, le développement législatif de la Constitution de 1991 a influencé l'établissement d'infrastructures de participation citoyenne. Ce nouveau lexique de participation a été le moteur de plusieurs nouvelles lois adoptées en lien à la participation et l'inclusion politique au cours des décennies 90 et 2000. Suite à la constitution de 1991, d'autres réformes ont suivi dont la loi 134, *Ley Estatutaria de mecanismos e instancias de participacion ciudadana*, adoptée en 1994, qui est considéré comme étant un pilier central du mandat constitutionnel associé à la participation citoyenne.¹⁵¹ Cette dernière régleme les mécanismes de participations directes comme les référendums, les consultations populaires, les plébiscites ou encore, une plus grande ouverture des conseils municipaux. Plusieurs espaces publics dans les domaines de la santé, de l'éducation, des services publics des domiciles ou encore du développement rural, ont été établis: *el Comité de desarrollo y control social de los servicios publicos, la Juntas directivas de las Empresas, Asociaciones o Ligas de Usuarios de Salud, Comité de Ética Hospitalaria, Comité de participación comunitaria en salud (Copacos), Juntas Municipales de Educación, Foros Educativos Municipales, Consejo Municipal de*

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 759

¹⁴⁹ Lemaitre, Julieta,(2007) *Fetichismo legal: derecho, violencia y movimientos sociales en Colombia*, Universidad de los Andes, Bogota, SELA, , p.24

¹⁵⁰ *Ibid.* p.17

¹⁵¹ Velásquez, F., & González, E. (2003). *¿ Qué ha pasado con la participación ciudadana en Colombia?* . Bogotá: Fundación Corona. Visionné le 20 janvier 2014 http://www.munitel.cl/file_admin/archivos_munitel/social/social36.pdf ; Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Política & Sociedad*, 10(18): 162

*Desarrollo Rural, Consejo Consultivo de Planificación de Territorios Indígenas, etc.*¹⁵²

En gros, comme l'indique Velásquez:

« Se configuró así una amplia 'infraestructura' institucional para la participación, producto de una generosa voluntad del legislativo de traducir el talante democrático de la Constitución de 1991 en dispositivos muy concretos a través de los cuales se pudiese materializar la incidencia ciudadana en los asuntos públicos. »¹⁵³

De plus, en 1995, le gouvernement colombien a produit un document de politiques nationales sur la participation citoyenne, *Documento CONPES 2775*, qui est sensé donner une légitimité et aussi une assise politique à la participation.¹⁵⁴

Cette nouvelle institutionnalisation a donné suite à une plus grande décentralisation du gouvernement colombien, surtout sous le mandat du Président Pastrana (1998-2002), ce qui a eu pour effet de donner plus d'indépendance aux municipalités avec le développement de formes de gouvernance municipale et régionale (tel qu'énuméré plus haut). En principe, l'objectif de ces initiatives politiques était d'augmenter la participation citoyenne en incluant une plus grande partie de la population (surtout des régions rurales souvent marginalisées) dans le processus de prise de décision et de consultation (pensons à la loi 134 de 1994). Enfin, la constitution, comme l'indique Martinat, gagne une importance symbolique car « plus qu'un instrument de changement, la Constitution s'est voulue un mécanisme de rupture, qui pour la première fois repose sur la société civile.»¹⁵⁵

Cependant, à la suite de l'analyse, nous comprendrons que cette nouvelle relation formelle entre l'État et la société ne sera pas synonyme de plus de participations, mais a plutôt fait surgir de nouvelles formes de dépendances par rapport à l'État, malgré des prérogatives citoyennes élargies. En dépit de la «ratification d'un nouveau type de citoyenneté individuelle et collective, fondée sur le respect de la diversité »,¹⁵⁶ octroyant entre autres une nouvelle autonomie aux groupes indigènes, la constitution de 1991 a

¹⁵² Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Politica & Sociedad*, 10(18):162-163

¹⁵³ *Ibid*, p. 163

¹⁵⁴ *Ibid*, p. 167

¹⁵⁵ Martinat, F. (2005). *La reconnaissance des peuples indigènes entre droit et politique*. Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion, p.29

¹⁵⁶ Laurent, V. (2011) Dans, contre, avec l'État: Mouvement indien et politique(s) en Colombie, vingt ans après, dans Christian Gros & David Dumoulin Kevran (Eds), *Le multiculturalisme: Un modèle latino-américain? 'au concret'*, Paris : Presses Sorbonne nouvelle, p.148

aussi généré de nouvelles relations de pouvoirs entre l'État et les acteurs sociaux. Ainsi, comme le démontre Velasquez, bien que la création de nouveaux espaces a permis l'ascension de nouveaux leaders politiques et aussi une structure d'opportunité politique pour plusieurs secteurs de la société normalement marginalisés des décisions politiques, elle a également incité à la cooptation par l'État de ces nouveaux acteurs les limitant dans leurs actions et leurs possibilités.¹⁵⁷

3.1.4. Les lacunes du modèle participatif colombien

L'institutionnalisation des pratiques entourant la participation citoyenne possède ses avantages, mais engendre également de nouveaux défis, particulièrement pour les populations ethniques qui tentent de trouver une voie au sein de l'arène politique. Elle va légitimer certains types de participation, mais en exclut d'autre, favorisant souvent l'utilisation de la cooptation ou la violence comme modalité dissuasive pour les formes de participation non souhaitées.¹⁵⁸ Les réformes institutionnelles qui ont eu lieu au cours des années 80 et 90 ont engendré l'institutionnalisation des revendications citoyennes, en favorisant les canaux institutionnels tels les élections, des comités municipaux comme mode de participation et d'accès au pouvoir politique. Toutefois, certains auteurs comme Shugart, Moreno et Fajardo reconnaissent les portées limitées des nouvelles réformes constitutionnelles, particulièrement sur le plan électoral. Ils affirment que « While the constitutional reform process was an important step in the maturation of Colombian democracy, a serious shortcoming was that there were few changes affecting electoral incentives, and the most important one was in some respects counterproductive. »¹⁵⁹ À ce titre, Laurent souligne que les réussites électorales dans les zones indigènes ont tendance à être très faibles et les dynamiques électorales sont influencées par des rapports de force qui ne leur sont pas favorables.¹⁶⁰ Toutefois, de nouvelles coalitions se forment entre les associations locales, urbaines, paysannes, afro-colombiennes, syndicales aux côtés des

¹⁵⁷ Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Politica & Sociedad*, 10(18):165

¹⁵⁸ Bacqué, M-H. et al. (2005). Introduction. La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique?, *la Découverte «Recherches»*, p.16 ; Bherer, L. (2006). La démocratie participative et la qualification citoyenne: à la frontière civile et de l'État. *Nouvelles pratiques sociales*, 18(2): 29

¹⁵⁹ Shugart M., Moreno, K. & Luis Fajardo (2007). « Deepening Democracy by Renovating Political Practices: The Struggle for Electoral Reform in Colombia. In Christopher Welna and Gustavo Gallon (Eds) *Peace, Democracy and Human Rights in Colombia* (202-266). Notre-Dame: Notre-Dame University Press. p.224

¹⁶⁰ Laurent, Virginie. (2010). Con batones de mando o en el tarjetón: Movilizaciones políticas indígenas en Colombia. *Colombia International*, 71: 46

organisations indigènes afin de créer un Bloc Social Alternatif (*Bloque Social Alternativo*) pour offrir une alternative aux partis traditionnels.¹⁶¹ Malgré ces coalitions, les pactes préélectoraux et les ruptures postélectorales constituent un phénomène cyclique commun, qui fragilise les alliances entre ces divers secteurs populaires, affaiblissant leur chance de réussite. Ainsi sur le plan électoral, il existe des lacunes importantes du modèle participatif qui démontrent que l'augmentation des instances de participations n'a pas été synonyme de plus de participations.

Ces initiatives politiques ont également apporté avec elles une tendance à la professionnalisation et l'ONGisation des mouvements sociaux ainsi que l'institutionnalisation des demandes sociétales. L'institutionnalisation de nombreux mouvements en ONG ou en associations professionnelles reconnues par l'État est commune à plusieurs pays d'Amérique latine à la suite des années 80. En fait, c'est ce que démontre Veronica Schild avec les mouvements féministes au Chili qui « are being transformed into resources through which the state defines both the appropriate behaviors of citizens and the spaces for the practice of citizenship. »¹⁶² Or, garantissant un plus grand espace institutionnel, l'État peut mieux contrôler et gérer ces mouvements ainsi que leurs initiatives et aussi définir l'espace dans lequel ils évolueront et feront leurs demandes (ex. : *les tutelas*). Winnifred Tate, dans son étude sur l'ONGisation de l'activisme des droits de la personne en Colombie, discute des limites de ce phénomène en affirmant que :

« Colombian state Human Rights agencies have transformed the landscape of Human Rights activism in Colombia over the past decade even while failing to significantly improve the State's record for establishing legal responsibility for abuses and prosecuting the perpetrators. »¹⁶³

Par ailleurs, sa critique ne s'arrête pas à ça puisqu'elle conclue que les pratiques professionnelles ou institutionnelles des droits de la personne découragent la liberté d'expression des membres de ces organisations. Selon elle, «there is no room to argue

¹⁶¹ *Ibid*

¹⁶² Schild, V. (1998). New Subjects of Rights?. In Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. (Eds.). *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*, Westview Press, p.95

¹⁶³ Tate, W. (2007). *Counting the dead: the culture and politics of human rights activism in Colombia* (Vol. 18). Univ of California Press. p.215

for social change and the transformation of the world order, against inequality and the misuse of power, for autonomy and independence. »¹⁶⁴

Il existe une conjoncture entre cette stratégie qui s'est implantée en même temps que les politiques néolibérales en Colombie et en Amérique latine plus largement. Les activistes et les mouvements sociaux subissent une transformation structurelle, institutionnelle et organisationnelle qui permet leur légitimation par l'État et la communauté internationale. Cette transformation structurelle suit la logique néolibérale adoptée par l'État comme l'explique Avilés qui souligne que « Neoliberal reforms required the establishment of political institutions that centralized political control in the hand of Colombian executives and limit social protest.»¹⁶⁵ En fait, l'activisme et la mobilisation sociale sont des modes de participations qui ne sont pas favorisés par le modèle participatif mis en place. Ce dernier encourage plutôt la participation par des canaux institutionnels qui privilégient une stabilité économique et qui aident à restreindre l'opposition des réformes économiques néolibérales (privatisation des entreprises nationales, ouverture des frontières aux investissements étrangers, dérégulation du marché du travail, réduction des tarifs sur les produits importés, etc.) instaurées au cours des années 90 qui ont surtout bénéficié les élites transnationales.¹⁶⁶ Les marges de manœuvre sont limitées et les prises de décisions, en vertu de la constitution de 1991, se prennent souvent sous forme de disputes juridiques entre les groupes marginalisés (ex. autochtones, afro-colombien) et l'État. Cette réalité révèle une application controversée et discriminatoire de la justice (en faveur de l'État).¹⁶⁷ Ainsi, la canalisation de la participation à travers la légitimation et la reconnaissance institutionnelle des dispositifs participatifs acceptables neutralise la capacité contestataire de certains groupes et amenuise leur autonomie menant ainsi à leur marginalisation.¹⁶⁸ L'institutionnalisation de la participation en Colombie apporterait une tendance à l'individuation de la participation, au détriment de l'action collective, ce qui engendrerait «une cooptation

¹⁶⁴ Ibid, p.300

¹⁶⁵ Avilés, W. (2006) *Global Capitalism, Democracy, and Civil-Military Relations in Colombia*. University of New-York Press, p. 22

¹⁶⁶ Ibid

¹⁶⁷ Laurent, Virginie. (2010). Con batones de mando o en el tarjetón: Movilizaciones políticas indígenas en Colombia. *Colombia International*, 71: 50

¹⁶⁸ Bacqué, M-H. et al. (2005). Introduction. La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique?, *la Découverte «Recherches»*,:19 ; Bherer, L. (2006). La démocratie participative et la qualification citoyenne: à la frontière civile et de l'État. *Nouvelles pratiques sociales*, 18(2),:35

des leaders associatifs ou communautaires dans les postes de responsabilité, [d'] une dévitalisation des structures les plus contestataires et [d'] une perte d'autonomie de la société civile par rapport à l'État»¹⁶⁹. En effet, en choisissant ses interlocuteurs, l'État dissimule les voix critiques de la société en encourageant les citoyens organisés et les groupes qui entrent dans le cadre des intérêts spécifiques de l'État. Ainsi, cette pratique en Colombie, entraîne une « hiérarchisation tenace entre les 'bonnes' et les 'mauvaises' formes de citoyenneté»¹⁷⁰ et la façon dont celle-ci est mobilisée et pratiquée.

Le courant dominant de la littérature sur la participation citoyenne en Colombie et en Amérique latine semble encourager la voie institutionnelle comme forme d'action privilégiée afin d'améliorer la gouvernance démocratique malgré les lacunes du système.¹⁷¹ Cette position prône le renforcement des institutions comme moyen d'encourager une meilleure participation, protection des droits, représentativité et équité du système de gouvernance et de l'État de droit. Cette conceptualisation se base sur une conception normative légale et économique de la citoyenneté qui est perçue comme étant universelle¹⁷², et est largement adoptée et véhiculée par le gouvernement colombien. L'institutionnalisation des mouvements ainsi que leur professionnalisation et leur ONGsation sont des processus qui créent un lien de dépendance entre l'État et la société et qui renforcent l'idée que la compétition électorale est la meilleure façon d'imputer une responsabilité et une intégrité à la classe dirigeante. À cet égard, Smith propose que:

« With the impetus from the intrinsic logic of electoral competition, moreover, there is hope that the fluid context of institutional change may progressively compel recalcitrant elites and ossified parties and state bureaucracies to become more accountable, thereby improving the quality of democracy and democratic governance. »¹⁷³

¹⁶⁹ Bherer, L. (2006). La démocratie participative et la qualification citoyenne: à la frontière civile et de l'État.

Nouvelles pratiques sociales, 18(2): 35

¹⁷⁰ *Ibid*, p. 36

¹⁷¹ Faundez, J. (2005) Democratization Through Law: Perspective from Latin America, *Democratization*, 12(5); Foweraker, J. & Landman, T. (1999). Citizenship rights and Social Movements: a Comparative and Statistical Analysis. *British Journal of Political Science*, (29)2, 291-322; Oxhorn, P.(2007). Neopluralism and Citizenship in Latin America. In Ruthenburg, M. & Tulchin, J.S. (Eds.). *Citizenship in Latin America*, 123-141.; London: Lynne Rienner Publishers Inc.; Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Política & Sociedad*, 10(18)

¹⁷² Foweraker, J. & Landman, T. (1999). Citizenship rights and Social Movements: a Comparative and Statistical Analysis. *British Journal of Political Science*, (29)2: 291

¹⁷³ Smith, W. C. (2009). Institutions, Actors and Processes in the Transformation of Latin American Democracy. In William C. Smith, *Latin American Democratic Transformations : Institutions, Actors, Processes*., John Wiley & Sons Ltd. p.8

Pourtant, le cas de la Colombie démontre que les intérêts de l'État peuvent aussi freiner les revendications et les demandes faites au moyen des canaux institutionnels. En Colombie, il y a une reconnaissance (dans la constitution) des droits des divers groupes ethniques (ex. reconnaissance territoriale ou identitaire), mais ces normes législatives sont facilement transgressées par l'État lorsque des intérêts plus importants se présentent¹⁷⁴(ex. L'établissement de corporations étrangères). Par exemple, les gains électoraux des groupes autochtones ont été très limités en raison des relations de pouvoir favorisant d'autres groupes de la société et aussi des projets politiques qui ne leur étaient pas favorables.

De façon formelle, la participation citoyenne et les droits citoyens fondamentaux ont été garantis, au cours des années 90, à l'aide du développement de plusieurs mécanismes législatifs, politiques et judiciaires. Cependant, les réformes institutionnelles en Colombie n'ont pas eu les effets escomptés, puisque les rapports de pouvoir restent inchangés et influencent la mise en pratique des droits citoyens réduisant ainsi leur espace participatif. Il existe une brèche importante entre les droits constitutionnels et législatifs sur papier et leur mise en application.¹⁷⁵ Par conséquent, il est possible de penser que la participation a été une stratégie étatique qui lui a permis d'encadrer le conflit tout en renforçant sa légitimité. Cette affirmation de Gonzalez et Velásquez saisit les implications de cette analyse :

« La participación fue en esencia una oferta estatal presionada en parte por el movimiento social, pero inspirada principalmente en intención de reducir significativamente los niveles de conflicto, recuperar la legitimidad perdida del sistema político y rescatar para los sectores dominantes la riendas del poder y la confianza ciudadana.»¹⁷⁶

Ainsi, au-delà de ça, plusieurs analystes avancent que certaines formes de participation sont non seulement exclues ou discriminées, mais aussi fortement réprimées : c'est ce qu'Aviles désigne comme la thèse du « blocage institutionnel » de toute opposition sociale ou politique aux réformes néolibérales et de « démocratie de basse intensité » en Colombie, comme nous le verrons dans la section qui suit.

3.2. Le paradoxe colombien : Blocage institutionnel des conflits sociaux

¹⁷⁴ Laurent, Virginie. (2010). Con batones de mando o en el tarjetón: Movilizaciones políticas indígenas en Colombia. *Colombia International*, 71: 52

¹⁷⁵ Foweraker, J. & Landman, T. (1999). Citizenship rights and Social Movements: a Comparative and Statistical Analysis. *British Journal of Political Science*, (29)2: 301

¹⁷⁶ Velásquez, F., & González, E. (2003). *¿ Qué ha pasado con la participación ciudadana en Colombia?* Bogotá: Fundación Corona. Récupéré de http://www.munitel.cl/file_admin/archivos_munitel/social/social36.pdf , p.20

L'autre face de la réalité colombienne peint un portrait plutôt sombre des relations État-société qui sont minées par une violence chronique, une faiblesse institutionnelle causée par un système clientéliste bien fondé et une impunité systémique qui appuient l'imposition de politiques néolibérales, ainsi qu'une sécurisation croissante de la démocratie. En effet, la tendance étatique à privilégier la sécurité au dépend des pratiques démocratiques «have reduced political space to the logic of stigmatisation and dispossession in the name of security.»¹⁷⁷ La démocratie se retrouve ainsi sécurisée. Que reste-t-il de la participation citoyenne dans un tel contexte?

3.2.1. Néolibéralisme et ses répercussions sur la citoyenneté

Tel que mentionné dans la première section, la Colombie a souscrit aux principes de démocratie de marché et au néolibéralisme. Par conséquent, cette direction minimalise le rôle de l'État, donnant sa place à la logique de marché qui s'impose sur la sphère sociale et économique du pays. D'ailleurs, l'investissement de l'État dans la sphère sociale a diminué passant de 40% du PIB dans les années 80 à 12% à l'heure actuelle.¹⁷⁸ Cette tendance se maintient sous la gouvernance du Président actuel, Juan Manuel Santos, qui a récemment élaboré un plan de développement économique pour la Colombie dont les buts demeurent controversés, car ce plan avantage les dépenses pour la sécurité. Archila fait la remarque qu' « en matière économique, le plan de développement de Santos approfondit le modèle néolibéral [...] la priorité est davantage accordée aux dépenses militaires (5.6% du PIB en 2010, sans compter les fonds états-uniens pour le Plan Colombie).»¹⁷⁹ Cette position politique induit plusieurs effets directs et indirects sur la participation citoyenne comme il sera discuté au cours de cette section.

Les choix des politiques économiques de l'État colombien favorisent les corporations transnationales ou les élites transnationales comme le remarque Rochlin :

« Transnational corporations, particularly in the extractive sector, are drawn to the country's remarkably low 'government take' and its neoliberal juridical security, which protects private property and the rights and interests of transnational capital.»¹⁸⁰

¹⁷⁷ Rojas, C. (2009). Securing the State and Developing Social Insecurities: The Securitisation of Citizenship in Contemporary Colombia. *Third World Quarterly*, 30(1): 242

¹⁷⁸ Archila, M. (2011). Latin American Social Movements at the Start of the Twenty-first Century: A Colombian Case Study. *Labor: Studies in Working-Class History of the Americas*, 8(1), : 60

¹⁷⁹ *Ibid.* p. 60

¹⁸⁰ Rochlin, J. (2012). New Left and Challenges of Security. *Latin American Perspective*, 182(39): 17

Ces politiques économiques encouragent également la pratique du clientélisme, entre autres par les corporations internationales qui veulent se gagner les faveurs de la classe dirigeante telles que le dénonce encore Rochild en soulignant que « transnational corporations make payoffs to government officials to vote the ‘right way’ on their issues.»¹⁸¹ De plus, l’État cherche à tout prix à préserver son modèle néolibéral qui transcende la démocratie colombienne et la réduit à une logique de marché. Par exemple, des restrictions institutionnelles formelles ont été élaborées afin de mitiger la résistance légale au néolibéralisme dès 1991 avec l’établissement de la constitution :

« Colombias’s neoliberal leadership through presidential decrees and articles in Colombia’s new constitution (1991) have made it easier for governments to ban strikes in specific industries, with government leaders frequently charging labor leaders with terrorist acts when they engage in social protest.»¹⁸²

Le chevauchement entre la démocratie, le droit et le marché, amenuise la force des institutions judiciaires et législatives qui vont souvent être détournées vers le clientélisme pour servir les intérêts de l’élite dirigeante, des corporations transnationales et des investissements étrangers. La pérennité du système néolibéral prévaut comme objectif dominant à tel point que certains analystes avancent que les dirigeants civils des années 90 ont participé à la mise en place d’un régime politique qui travaillait à coopter et réprimer l’opposition politique tout en internationalisant l’économie colombienne.¹⁸³ Ainsi, ces démarches mènent à une polarisation des citoyens colombiens où ceux s’opposant aux politiques néolibérales se voient transformés en «ennemis» ou en «obstacles» aux projets économiques et politiques de l’État, devenant ainsi des victimes collatérales du système néolibéral. Les effets pervers de ce système encouragent une démocratie sans citoyenneté, axée sur la pratique de l’exclusion.¹⁸⁴ Cette analyse est renforcée par les arguments de Canovas qui affirme que «la situation d’exclusion dans laquelle se trouvent ces individus constitue une conséquence commune du déferlement des mesures néolibérales.»¹⁸⁵

¹⁸¹ *Ibid.* p.17

¹⁸² Avilés, W. (2006) *Global Capitalism, Democracy, and Civil-Military Relations in Colombia*. University of New-York Press : 22

¹⁸³ Avilés, W. (2006). Paramilitarism and Colombia's Low-Intensity Democracy, *Journal of Latin American Studies*, 38(2) :384

¹⁸⁴ Pinherio, P.S. *Democracies Without Citizenship: Democratization and Human Rights*. International Conference on Democratic Transitions in Latin America and in Eastern Europe: Rupture and Continuity. 4-6 March 1996, Paris, France. Visionné le 13 février 2014, <http://www.nevusp.org/downloads/seminarios/france96/5-2-Paul.pdf>.

¹⁸⁵ Canovas, J. (2008). *Nouveaux mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine: Des alternatives à un*

L'application du néolibéralisme en Colombie engendre diverses formes d'exclusions, avec pour moteur, une répression systémique de l'opposition au néolibéralisme. D'une part, la mobilisation dénonçant les effets pervers du système subit une répression institutionnalisée menée par l'État qui garde comme fonction le devoir de maintenir le système de domination, soit la pérennité du modèle économique néolibéral.¹⁸⁶ D'autre part, la conceptualisation néolibérale de la citoyenneté encourage l'individuation de la société promulguant, en principe, le respect des droits individuels, très restreint, mais excluant ceux collectifs, et, de facto, rend illégitimes les revendications, faites la plupart du temps sur une base collective, des peuples autochtones par exemple ou encore des afro-colombiens.¹⁸⁷ Au sein de cette dynamique, il est possible de suggérer que le concept de citoyenneté serait réapproprié par le secteur néolibéral qui tente de le redéfinir dans ses propres termes afin de neutraliser le sens qui lui avait été attribué pendant les processus constitutionnels. C'est ce que démontre Dagnino en affirmant que:

«On the one hand, neoliberalism works with a view of citizenship as an alluring individual integration to the market. On the other, it systematically operates for the elimination of consolidated rights, transforming their bearer/citizens into the new villains of the nation; privileged enemies of political reforms intended to shrink state responsibilities.»¹⁸⁸

Cette lutte pour le sens, dominée par le discours néolibéral, écarte la dimension collective et inclusive de la citoyenneté pour renforcer la citoyenneté néolibérale qui est grandement axée sur le principe de privatisation (libérer le marché et couper services sociaux) qui a pour conséquence de transformer les citoyens en clients.¹⁸⁹ Par conséquent, ce système brise les dynamiques de lutte qui s'oppose à cette vision et qui pourraient être perçues comme menace à sa stabilité en ayant recourt soit à la cooptation, au clientélisme ou à la violence.

La tolérance des actions des paramilitaires contre des populations mobilisées pour leurs droits par la classe dirigeante pendant de nombreuses années ainsi que de nouveaux

système globalisé? Paris: L'Harmattan : 78

¹⁸⁶ *Ibid*, p. 67

¹⁸⁷ Dixon, Kwame. (2008). Transnational Black Social Movements in Latin America: Afro Colombians and the struggle for Human Rights in Power and Social Movements in the Other Occident. In R. Stahler-Sholk, H. E. Vanden, & G. D. Kuecker (Eds.). *Latin American social movements in the twenty-first century: resistance, power, and democracy*. Rowman & Littlefield Publishers, p.191

¹⁸⁸ Dagnino, E. (1999) Culture, Citizenship and Democracy: Changing Discourses and Practices of the Latin American Left. Dans *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*. Colorado: Westview Press, p.49

¹⁸⁹ Taylor, L. (2004). Client-ship and Citizenship in Latin America. *Bulletin of Latin American Research*, 23 (2), :223

groupes armés illégaux plus récemment, exemplifie très bien une volonté de coopter l'opposition politique afin de mettre en place des réformes néolibérales. La répression contre les mouvements sociaux par les paramilitaires est devenue un outil de choix. C'est l'argument que soutient Avilés lorsqu'il explique que les élites transnationales, à la tête des réformes démocratiques et économiques, « tolerated and facilitated the paramilitary repression of legal and illegal organisations that opposed reform. »¹⁹⁰ Par conséquent, la répression étatique et para-étatique est appuyée par ces élites qui la perçoivent comme étant une stratégie complémentaire au succès des changements économiques et politiques. Depuis le début des années 2000, le gouvernement colombien s'est activement mobilisé dans cette direction, promulguant une logique sécuritaire dans le but de consolider la «sécurité démocratique» de la Colombie. Cette stratégie a pourtant contribué à la réduction de l'espace démocratique accessible à la société civile, limitant la participation citoyenne et à la criminalisation de l'action collective s'opposant aux projets de l'État. Tel que mentionné dans l'introduction, en 2013, plus de 995 de violations des droits de la personnes ont été recensées dont la plupart perpétré par les forces policières ou les paramilitaires.¹⁹¹

Avant d'entamer une discussion sur les portées et effets des politiques de sécurité démocratique, nous revenons d'abord au sujet de la violence en Colombie et son utilisation afin de mieux comprendre par la suite la logique anti-conflit qui existe en Colombie.

3.2.2. *Violence et cooptation*

Historiquement, la violence occupe une place prépondérante au sein de la société colombienne. L'époque de la guerre civile nommée *Violencia* qui a débuté en 1948 est un événement clé pour comprendre les dynamiques du conflit armé présent, mais aussi les nombreuses formes de violences contemporaines qui ont suivies. Depuis cette époque, la violence s'est instaurée comme moyen d'effectuer des changements et des gains politiques ou comme façon de maintenir le statu quo, donc comme forme de

¹⁹⁰ Avilés, W. (2006). Paramilitarism and Colombia's Low-Intensity Democracy. *Journal of Latin American Studies*, 38(2): 392

¹⁹¹ Centro de Investigacion y Eudcacion Popular. Banque de données des droits de la personne et de violence politique, *Revista Noche y Niebla*, No. 48 - Julio a diciembre de 2013, p.111
http://issuu.com/nocheyniebla/docs/niebla48full_fb87f479be8adb/113?e=3378625/7735066

dissuasion. Tate nous le rappelle en affirmant que « colombien political life was characterized by the use of violence to effect political change and control resources.¹⁹² De plus, comme il a été brièvement mentionné dans l'introduction, la violence en Colombie est en grande partie perpétrée envers la population civile et plus particulièrement les citoyens mobilisés. Son utilisation est courante afin d'empêcher ou de décourager la mobilisation collective, et aussi la consolidation de nouvelles forces politiques. Les acteurs armés illégaux soient la guérilla, les paramilitaires, les narcotrafiquants, etc., se disputent le contrôle territorial (circulation des biens, ressources, personnes et information), celui politique (électoral) et le contrôle de la gestion publique. Ce phénomène était plus considérable au cours des années 90 et au début des années 2000 lorsque le conflit armé était plus intensif. Ces disputes ont eu pour effet de décourager la participation citoyenne. En fait, l'arrivée de ces groupes armés n'a fait que renforcer les structures hiérarchiques d'exercice du pouvoir politique en excluant la population des prises de décisions et en imposant un règne de terreur et de cooptation.¹⁹³ Par conséquent, les espaces de participation citoyenne établis suite aux réformes constitutionnelles deviennent obsolètes, car chacun préfère éviter le conflit plutôt que de dénoncer publiquement quoi que ce soit.

Certainement, l'état de droit en Colombie fait face à de nombreux défis, et les pratiques liées à son application, contribuent à la continuité des actes de violence impunis. L'ouvrage nommé *Derecho y pobreza*, qui porte sur le «legalismo» en Colombie, apporte une conception intéressante sur le rôle du système légal dans ce pays. Dans cet ouvrage, César Rodriguez Garavito soutient que le «legaslismo» ne serait qu'une façade qui occulte la réalité de la violence et des profondes inégalités sociales de la Colombie. Il renchérit en indiquant que

« ... la paradoja se disuelve en un engaño : el de unas élites que, desde venerables cortes y modernas facultades de derecho, recrean la ilusión de un Estado de derecho y unos derechos humanos que no existen. El orden jurídico sería, entonces, un fetiche...»¹⁹⁴

¹⁹² Tate, W. (2007). *Counting the Dead: The Culture and Politics of Human Rights Activism in Colombia*. London : University of California Press, Ltd. p.37

¹⁹³ Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Politica & Sociedad*, 10(18):177

¹⁹⁴ Garavito, C.R. (2009). *Violencia, legalismo, fetichismo: el desciframiento de la paradoja colombiana*. In Lemaître, J. (2009). *El derecho como conjuro. Fetichismo legal, violencia y movimientos sociales*. Bogotá: Siglo del Hombre, Uniandes. p.18

Ainsi, les institutions en place n'arrivent pas à garantir les droits des citoyens colombiens. D'ailleurs, celles-ci fonctionnent souvent de connivence avec un système qui utilise la violence afin de parvenir à des gains politiques et économiques. Cette vision contraste avec la façon dont la violence est normalement perçue en Colombie. On la considère comme facteur de l'affaiblissement des structures étatiques, en particulier l'état de droit :

« the weakening of state structures, coupled with growing and stronger insurgencies and a deepening drug problem, resulted in a severe human rights and humanitarian crisis. [...] Non-state and, to a lesser extent, state actors have been responsible for massive human rights violations, including extrajudicial executions and kidnappings. »¹⁹⁵

Pourtant cette approche ne reconnaît pas comment certaines utilisations du droit sont plus instrumentales et contribuent au maintien de la violence. D'ailleurs, des auteurs comme Julieta Lemaître remettent en question cette divergence en questionnant comment un État faible, comme la Colombie, imprégné de violence et souffrant d'impunité systématique peut aussi être un pays de lois, de sentences et de cours juridiques utilisées par ses citoyens pour faire régner la justice; bref, à la fois un pays de droit et de violence extrême?¹⁹⁶ À notre tour, nous pouvons nous interroger sur les effets de cette réalité sur les dynamiques de participations citoyennes?

Nous verrons plus loin que la compréhension la situation de violence en Colombie a mené à l'élaboration de politiques sécuritaires plus drastiques au cours des années 2000 car celle-ci était attribuée, entre autre, à la faiblesse de l'État.¹⁹⁷

L'impunité est un phénomène très présent en Amérique latine, mais particulièrement en Colombie où elle représente une pratique usuelle et est même protégée par la loi dans certains cas. C'est un élément profondément enraciné au sein des pratiques étatiques depuis l'indépendance de la Colombie. Elle peut s'expliquer par une longue histoire de contrôle par les élites des instances judiciaires, mais aussi par la présence de mécanismes mis en place à cette époque qui donnait l'immunité aux

¹⁹⁵ Jawahar, V. & Shifter, M. (2004). State Building in Colombia : Getting priorities Straight. *Journal of International Affairs*, 58(1):145

¹⁹⁶ Lemaître, Julieta,(2007) *Fetichismo legal: derecho, violencia y movimientos sociales en Colombia*, Universidad de los Andes, Bogota, SELA, p.25

¹⁹⁷ Echevarría, J.A. (2010) *In/security in Colombia: Writing political identities in the Democratic Security Policy*. Manchester : Manchester University Press. p.125

militaires (*fuero militar*). Aujourd'hui, elle se perpétue et constitue une grande inquiétude pour plusieurs organisations défendant les droits de la personne comme le *Center for Justice and Accountability* qui soulève que :

« Impunity has become the norm in Colombia, a result of the subversion of the judicial system, and the collusion of security forces with paramilitaries and drug traffickers. Judges, prosecutors and witnesses are routinely intimidated and assaulted. In April 2010, Colombia's Supreme Judicial Council warned of increasing threats to the country's judiciary, with three judges assassinated in the last two years, and 600 receiving death threats over the last four years. »¹⁹⁸

Un tel contexte apporte une énorme précarité au domaine des droits de la personne qui est particulièrement touché par cette culture d'impunité puisque les cas de violations des droits de la personne sont rarement investigués ou menés en justice comme le soulève Gallón : « Cases are rarely investigated or tried, and most of those that do go to trial are transferred to the military courts, which have been repeatedly criticized as biased in intergovernmental reports from the United Nations and the Inter-American system. »¹⁹⁹

L'arrivée du Président Uribe (2002) au pouvoir a exacerbé ces pratiques puisque plusieurs lois ont été passées à l'assemblée qui protègent les protagonistes de violations des droits de l'homme. À partir de 2002, la militarisation des forces policières, l'augmentation des effectifs pour maintenir l'ordre, les changements législatifs et constitutionnels pour donner plus de latitude aux forces de l'ordre sans qu'elles soient redevables de leurs actes ont été mis en œuvre. Le décret 1837/2002 a été passé en 2002, quatre jours seulement après l'élection d'Alvaro Uribe comme Président. Ce décret déclarait l'État d'exception au nom de la situation d'insécurité en Colombie. L'État d'exception donne tous les pouvoirs à l'État de mener des arrêts, des fouilles et des écoutes téléphoniques sans mandat de perquisition ou de justification.²⁰⁰ Cet état d'exception a duré jusqu'en 2007 lorsque' il a été retiré. Cependant, plus récemment en juin 2013, la Colombie a adopté le *Justice Reform Bill* qui prévoit une réforme constitutionnelle du secteur de la justice. Cette loi considère que les actions perpétrées

¹⁹⁸ Center for Justice and Accountability. (2014) Background on Colombia Longest-Running Civil War in the Americas. Récupéré de <http://www.cja.org/article.php?list=type&type=400>

¹⁹⁹ Gallón, G. (2007) Human Rights: A Path to Democracy and Peace in Colombia. In Gallón, G. & Welna, C. (Eds.) *Peace, Democracy, and Human Rights in Colombia*. Notre Dame : University of Notre Dame Press. p.367

²⁰⁰ Echevarría, J.A. (2010) *Insecurity in Colombia: Writing political identities in the Democratic Security Policy*. Manchester : Manchester University Press. p126

par des militaires envers des civils lorsqu'ils sont de service devraient être jugées par une cour judiciaire militaire et non civile, rapportant sous une forme différente mais similaire l'état d'exception. *Human Rights Watch* explique que :

« The law creates a serious risk that unlawful killings by the military, known as “false positives,” will be transferred from civilian prosecutors to the military justice system. The law also authorizes public security forces to use lethal force against civilians in a dangerously broad range of situations.»²⁰¹

Cette organisation dénonce également que cette nouvelle loi « is filled with loopholes that will help shield military officers responsible for human rights violations from prosecution »²⁰² Ce type de politique est un exemple flagrant de l'importance stratégique qu'occupent l'impunité et la violence au sein de l'état de droit colombien et de l'attitude dérogatoire de la classe dirigeante face aux violations des droits de la personne.

3.2.3. *Sécurisation de la citoyenneté et de la démocratie : le gouvernement d'Alvaro Uribe, un triste bilan*

Au sein de cette dynamique générale, l'élection au pouvoir d'Alvaro Uribe en 2002 a marqué le début d'une recentralisation du pouvoir de l'État et de l'élaboration de réformes politiques de sécurité sensées mettre fin au conflit armé. Cependant, ces changements apportés se sont souvent faits, non seulement aux dépens de la démocratie, mais spécifiquement contre les avancées de la participation citoyenne, comme nous l'expliquerons dans cette section.

Depuis l'élection d'Uribe, la Colombie a été marquée par la volonté de l'élite politique d'établir un projet politique autoritaire. Ainsi, Velasquez explique que :

«Este proyecto ha estado representado en los últimos ochos años por la figura del Presidente Alvaro Uribe, quien desde su llegada al gobierno arremetió contra las instituciones contempladas en la Constitución de 1991 y emprendió una serie de reformas que van en sentido contrario de los principios democráticos de la Carta Política.»²⁰³

Ainsi, ces réformes politiques ont entre autres favorisé la centralisation des compétences et des ressources entre les mains du gouvernement, qui a eu un énorme

²⁰¹ Human Rights Watch. (2013, June 18). Colombia : Military Justice Law a Bow to Human Rights. Récupéré de <http://www.hrw.org/news/2013/06/18/colombia-military-justice-law-blow-human-rights>

²⁰² *Ibid*

²⁰³ Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Politica & Sociedad*, 10(18);:173

impact sur la participation citoyenne formelle, car plusieurs instances de participations régionales et municipales ont été démantelées.

La décennie 2000 marque une désinstitutionnalisation de la participation citoyenne remplacée par le financement de l'appareil sécuritaire de l'État. Ainsi, la Colombie a subi une sécurisation importante de sa sphère publique au cours du mandat d'Alvaro Uribe qui a mis sur pied le *Plan National de Développement 2002-2006 : Vers un État communautaire* et aussi, la *Politique de défense et de sécurité démocratique (Plan Nacional de Desarrollo 2002-2006 : Hacia un Estado comunitario* et aussi la *Politica de Defensa y Seguridad Democratica*). La loi de sécurité démocratique, emblème du mandat d'Uribe, était de rétablir la sécurité en Colombie face aux menaces terroristes ou comme Echeverria l'indique, « [it] work[ed] to constitute a State that grounds freedom in in/security.»²⁰⁴. En fait, la liberté peut être sacrifiée au nom de cette sécurité et pour se protéger du terrorisme qui es devenue au cours de ce mandat le terme de préférence afin de définir la situation colombienne et de décrire la violence non-étatique.²⁰⁵ Les nombreuses initiatives et pratiques qui ont découlé de cette logique dont l'instauration de l'État d'exception ont contribué à intégrer à la politique des mesures de guerres habituellement considérées comme étant exceptionnelles. De plus, la loi de sécurité démocratique a réussi à élargir la perception du terrorisme à toutes activités qui conteste les institutions démocratiques colombiennes.²⁰⁶

Les événements du 9 septembre 2001, ainsi que la mise en œuvre du plan Colombie des États-Unis n'ont fait que renforcer la logique sécuritaire (diplomatiquement et financièrement) appuyant, et même conseillant l'investissement dans l'appareil sécuritaire colombien. Les répercussions sont nombreuses, particulièrement sur la façon dont la citoyenneté est vécue et définie, car elle est souvent sacrifiée au nom du maintien de la « sécurité démocratique » de la Colombie ou cooptée afin d'aider l'État dans son projet de sécurisation. En fait, selon cette conception, la sécurité, comme l'indique Echavarria, est une obligation que doit entreprendre toute la

²⁰⁴ Echevarría, J.A. (2010) *In/security in Colombia: Writing political identities in the Democratic Security Policy*. Manchester : Manchester University Press. p.130

²⁰⁵ *Ibid* p., p.111

²⁰⁶ *Ibid* p.112

société, donc chacun doit y contribuer en collaborant avec l'État et ses démarches sécuritaires. Or, cette doctrine de sécurité démocratique étend sa logique à l'ensemble de la société, même qu'Uribe, dans son manifeste décrit que la sécurité « is the 'democratic principle which has been lost and has to be recovered in order for the citizenry to exercise their freedoms' ».²⁰⁷ Ce discours associe la sécurité à plus de libertés pour les citoyens. Par contre, il s'agit d'une conception particulière, comme l'explique Ramirez:

« The Democratic Security paradigm in contested areas and areas controlled by nonstate actors involves popular participation as intelligence auxiliaries of the security forces in lieu of integral social or political participation. Those civilians in conflicted areas who do not participate in this fashion run the risk of being singled out as collaborators of nonstate armed groups and considered 'military targets'. »²⁰⁸

Ainsi, la catégorisation des citoyens est pratique courante à partir de laquelle ceux-ci sont exposés aux violences d'acteurs étatiques, para-étatiques et non-étatique devenant ainsi des non-citoyens et des ennemis.²⁰⁹ Ainsi, quiconque conteste les institutions démocratiques de la Colombie se retrouve dans le camp des 'mauvais citoyens', des 'collaborateurs' ou des 'terroristes'²¹⁰ Par conséquent, la société est divisée entre citoyens «mauvais» ou «violents» et «bons» (par exemple, ceux qui informent les militaires des personnes ou activités suspectes) réduisant l'espace de participation citoyenne.

Plus encore, les prérogatives de la constitution de 1991 ont été gravement amenuisées au cours de mandat de Uribe surtout en ce qui a trait aux relations militaro-civiles et des restrictions imposées à l'endroit de l'exercice du pouvoir judiciaire des militaires sur les civils :

« On December 10, 2003, the government obtained congressional approval of a constitutional reform that allowed members of the armed forces to act as judicial police officers, authorized to arrest civilians, interrogate them, collect evidence, and carry out other judicial functions that could decisively influence the direction of trials and the rulings of judges.»²¹¹

²⁰⁷ Ibid, p.113

²⁰⁸ Ramirez, M.C. (2010). Maintaining Democracy in Colombia through Political Exclusion, States of Exception, Counterinsurgency, and Dirty War in E. D. Arias & D.G. Goldstein, (Eds), *Violent Democracies in Latin America*. Durham : Duke University Press, p.104

²⁰⁹ Pearce, J. (2010). Perverse state formation and securitized democracy in Latin America. *Democratization*, 17(2) : 286

²¹⁰ Echevarría, J.A. (2010) *In/security in Colombia: Writing political identities in the Democratic Security Policy*. Manchester : Manchester University Press, p112

²¹¹ Gallón, G. (2007) Human Rights: A Path to Democracy and Peace in Colombia. In Gallón, G. & Welna, C. (Eds.) *Peace, Democracy, and Human Rights in Colombia* (353-411). Notre Dame: University of Notre Dame Press, p.387

Ces nouvelles politiques démontrent l'intention très marquée du gouvernement de vouloir restreindre et centraliser l'exercice du pouvoir et aussi de contrôler le fonctionnement du système judiciaire en limitant les modes d'action viables pour la société et en fermant les espaces (minimaux) de participation décentralisée, établis au cours des années 90. Pour ajouter à cela, il faut noter qu'Uribe percevait la constitution de 1991 comme un mécanisme causant un excès de démocratie nuisible à l'État car, selon lui « more spaces for democracy increase the lack of authority of the state.»²¹²

En plus de ces nouvelles politiques sécuritaires, l'État d'exception, se maintient en Colombie comme il a été mentionné plus haut. Il est institutionnellement ancré dans la gouvernance démocratique colombienne et a permis, pendant plusieurs décennies, de réprimer les mouvements sociaux et toutes forces sociales ou politiques s'opposant aux régimes en place. Ces tendances politiques démontrent la facette autoritaire cachée de l'État colombien comme l'indique Ramirez:

« The effort to maintain Colombia's particular form of civilian democracy has thus gone hand in hand with forms of militarism as state policy, as evidenced by the tendency to declare frequent and longlasting states of siege and states of exception, and above all by the promotion and/or tolerance of dirty-war practices in lieu of open military dictatorship. »²¹³

Or, ceci reprend la thèse centrale d'Avilés qui argumente que la Colombie ne serait qu'une démocratie de façade ou de «basse intensité» masquant le visage très autoritaire et militaire de l'État qui tolère, et même facilite la répression par les paramilitaires afin de déguiser sa participation directe. D'ailleurs, Avilés affirme que cette 'Low-Intensity Democracy' a permis la mise en place de réformes politiques «that allowed or promoted state and para-state repression as a necessary complement to economic and political change.»²¹⁴ Ainsi, l'État joue sur les sentiments d'insécurité des citoyens en légitimant son autorité à partir de sa lutte face aux acteurs violents au nom du maintien de la sécurité démocratique plutôt qu'à partir de la protection des droits de ses citoyens.²¹⁵

²¹² Echevarría, J.A. (2010) *In/security in Colombia: Writing political identities in the Democratic Security Policy*. Manchester : Manchester University Press, p.113

²¹³ Ramirez, M.C. (2010). Maintaining Democracy in Colombia through Political Exclusion, States of Exception, Counterinsurgency, and Dirty War in E. D. Arias & D.G. Goldstein, (Eds), *Violent Democracies in Latin America*. Durham : Duke University Press, p.104

²¹⁴ Avilés, W. (2006). Paramilitarism and Colombia's Low-Intensity Democracy. *Journal of Latin American Studies*, 38(2),:392

²¹⁵ Pearce, J. (2010). Perverse state formation and securitized democracy in Latin America. *Democratization*, 17(2): 286

En plus de se positionner comme défenseur de la sécurité démocratique du pays, les gouvernements colombiens ont, historiquement, eu tendance à se positionner en tant que « victime » au sein des nombreux conflits. Ainsi, par ce mécanisme que Gallón nomme « State-as-Victim Theory », l'État ne reconnaît pas sa part de responsabilité au sein des nombreux conflits ou comme auteur de violations des droits de la personne.²¹⁶ En tant que « victime » du conflit (ex. l'État victime de la faiblesse institutionnelle), l'État peut justifier son inefficacité à résoudre les conflits ou les crises.²¹⁷ De plus, ce positionnement va permettre à l'État de garder une légitimité tout en poursuivant ces actions contradictoires face aux droits de la personne et en créant un clivage « ami »-« ennemi » entre les divers acteurs participants ou non aux conflits.

Ces diverses initiatives ont eu comme effet de « Individualiza[ción] la relación del ciudadano con el gobernante, eliminando cualquier forma de acción colectiva. »²¹⁸ Ainsi, les citoyens sont considérés comme étant soit « avec » ou « contre » l'État en plus d'être étiquetés dans diverses catégories comme « terroristes », « gauchistes ». Cette approche au conflit, encourageant la qualification de « l'autre » en tant qu'ennemi, délégitime ceux s'opposant aux projets étatiques (activistes, défenseurs des droits de la personne, syndicalistes.) et a pour but de restreindre la participation citoyenne en bloquant l'accès à la sphère politique et aux droits citoyens. Les principes de droits de la personne sont vus comme inapplicables à l'ensemble des citoyens et, conséquemment, l'utilisation de violence à l'égard des « dissidents » est légitimée. Rojas démontre bien l'ampleur de la répression qui sévit en Colombie qui accompagne l'État dans sa lutte contre le terrorisme et pour la stabilité démocratique. Elle explique que les activistes sociaux, souvent ciblés, ainsi que le respect des droits de l'homme deviennent considérés comme superflus :

« During the first two years of Uribe's administration, more than 6300 Colombians were arbitrarily arrested compared with a total of 2869 arbitrary arrests during the six previous years. The president has referred to activist as 'traffickers in human rights', 'politickers in the service of terrorism', and 'spokespersones of terrorism', which in Colombia is equivalent to pronouncing a death sentence. »²¹⁹

²¹⁶ Gallón, G. (2007) Human Rights: A Path to Democracy and Peace in Colombia. In Gallón, G. & Welna, C. (Eds.) *Peace, Democracy, and Human Rights in Colombia* (353-411). Notre Dame: University of Notre Dame Press, 369

²¹⁷ Ibid, p.369

²¹⁸ Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Politica & Sociedad*, 10(18): 175

²¹⁹ Rojas, C. (2009). Securing the State and Developing Social Insecurities: The Securitisation of Citizenship in Contemporary Colombia. *Third World Quarterly*, 30(1):.235

Cet exemple démontre comment le discours des droits de l'homme pour une Colombie plus démocratique est instrumentalisé afin de répondre aux intérêts de la classe politique dominante.

Par conséquent, l'État de droit et les avancées et les gains institutionnels acquis au cours des années 90 perdent de leur importance, car ceux-ci forment ne réellement qu'une illusion de démocratie, qui est en fait bien peu présente ou de «basse-intensité».²²⁰ Ainsi, la participation citoyenne n'est acceptable que dans un cadre très spécifique déterminé par l'État et toute participation divergente de ce cadre, particulièrement l'action collective, cours le risque d'être étiquetée comme «antidémocratique», «terroriste», «criminelle». Cette stratégie met en opposition le terrorisme et la démocratie afin de légitimer une logique sécuritaire qui exclut volontairement de la sphère politique les opposants au statu quo par un processus de criminalisation et de stigmatisation. Or, ce mécanisme mène à une éventuelle «sécurisation de la citoyenneté» en Colombie qui influence profondément les relations État-citoyens.²²¹ La citoyenneté est essentiellement réduite à l'aspect sécuritaire se retrouvant à la croisée entre la sécurité et la démocratie puisque comme l'indique Rojas «War is waged in the name of the protection of citizens».²²² Cependant, ceux-ci peuvent tout autant devenir des victimes de la stratégie sécuritaire de l'État s'ils ne cadrent pas dans la catégorie de «bon» citoyen.

Dans une moindre mesure, la domination de la logique de l'ordre et de la sécurité continue sous le mandat du Président Santos malgré ses efforts de vouloir apporter des réformes politiques pour établir une distribution de terres plus équitable et pour lutter face à la corruption. La citoyenneté demeure sécurisée dévoilant le paradoxe du système démocratique colombien.

Mary Roldan résume bien la situation colombienne et nous pousse à demander ce qu'il reste du rôle mobilisateur de la société civile dans un tel contexte :

²²⁰ Aviles, W. (2006). Paramilitarism and Colombia's Low-Intensity Democracy. *Journal of Latin American Studies*, 38(2), 379-408

²²¹ Rojas, C. (2009). Securing the State and Developing Social Insecurities: The Securitisation of Citizenship in Contemporary Colombia. *Third World Quarterly*, 30(1): 227

²²² *Ibid.*, p. 230

«...the existence or threat of violence can very effectively be used to justify the expansion of executive powers, the restriction of civil rights, and the suppression or demonization of dissent, while appearing to do so in defense of democracy and political stability. Indeed, in cases (e.g. the demobilization of paramilitary groups) where nonstate actors perpetrate violence that benefit the state by targeting a common enemy (such as leftist guerrillas or sectors of civil society who may oppose the unconditional implementation of state-endorsed neoliberal policies) while institutional actors erase any official ‘footprint’ of such activities [...], violence may serve to shore up the power of the state even as it undermines the possibility of constructing a truly participatory or pluralistic democratic polity. »²²³

Nous pouvons ainsi nous demander comment la citoyenneté est vécue et pratiquée dans un contexte de blocage institutionnel ? Nous avons brièvement soulevé que la criminalisation et la stigmatisation sont des conséquences directes de la conception de « sécurisation démocratique » et c’est sur ce constat que nous nous pencherons afin de démontrer la façon dont certaines formes d’interactions sociales, qui n’entrent pas dans le cadre formel de la citoyenneté, sont réprimées.

3.2.4. *Fermeture des espaces démocratiques*

La conception de la démocratie et de la citoyenneté qui domine en Colombie favorise une vision institutionnelle formelle et est maintenue par un système d’exclusion qui réprime les conceptions qui n’entrent pas dans ce cadre normatif de participation démocratique. Ainsi, le « progrès » en Colombie passe par l’exclusion du conflit, par l’oppression politique et militaire des formes de participations qui ne sont pas acceptées contribuant à maintenir un système de violence où la population civile en est la première victime. D’ailleurs, plusieurs des cas de violation des droits de la personne peuvent être attribués à des agents étatiques ou para-étatiques comme le démontre le rapport 2013 de Human Rights Watch:

«As of August 2012, the Human Rights Unit of the attorney general’s office was investigating 1,727 cases of alleged extrajudicial executions committed by state agents throughout the country involving nearly 3,000 victims. Most cases are attributed to the army and occurred between 2004 and 2008.»²²⁴

Ceux qui tentent de s’opposer à la violence et aux violations des droits finissent la plupart du temps par être tués, menacés ou séquestrés comme ce cas le démontre:

« On 28 June, two members of the Peace Community were followed by 50 armed paramilitaries of the “Gaitanista Forces of Colombia” who threatened to kill peasant farmer Fabio Graciano. On

²²³ Roldan, M. (2010) End of Discussion: Violence, Participatory Democracy and the Limit of dissent. In Colombia in E. D. Arias & D.G. Goldstein, (Eds), *Violent Democracies in Latin America*. Durham: Duke University Press, p.80

²²⁴ Human Rights Watch. World Report 2013. Colombia. Récupéré de <http://www.hrw.org/world-report/2013/country-chapters/colombia?page=3>

4 February, two paramilitaries on a motorbike shot at Jesús Emilio Tuberquia, the legal representative of the Peace Community. The attack, in the town of Apartadó, took place only about 100m from a police control post. »²²⁵

Les rapports de HRW et d'Amnesty nous présentent une partie de la réalité colombienne où la violence et l'impunité demeurent très ancrées dans la vie quotidienne de plusieurs citoyens.

À ce titre, Mary Roldan propose une explication alternative à la thèse de Pécaut, ce dernier argumentant que la terreur en Colombie immobilise la société civile.²²⁶ Selon Roldan, la persistance de la violence au sein de la société colombienne ne sont pas des symboles de l'échec de la démocratie dans ce pays, mais plutôt « ... the simultaneous presence of several incommensurate visions or understanding of democracy and democratic practices.»²²⁷ Or, l'incommensurabilité entre diverses conceptions de la démocratie et de la participation encourage l'exclusion et la non-reconnaissance de certaines formes d'interactions sociales contribuant à la prolifération de la violence, car, d'un côté, on tente de réprimer ces pratiques et de l'autre, on conteste la répression. James Holston propose le concept de démocratie disjonctive en analysant ses causes en Amérique latine. Son analyse peut servir de piste de réflexion afin de concevoir la façon dont la participation citoyenne, telle qu'imposée par l'État, est futile en Colombie malgré les nombreuses institutions et instances qui l'encourage. En prenant l'exemple du Brésil, il résume les caractéristiques importantes des démocraties disjonctives et, ce faisant, peint un portrait très fidèle du fonctionnement de la société colombienne aujourd'hui :

« In sum, civilly disjunctive electoral democracies share a number of significant features of citizenship: they undergo delegitimation of many institutions of law and justice, escalation of both violent crime and police abuse, criminalization of the poor and the ethnically 'other', decline in civility and security in public space along with its privatization and abandonment, privatization of justice and security, popular support for illegal measures of control, pervasive obstruction of the principle of legality, and unequal and uneven distribution of citizen rights. »²²⁸

Par conséquent, les démocraties disjonctives ne sont pas en mesure de réconcilier les multiples projets politiques démocratiques présents dans leur société; mêmes qu'elles

²²⁵ Amnesty International Annual Report 2013. Colombia. Récupéré de <http://www.amnesty.org/en/region/colombia/report-2013#section-30-3>

²²⁶ Pécaut, D. (1997). De la banalité de la violence à la terreur : Le cas colombien, *Cultures & Conflits*, 1-2(24-25): 150-193

²²⁷ Roldan, M. (2010) End of Discussion: Violence, Participatory Democracy and the Limit of dissent. In Colombia in E. D. Arias & D.G. Goldstein, (Eds), *Violent Democracies in Latin America*. Durham: Duke University Press, p.66

²²⁸ Holston, J. (2007). Citizenship in disjunctive democracies. Dans Ruthenburg, M. & Tulchin, J.S. (Eds.). *Citizenship in Latin America*. Boulder Colorado: Lynne Rienner, p.81

fonctionnent sur le principe de l'exclusion des projets politiques qui ne concordent pas avec le statu quo du projet dominant. La Colombie est une démocratie caractérisée par des projets politiques en conflit qui reflètent les dynamiques de relations de pouvoir présentes au sein de cette société. Le mandat d'Alvaro Uribe reflète cette divergence de vision de la démocratie en Colombie. Comme l'indique Echeverria, Uribe a toujours méprisé les régimes politiques démocratiques car selon lui «democratic spaces have been black holes through which terrorists have infiltrated and corrupted the good society.»²²⁹ Ainsi, afin de mettre fin à ces trous noirs, les espaces démocratiques ont été restreints, tout particulièrement ceux comportant les initiatives de la société civile et défendant les droits de la personne. Par exemple, comme l'indique Echeverria «part of this representation of democracy and democratic expressions as dangers has led the executive to engage in a persecution of NGOs which defend human rights.»²³⁰

Ceci dit, en dépit de la sécurisation de la citoyenneté, c'est-à-dire la subordination de la citoyenneté à la stratégie sécuritaire de l'État (Pearce, 2010 ; Rojas, 2009), et de la violence en Colombie, l'action collective en est en pleine croissance depuis quelques années. Ainsi, malgré le système répressif actuel, les citoyens trouvent d'autres moyens de se faire entendre comme il sera démontré. Ainsi, en Colombie, les protestations sociales sont à la hausse depuis 2005 comme l'explique Archila :

« Social actors in Colombia are not resigned. On the contrary, they are struggling to broaden their citizenship, which is precarious. [...] The violation of basic human rights and the lack of respect for agreements and laws have constituted the causes for 56.8 per cent of all the social struggle.»²³¹

D'ailleurs, cet auteur continue en expliquant que, depuis quelques années, la revendication de citoyenneté constitue un élément central des luttes. De plus, comme le propose Gary Prevost, l'Amérique latine connaît, depuis les vingt dernières années, une montée des mouvements sociaux luttant pour des transformations sociales fondamentales au sein de ces sociétés cherchant une autonomie des partis politiques traditionnels. Ces acteurs cherchent à pratiquer de façon participative et horizontalement aux processus de

²²⁹ Echevarría, J.A. (2010) *In/security in Colombia: Writing political identities in the Democratic Security Policy*. Manchester : Manchester University Press, p.163

²³⁰ Echevarría, J.A. (2010) *In/security in Colombia: Writing political identities in the Democratic Security Policy*. Manchester : Manchester University Press, p.163

²³¹ Archila, M. (2007) Democratizing «democracy» in Colombia. In François Polet (Ed.), *The State of Resistance: Popular Struggle in the Global South*. New-York : Zed Books Ltd., p.62

prise de décision en sollicitant une justice sociale à partir de revendications.²³² D'autres auteurs tel que Velasquez montrent que le cas de la Colombie présente la formation de nouveaux leaders, alternatifs aux leaders bureaucratiques, des nouvelles logiques d'action collective et une nouvelle énergie « que los propios ciudadanos se encargan de canalizar a través de dispositivos propios y no de los que constituyen la oferta estatal de participación.»²³³ Cependant, les études portant sur la participation en Colombie n'explique pas l'importance de la montée de ces mouvements sociaux dans l'étude des dynamiques démocratiques et de la citoyenneté en Colombie.

En analysant les diverses formes de sociabilité civile entreprises par la *Minga*, *el Congreso de los Pueblos* et la *Marcha patriótica*, nous chercherons à démontrer qu'en se détachant des modes de participation institutionnalisées, ces mouvements sont en mesure de créer de nouveaux espaces d'expression démocratique. Ainsi, à travers de leurs actions de contestations, de leurs revendications, de leur opposition acharnée au statu quo économique et politique et de leurs mobilisations; bref, de leur participation, ces mouvements sont capables de se réapproprier leur citoyenneté malgré leur position d'exclusion au sein d'un système qui cherche à les maintenir marginaux. Également, nous espérons pouvoir démontrer que les divergences entre divers projets politiques peuvent contribuer à l'évolution démocratique de la Colombie en soulignant qu'il existe diverses façons de comprendre, de vivre et de mettre en œuvre sa participation citoyenne que l'approche institutionnalisée néglige souvent de reconnaître ou même d'accepter. La *Minga* pourrait servir de cas emblématique afin d'illustrer comment les processus de participation citoyenne qui se situent hors des mécanismes proposés par l'État peuvent s'offrir comme des alternatives de participation face à un blocage institutionnel du conflit.

Ainsi, au prochain chapitre, les formes d'action en rupture avec le modèle institutionnalisé de participation citoyenne, composant la sociabilité civile, serviront à

²³² Prevost, G., Vanden, H. E., & Oliva Campos, C. (2012). Introduction. Dans Prevost, G., Vanden, H. E., & Oliva Campos, C. (Eds.) *Social Movements and Leftist Governments in Latin America: Confrontation Or Co-option?* (1-21). London : Zed Books Ltd. p. 5

²³³ Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Politica & Sociedad*, 10(18), p.180

démontrer une réappropriation de la citoyenneté et la création d'un nouvel espace d'expression.

Chapitre 4 : La sociabilité civile en action

4.1 Retour sur la sociabilité civile

En Colombie, comme il a été discuté au dernier chapitre, les mobilisations sociales citoyennes sont peu souvent reconnues comme étant porteuses de citoyenneté ou de démocratie. Pourtant, nous tenterons de démontrer dans cette thèse que ces luttes peuvent être une façon de redéfinir le système politique, mais aussi, les pratiques économiques, sociales et culturelles formant la société. Ainsi, la *Minga* et plusieurs autres nouveaux mouvements sociaux en Colombie ont réussi, depuis les dernières années à mettre de l'avant une conception plus élargie de la démocratie en portant des revendications à l'État en dehors du cadre institutionnel. Leurs actions constituent des formes de participation citoyenne au-delà de l'État et permettent de conceptualiser la citoyenneté autrement et dans un cadre qui dépasse les limites institutionnelles. Il s'agit de repenser la citoyenneté au-delà d'une simple relation avec l'État la concevant ainsi comme une liberté de marge de manœuvre où il devient possible de créer une société civile dépassant la sphère politique étatique.²³⁴ Cette approche à la citoyenneté, que nous nommons sociabilité civile, entrevoit l'action politique qui ne relève pas de l'État comme un processus important dans l'exercice de la citoyenneté. Ainsi, nous rappelons que les processus de contestation, de remise en question ou encore de revendication sont tous des moyens de mettre de l'avant un mouvement collectif, tel qu'une manifestation, qui génère une sociabilité civile à partir de laquelle une nouvelle forme de citoyenneté peut être manifestée. Aussi, il faut réitérer que l'action de donner un nouveau rôle politique aux activités considérées comme étant non politiques (redéfinir et réapproprier) est un élément central de la sociabilité civile. En effet, les acteurs impliqués s'octroient le droit de participer à la construction même de la société dans laquelle ils vivent et de son système politique afin de définir la société et le système auxquels ils veulent appartenir même si ces droits leur sont niés ou sont violés.

²³⁴ Gordon, A., & Stack, T. (2007). Citizenship beyond the state: thinking with early modern citizenship in the contemporary world. *Citizenship studies*, 11(2), p.121

Au cours de ce chapitre, les diverses actions entreprises par la *Minga*, ainsi que la *Marcha Patriótica*, *El Congreso de los Pueblos* et la *Cumbre Agraria, Campesina, Etnica y Popula* seront étudiées à partir du concept de sociabilité civile. Ainsi, les luttes dénonçant l'exclusion économique et sociale, les inégalités, mais aussi, permettant l'élargissement des conceptions politiques dominantes constituent une forme de participation citoyenne²³⁵ et aussi permettent l'expression d'une sociabilité civile. Les luttes sont ainsi perçues comme instruments de changement et donc, essentielles à toutes formes de réappropriation et de redéfinition permettant l'affirmation de sa citoyenneté et de ses droits. Comme nous l'avons expliqué au chapitre 1, à partir des recherches d'Evelina Dagnino, les luttes des mouvements sociaux constituent des espaces où se joue la redéfinition de la citoyenneté et où peut émerger une nouvelle sociabilité. En effet, tout comme Trevor Stack, Dagnino reconnaît qu'un citoyen n'est pas limité à sa relation avec l'État afin de pouvoir se considérer citoyen. Cette réappropriation permet la sortie de l'exclusion par la participation à la construction d'une «citoyenneté par le bas».²³⁶ D'ailleurs, comme nous l'avons présenté au premier chapitre, l'émancipation plébéienne appuiera conceptuellement les notions de sociabilités mis de l'avant par Stacks et Dagnino afin de démontrer que les protagonistes des mouvements sociaux à l'étude cherchent à mettre en évidence une situation d'exclusion par la remise en question du statut quo économique, politique, culturelle et social colombien. En effet, ce questionnement et cette remise en question sont centraux dans notre cadre théorique car ces processus sont essentiels à l'action directe spontanée permettant à ces acteurs d'occuper un espace qui leur est habituellement nié.

Nous rappelons que la littérature sur l'interpellation plébéienne interprète les actions collectives protestataires comme forme de participation qui «débordent du cadre normal de la représentation politique».²³⁷ D'ailleurs, ce qui caractérise ce type d'action, c'est le fait « de subvertir le cadre institutionnel dans lequel on cherche à contenir

²³⁵ Dagnino, E. (2006) Meanings of Citizenship in Latin America. *Canadian Journal of Latin American & Caribbean Studies*, 31(62) : 16

²³⁶ Dagnino, E. (2006). Meanings of Citizenship in Latin America. *Canadian Journal of Latin American & Caribbean Studies*, (31)62 ; 22

²³⁷ Peñafiel, R. (2012) Imaginaire plébéen et changements du politique. Dans Donot, M., & Ribeiro, M.P. Discours politiques en Amérique latine : Représentations et imaginaires (85-99), L'Harmattan. p.90

l'action collective.»²³⁸ Les actions directes spontanées se trouvent au centre de l'émancipation plébéienne. Ces actions cherchent à dénoncer une série perpétuelle de situation de violence, de souffrance, etc. en questionnant profondément un système qui tente d'incorporer ces expériences au sein d'un ordre symbolique excluant.²³⁹ Ainsi, la sociabilité civile, tout comme l'émancipation plébéienne, considère l'action de contestation, de redéfinition ou de réinterprétation des conceptions donnée comme des formes d'engagement du sujet au politique et aussi, comme façon de sortir d'une situation d'exclusion en mettant ces situations en évidence.²⁴⁰ Ce sont celles-ci qui seront analysées au cours de ce chapitre.

La réappropriation de la citoyenneté, ainsi que la création d'un nouvel espace d'expression démocratique seront démontrées à l'aide d'une illustration des diverses formes de sociabilité civile que pratique la *Minga*, appuyée par les cas du *Congreso de los pueblos*, la *Cumbre Agraria, Campesina, Etnica y Popula* et *La Marcha Patriotica, Movimiento politico y social*. Les actions et les processus participatifs qui engendrent une plus grande marge de manœuvre pour ces mouvements seront au centre de notre analyse. Afin de démontrer concrètement la sociabilité civile, la trajectoire participative de ces trois mouvements issus de la *Minga* sera observée à partir d'une analyse de leurs mobilisations de leurs déclarations publiques, ainsi que d'une brève étude de l'opinion sur la *Minga* retrouvée dans les médias. À cette fin, nous entreprendrons d'établir la reconstitution d'événements importants ou d'opinions d'acteurs clés de la *Minga*, ainsi que des autres mouvements analysés au cours des années 2008 à 2014, puisque chaque mouvement a été créé à différents moments au cours de cette période. Nous entreprendrons également la description de processus particulier liés aux mobilisations de ces mouvements, ainsi que la reconstruction des événements importants organisés par eux. Les opinions médiatiques et du gouvernement au sujet de la *Minga* feront également partie de notre analyse. À cette fin, une analyse de contenu générale sera élaborée, à

²³⁸ Peñafiel, R. (2012) *Introduction I*. Dans Corten, A., Huart, C., & Peñafiel, R. *L'interpellation plébéienne en Amérique latine: violence, actions directes et virage à gauche*. (11-31) Presse de l'université du Québec. p.16

²³⁹ Peñafiel, R. (2012) Imaginaire plébéien et changements du politique. Dans Donot, M., & Ribeiro, M.P. *Dicours politiques en Amérique latine : Représentations et imaginaires* (85-99), L'Harmattan. p.22

²⁴⁰ Peñafiel, R. (2012) Imaginaire plébéien et changements du politique. Dans Donot, M., & Ribeiro, M.P. *Dicours politiques en Amérique latine : Représentations et imaginaires* (85-99), L'Harmattan. p.22 ; Peñafiel, R. (2012) *Introduction I*. Dans Corten, A., Huart, C., & Peñafiel, R. *L'interpellation plébéienne en Amérique latine: violence, actions directes et virage à gauche*. (11-31) Presse de l'université du Québec. p.16

partir de laquelle nous utiliserons le processus de catalogue d'événement tel qu'expliqué au deuxième chapitre.²⁴¹ Des données provenant de sources primaires et secondaires seront utilisées dans cette analyse. Le chapitre présent constituera un chapitre d'opérationnalisation des données où les mobilisations et les déclarations seront présentées. Cependant, l'analyse des formes de participation non-institutionnelles en tant que forme de sociabilité civile et d'action directe spontanée sera élaborée au dernier chapitre.

4.1.1. *Espaces créées*

Nous tenons à réitérer qu'il existe présentement en Colombie, tout comme en Amérique latine, une transformation de l'action collective et des luttes sociales qui s'appuie sur l'émergence de «nouveaux mouvements sociaux». Leurs luttes se détachent des luttes de classes traditionnelles pour plutôt apporter des transformations des pratiques politiques telles l'expansion de la citoyenneté, la participation démocratique ou encore la reconnaissance sur des bases identitaires et culturelles plutôt que politiques (Hristov, 2009; Stahler-Shalk & Vanden 2011; Thomas, 2011). Ainsi, ces mouvements sociaux vont se démarquer par la diversité de leurs identités, méthodes et objectifs afin de dénoncer de nouvelles formes d'exclusion et de discrimination créées par un modèle de développement (économique et social) inégalitaire²⁴². Leurs luttes se démarquent particulièrement puisqu'elles sont menées au sein d'un environnement de répression ciblée où la mobilisation est fortement stigmatisée comme c'est le cas en Colombie.

Ainsi, les mouvements analysés dans le cadre de cette thèse remettent en question la manière dont la démocratie est pratiquée et appliquée en Colombie et, ce faisant, créent aussi de nouveaux espaces où cette remise en question peut continuer à se réaliser. Avant de démontrer la trajectoire de la *Minga*, du *Congreso de los pueblos*, de la *Cumbre Agraria, Campesina, Etnica y Popula* et de *La Marcha Patriótica, Movimiento político y social*, nous élaborerons une courte typologie des nouveaux espaces créés afin de mieux pouvoir, par la suite, observer l'effet de ces mouvements sur la démocratie et la

²⁴¹ Auyero, J. (2007). *Routine politics and violence in Argentina: The gray zone of state power*. Cambridge: Cambridge University Press.; Tilly, C. (2002). Event catalogs as theories. *Sociological Theory*, 20(2), 248-254; Tilly, C. (2010). Décrire, mesurer et expliquer le conflit. *Revue internationale de politique comparée*, 17(2), 187-205.

²⁴² Duterme, B. (2011). Toujours rebelle l'Amérique latine? Mouvements sociaux, contestations et pouvoirs de Tijuana à Ushuaïa. Dans *État des résistances dans le sud : Amérique latine*. Belgique : Centre tricontinental et édition Syllepse, p.9

citoyenneté. Le concept de sociabilité civile nous servira de guide dans l'élaboration de cette typologie.

4.2. Typologie des espaces créées

L'objectif des travaux de Trevor Stacks est d'offrir une analyse critique sur la façon dont la citoyenneté contemporaine est étudiée. En proposant l'idée de sociabilité civile, il cherche à démontrer qu'il est nécessaire de sortir d'une conception étroite de ce qu'est la citoyenneté afin de comprendre que celle-ci dépasse ce qu'il nomme « the emancipatory project of modern State»²⁴³. Selon cette dernière, le gouvernement gère la citoyenneté et la relation État-citoyen est déterminée par le droit du citoyen de faire des demandes à l'État. **En suivant le cadre théorique de Stacks, nous tentons de démontrer que la citoyenneté peut être encore plus large que cette relation légale État-citoyen et, par conséquent, peut être conçue comme une forme de liberté ou marge de manoeuvre où un citoyen peut construire un espace public non-dominé par l'État.**²⁴⁴ Ainsi, dans leur œuvre *Citizenship Beyond the State*, Gordon et Stacks donnent divers exemples de ces marges de manoeuvre : la tentative de créer une société civile qui dépasserait la sphère politique axée sur l'État, d'atteindre une autonomie collective²⁴⁵, ou encore d'avoir la liberté de gagner sa vie.²⁴⁶ Ainsi, le concept de sociabilité civile est fortement lié à la création d'espaces extra-institutionnels créés par des citoyens pour eux-même. Stacks offre l'exemple de la parade Pride à Moscou en 2006 qui a été refusée par le maire de Moscou car l'objectif de cette parade était « a broad assertion of visibility, what we might call an enactment of gay citizenship, rather than a simple demand for legal rights or recognition by the State.»²⁴⁷ Le maire de Moscou voulait à tout prix empêcher l'utilisation de canaux non-institutionnels comme formes de réappropriation de sa citoyenneté. Ainsi, nous nous inspirons grandement de ce cadre théorique de sociabilité civile, et de l'idée de marge de manoeuvre afin d'élaborer une typologie des espaces où les participants des mouvements étudiés dans cette thèse, se réapproprient leur

²⁴³ Gordon, A., & Stack, T. (2007). Citizenship beyond the state: thinking with early modern citizenship in the contemporary world. *Citizenship studies*, 11(2), p.119

²⁴⁴ *Ibid*, p. 126

²⁴⁵ *Ibid*

²⁴⁶ *Ibid*, p.127

²⁴⁷ *Ibid*, p.120

citoyenneté en disputant le sens de la démocratie et de la citoyenneté en Colombie et la façon dont ces dernières sont pratiquées.

La Minga, le Congreso de los pueblos, la Cumbre Agraria, Campesina, Etnica y Popular et La Marcha Patriótica, Movimiento político y social constituent des espaces d'expression démocratique non-institutionnels. Chacunes de leurs mobilisations et formes d'action collective contribuent à élargir ces espaces puisqu'elles représentent des instances de participation où les Colombiens y prenant part font valoir des perspectives, des idées et des opinions sous-représentées jusqu'à maintenant en Colombie, qui proviennent souvent des secteurs marginalisés de la société.

Ainsi la *Minga indígena y popular*, ses nombreuses marches et ses initiatives de consultations populaires sont des espaces d'expression citoyenne visant à élargir la participation et la démocratie. Comme il sera démontré dans la prochaine section, elle remet fortement en cause la façon dont le mandat constitutionnel de l'État, adopté en 1991, est appliqué et la légitimité des pratiques étatiques à cet égard, voire même du pouvoir politique. Par l'entremise de ses marches et de ses consultations populaires la *Minga* revendique sa citoyenneté et se la réapproprie en y instituant un nouveau sens : la démocratie et la citoyenneté devraient être pour tous et non pas pour certains uniquement.

Le *Congreso de los pueblos* constitue également un espace d'expression démocratique où les participants cherchent à bâtir une meilleure Colombie collectivement. Les thématiques abordées au cours de chaque congrès stimulent une discussion sociétale sur des enjeux importants peu souvent abordés sérieusement ou concrètement par l'État, comme la dignité pour tous, ou encore la souveraineté des terres pour les paysans et les autochtones.

La *Marcha patriótica* et ses marches thématiques constituent un espace d'expression démocratique où sont abordés aussi des enjeux sociétaux souvent exclus du discours dominant.

La *Cumbre Agraria, Campesina, Étnica y Popular* est également un espace d'expression démocratique. Ce sommet aborde la question agraire en remettant en question le statu quo de la gestion agraire de la part du gouvernement et des élites colombienne qui en possède le monopole.

La création de ces initiatives génère de nouveaux espaces d'expression démocratique ou ce que Gordon et Stacks considèrent une « marge de manœuvre », soit un espace non-dominé par l'État. Ces espaces sont créés grâce à la mise en œuvre de la sociabilité civile, tel qu'il sera démontré dans la prochaine section analysant la trajectoire participative des quatre mouvements ainsi que leurs discours. Comme l'indique Dagnino, cette nouvelle sociabilité civile permet la construction de relations plus égalitaires où les individus ont le droit de participer à la construction même de la société dans laquelle ils vivent et de son système politique afin de définir la société et le système auquel ils veulent appartenir.²⁴⁸

4.3 Mobilisations

4.3.1 La Minga indígena y popular

Le mois de septembre 2004 marque le premier congrès indigène et populaire où le but était d'établir une conversation nationale avec le peuple colombien et aussi de générer une mobilisation à l'échelle nationale autour de thématiques et d'enjeux spécifiques touchant les secteurs populaires et indigènes de la société. Ces thématiques ont été regroupées en cinq points principaux dans l'agenda du mouvement et servent de lignes directrices pour leurs revendications. Les cinq points présentés et défendus par la *Minga Indígena y Popular* dès 2008 sont les suivants :

²⁴⁸ Dagnino, E. (2006). Meanings of Citizenship in Latin America. *Canadian Journal of Latin American & Caribbean Studies*, (31)62 ; 26

1) La *Minga* s'oppose fermement aux accords de libre-échanges avec les États-Unis, le Canada et les pays d'Europe. Selon elle, les processus qu'apportent ces traités ne font qu'avantager les multinationales et les corporations transnationales qui, par leur modèle de développement, menacent la culture, les terres, la souveraineté, et les ressources des diverses populations colombiennes.²⁴⁹ 2) Les accords nationaux et internationaux non respectés constituent une autre source de revendication. Les droits et les politiques publiques établies suites aux nombreuses luttes sociales des années 90 ont été invalidés suite à l'adoption de politiques néolibérales. La *Minga* exige la réalisation concrète de ces accords et des engagements légaux de l'État comme par exemple la reconnaissance des droits des peuples autochtones prescrit par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. 3) Demande la révocation des législations qui forcent le déplacement des Colombiens de leurs territoires et qui nient aux peuples indigènes, leurs droits ainsi que leur liberté. Les lois adoptées par le congrès sur le développement forestier ainsi que le nouveau code minier sont des exemples de ce type de législation. 4) S'oppose aux politiques de « sécurité démocratique »²⁵⁰ qui mènent à la militarisation de la vie sociale, des territoires autochtones et paysans ainsi qu'à la criminalisation de l'action collective. 5) Finalement, la *Minga* dirige un appel à l'ensemble de la société colombienne de construire une nouvelle Colombie, conjointement.

Ainsi, plusieurs de ces objectifs remettent en question le mandat constitutionnel adopté en 1991 avec la nouvelle constitution sensée garantir et appuyée les droits fondamentaux des citoyens colombiens et leurs accords avec les peuples indigènes. D'ailleurs, le mouvement cherche à rappeler cet engagement entrepris par l'État suite à l'adoption de la nouvelle constitution, d'apporter des changements concrets en Colombie en terme d'équité et de justice. Ainsi, en réaction au maintien du statu quo, le mouvement propose une alternative à ce dernier.

²⁴⁹Cano, C. & Calderón, J.A. (2010). La Minga, un mouvement qui marche. *Multitudes*, 1(40): 209 ; Murillo, M.A. (2010). Colombia's *Minga* Under Pressure. *NACLA Report on the Americas*, 43(7):16 ; Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3),: 142 ; Rozental, M. (2009). ¿Qué palabra camina la Minga? *Deslinde*, 45 : 59

²⁵⁰ Se référer au chapitre 3

D'ailleurs, selon Mario Murillo, c'est la première fois que des communautés indigènes articulent la nécessité de bâtir une alternative au système en place fondée sur un dialogue transcendant les différents secteurs de la société colombienne et qui serait transformateur de la politique ainsi que de la société colombienne. Cette transformation se ferait à partir d'actions et de mobilisations non-violentes et coordonnées. Selon Murillo :

« this process of constructing an alternative program to the government's interventionist neoliberal development model and militarism was reignited in the fall of 2008 with a new mobilization : the minga indigena y popular.»²⁵¹

Nous rappelons qu'une *minga* est un processus collectif qui date de l'époque précolombienne. Elle peut servir à bâtir une nouvelle école, ou encore à terminer les récoltes; bref, elle symbolise tout processus collectif et participatif visant un objectif commun.

Cette initiative nommée la *Minga por la vida, la Justicia, la Alegria, la Libertad y la Autonomia* se consolidera en 2008 dans un mouvement nommé la *Minga indigena y popular*. Bien qu'il y a eu des mobilisations et des initiatives qui ont précédé celle de 2008, cette dernière demeure la plus marquante. Le concept de *minga* gagne de plus en plus d'importance à partir de 2004 et devient également un processus auquel ont recours plusieurs peuples autochtones et même d'autres mouvements colombiens tels que ceux étudiés dans cette thèse. Il faut souligner que ce processus peut avoir de nombreux objectifs comme celui de mener à des changements sociaux, mais peut aussi être convoqué afin d'accomplir des tâches communautaires. Par exemple, le 23 septembre 2013, la communauté de Vereda la Susana des resguardo Tacueyo a convoqué une *minga* afin de bâtir un aqueduc qui servira à faire parvenir de l'eau aux habitants de cette communauté.²⁵² Ainsi, une *minga* est un processus qui rassemble et unifie et il faut souligner que l'aspect communautaire et collectif d'une *minga* constitue son essence.

La *Minga* a commencé ses mobilisations, prenant la forme de marches et de consultations populaires, le 11 octobre 2008 partant de la région du Cauca, passant par

²⁵¹ Murillo, M.A. (2010). Colombia's *Minga* Under Pressure. *NACLA Report on the Americas*, 43(7) : 15

²⁵² Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 23 septembre). [Minga comunitaria practica ancestral de los pueblos en resistencia](http://www.cric-colombia.org/portal/minga-comunitaria-practica-ancestral-de-los-pueblos-en-resistencia). Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/minga-comunitaria-practica-ancestral-de-los-pueblos-en-resistencia/>

Cali et se rendant jusqu'au centre de Bogota. Celles-ci ont fini par durer six semaines et se sont terminées le 24 novembre 2008. Ce mouvement a réussi à canaliser l'appui de plus 40 000 participants au cours de ces mobilisations rassemblant des individus de tous les secteurs de la société colombienne.²⁵³ La collaboration trans-sectorielle qu'a suscitée la *Minga* constitue une caractéristique marquante du mouvement puisqu'elle démontre non seulement sa portée mais également la façon dont celui-ci a relevé des enjeux qui touchent à divers secteurs de la société. Ainsi, comme Mauricio Murillo l'indique : « It was an unprecedented message to the nation that the indigenous movement was no longer acting alone to defend its own interests, but part of a national struggle against the entrenched interest that control the state.»²⁵⁴ Ainsi, cette collaboration entre divers secteurs de la société résistait conjointement au modèle économique néolibéral et à la stratégie sécuritaire du régime d'Uribe et de Washington.²⁵⁵ L'objectif trans-sectoriel sera plus longuement analysé dans la deuxième partie de ce chapitre portant sur les déclarations du mouvement.

Ce mouvement de 2008 a connu énormément de succès. D'ailleurs, Mario Murillo, discute du phénomène unique que représente ce mouvement. Il explique que la *Minga* représente une forme de participation citoyenne qui n'a jamais été vue auparavant en Colombie: « what happened in those six weeks in October and November of last year was a multifaceted web of non-violent action and civic engagement that we have simply not seen in Colombia before.»²⁵⁶

Dans le cadre des mobilisations de 2008, deux semaines après le début des marches de la *Minga*, un débat public entre les leaders de la *Minga* et le Président Uribe a été organisé le 1^{er} novembre 2008 dans la ville de Maria Piendamó. Cet événement constitue un moment saillant des mobilisations de la *Minga* de cette année-là. Plus de

²⁵³ Rozental, M. (2009). ¿Qué palabra camina la Minga? *Deslinde* 45: 55

²⁵⁴ Murillo, M.A. (2010). Colombia's *Minga* Under Pressure. *NACLA Report on the Americas*, 43(7): 15

²⁵⁵ Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3):156

²⁵⁶ Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3):155

4 000 participants autochtones et des communautés de la région ont assisté au débat entre les leaders du mouvement et le Président Uribe qui a duré six heures.²⁵⁷ Les lignes directrices du débat ont été décidées par les leaders de la *Minga* et le gouvernement en donnant amplement de temps pour aborder les 5 points de l'agenda du mouvement (ceux-ci seront présentés et discutés plus loin dans le chapitre.) L'objectif de cette rencontre était d'établir un dialogue sincère entre le gouvernement et la communauté *Mingueros* axé sur l'agenda du mouvement plutôt que de s'engager dans un débat qui prendrait la forme des conseils communautaires créés par Uribe.²⁵⁸ En fait, cette rencontre en plénière «d'autorité à autorité—c'est-à-dire entre l'autorité gouvernementale représentée par le Président Uribe et le leadership de la *Minga*—était considérée comme condition *sine qua non* de la *Minga*.²⁵⁹ Quelques tensions ont été ressenties au cours de cette rencontre et les positions de chaque partie divergeaient clairement reflétant des « priorités et [des] projets de société difficilement conciliable au quotidien»²⁶⁰. Cependant, comme l'indique Virginie Laurent, bien que le débat eu lieu, il n'y a pas réellement eu de dialogue, ce qui a motivé la décision des leaders de la *Minga* de mener la marche jusque dans la capitale, Bogotá.²⁶¹ Ainsi, la marche qui s'était rendue jusque dans la ville de Maria Piendamó pour le débat public, a repris avec l'objectif d'atteindre la capitale nationale colombienne afin de s'y réunir.

Le 21 novembre 2008, plus de 20 000 *Mingueros* arrivent à Bogotá à la Plaza Bolívar.²⁶² Les négociations reprennent le 22 novembre entre les représentants du gouvernement et ceux de la *Minga*. Les délégués des peuples indigènes ont pu rencontrer et discuter avec les ministres de l'Intérieur, de la Défense, de l'Agriculture, de l'Économie, de l'Éducation, de la Santé et de la Protection sociale, de l'Environnement, des Mines et de la Culture. Ce dialogue et les pétitions des délégués des peuples

²⁵⁷ *Ibid*, 152

²⁵⁸ *Ibid*, 151

²⁵⁹ Laurent, Virginie. (2010). Con batones de mando o en el tarjetón: Movilizaciones políticas indígenas en Colombia. *Colombia International*, 71: 55

²⁶⁰ Laurent, V. (2013). Cultures en conflit(s)? Peuples indigènes et politiques en Colombie, vingt ans de réflexions. *Cahiers des Amériques latines* 71: 86

²⁶¹ Laurent, Virginie. (2010). Con batones de mando o en el tarjetón: Movilizaciones políticas indígenas en Colombia. *Colombia International*, 71 : 55

²⁶² Murillo, M. (2008, (2008, 26 novembre). Indigenous Leaders Wrap Up Six Weeks of Mobilization and Pledge to continue their Resistance Campaign in their Territories. Upside Down World. Récupéré de <http://upside-downworld.org/main/colombia-archives-61/1600-what-next-for-the-popular-and-indigenous-minga-in-colombia> ,

indigènes se sont faits dans le contexte d'une commission gouvernementale. Laurent explique que cette rencontre exceptionnelle a pu avoir lieu grâce à la capacité des *Mingueros* de «se mobiliser par le biais de l'action directe», qui de manière singulière conduit à la réactivation de la *Mesa de Concertación*, pour sa part engagée à partir du cadre institutionnel.»²⁶³ La *Mesa de Concertación* à laquelle Laurent fait référence renvoie aux négociations qui se sont tissées depuis les derniers 20 ans entre les gouvernements successifs et les organisations indigènes suite aux principes de diversités et de pluriculturalismes ratifiés dans la constitution de 1991, engageant l'État à «promouvoir les conditions pour l'égalité soit réelle et effective et à adopter] des mesures en faveur de groupes discriminés ou marginalisés»²⁶⁴ Ces négociations, comme l'indique Laurent, poussent l'État à transformer ces nouveaux préceptes constitutionnels en politiques publiques.²⁶⁵ Comme nous avons pu le découvrir au chapitre 3, le mandat constitutionnel de l'État, et même les politiques publiques établies découlant de ce mandat, se sont très rarement traduits en pratiques concrètes bénéficiant les peuples marginalisés. Cette lacune a souvent initié des rapports conflictuels entre l'État et la société civile.

Pendant que cette rencontre avait lieu, plusieurs différentes organisations régionales prenant part à la *Minga* se sont rencontrées dans des commissions, et se sont dispersées partout dans la ville afin de rencontrer des groupes étudiants, des conseils municipaux, des travailleurs, et plusieurs autres secteurs dans le but de promouvoir le message de la *Minga*.²⁶⁶ Ce processus se nommant «*barrido*», a pour objectif d'ouvrir le dialogue avec la population et de commencer une discussion continue.²⁶⁷ Ces discussions se poursuivent pendant le reste de la semaine.

²⁶³ Laurent, V. (2013). Cultures en conflit(s)? Peuples indigènes et politiques en Colombie, vingt ans de réflexions. *Cahiers des Amériques latines*, 71: 87

²⁶⁴ Article 13, Constitution de la Colombie de 1991 dans Laurent, V. (2013). Cultures en conflit(s)? Peuples indigènes et politiques en Colombie, vingt ans de réflexions. *Cahiers des Amériques latines*, 71: 75

²⁶⁵ Laurent, V. (2013). Cultures en conflit(s)? Peuples indigènes et politiques en Colombie, vingt ans de réflexions. *Cahiers des Amériques latines*, 71: 76

²⁶⁶ Murillo, M. (2008, (2008, 26 novembre). Indigenous Leaders Wrap Up Six Weeks of Mobilization and Pledge to continue their Resistance Campaigning in their Territories. Upside Down World. Récupéré de <http://upside-downworld.org/main/colombia-archives-61/1600-what-next-for-the-popular-and-indigenous-minga-in-colombia>

²⁶⁷ *Ibid*

Au cours de ces six semaines de 2008, plusieurs déclarations ont été faites afin de dénoncer les violations portées à l'endroit des *Mingueros*. Selon un des communiqués finaux de la *Minga*, les six semaines de mobilisation se sont soldées en un assassinat mandaté par l'État et 150 blessés, mais aussi plus de 30 000 personnes qui ont marché pendant 45 jours, plusieurs réunions entre divers secteurs de la société, l'initiation d'un débat entre la société civile et le Président Uribe, ainsi que 11h de réunions avec divers ministres du gouvernement. Cependant, elles n'ont pas mené aux changements anticipés par la *Minga* vis-à-vis du mandat constitutionnel de l'État et des conventions internationales sensées garantir les droits de la personne des citoyens colombiens.²⁶⁸ Nous faisons référence aux nombreux articles dans la Constitution colombienne de 1991 qui obligent l'État à adopter des mesures afin de garantir l'effectivité des droits de la personne comme principe fondamental de la société colombienne (article 11-24), de favoriser les groupes marginalisés et exclus de la société (article 13), de protéger la diversité ethnique et culturelle de la nation colombienne (article 7), etc.²⁶⁹

À la suite de la *Minga indigena y popular*, diverses *Mingas* ont été organisées partout en Colombie par différents groupes ou différentes communautés (surtout indigènes) au cours des années suivantes. Le mois d'octobre 2009 marque l'anniversaire d'un an de la *Minga*. Un pré-congrès de la *Minga* Sociale et Communautaire est alors organisé à Cali du 13 au 16 octobre 2009, ainsi qu'à Cartagena et à Bogota, afin de partager les points en commun entre les divers secteurs marginalisés de la Colombie, qui prendra la forme d'un congrès des peuples en 2010.²⁷⁰ Ainsi, cet événement a rassemblé plusieurs secteurs de la société colombienne afin de discuter la façon de poursuivre et maintenir les actions en lien aux cinq points élaborés dans l'agenda de la *Minga* qui a été publicisée au niveau national et mondial au cours des mobilisations d'automne 2008.

²⁶⁸ *Ibid*

²⁶⁹ Constitución de Colombia de 1991, art 7, art. 11, art. 12, art.13, art. 14, art.15, art. 16, art.17, art. 18, art.19, art. 20, art 21, art 22, art. 23, art. 24. Récupéré de <http://www.constitucioncolombia.com/indice.php>

²⁷⁰ Colombia. *Minga* de resistencia social y comunitaria. Declaracion precongreso de los pueblos. 17 octubre 2009. Récupéré de <http://www.desdeabajo.info/actualidad/colombia/item/5598-colombia-minga-de-resistencia-social-y-comunitaria-declaraci%C3%B3n-precongreso-de-los-pueblos.html>

²⁷¹ La marche, qui a eu lieu à Cali dans le cadre de ce pré-congrès, a mobilisé plus de 30 000 personnes.²⁷²

La *Minga* n'a mené aucun événement d'envergure jusqu'en 2013 puisqu'elle faisait partie du processus de création du *Congreso de los Pueblos* en 2010 ainsi que de la *Marcha Patriótica* en 2012. Cependant, ce mouvement a lancé, sous un nom plus élaboré, une nouvelle mobilisation nationale le 14 octobre 2013 nommée la *Minga social, indígena y popular por la vida, el territorio, la autonomía y la soberanía*. Les 44 organisations indigènes constituant L'Organización Nacional Indígena de Colombia (ONIC) y ont participé en plus de nombreux autres secteurs tels que celui des producteurs de café, de sucre, de papier, des laitiers, les étudiants, des camionneurs en plus des communautés afro-colombiennes et paysannes.²⁷³ Le *Consejo Regional Indígena del Cauca* (CRIC) est également une organisation qui a fortement contribué au mouvement. Celle-ci a joué un grand rôle dans l'organisation de la *Minga* dès ses débuts.

Au cours de cette mobilisation de 2013, la *Minga* a entrepris de nombreuses discussions avec plusieurs secteurs populaires et sociaux du pays en les invitant à faire converger leurs revendications et à lutter conjointement. Comme en 2008, le mouvement a de nouveau présenté un agenda au gouvernement colombien et à la société constituant cinq points de discussion à négocier. Ceux-ci sont : a) territoire : la question territoriale est centrale aux revendications de la *Minga* de 2013 puisque les activités des compagnies extractives se font ressentir plus que jamais dans les communautés indigènes b) Droits de la personne, autonomie politique, juridique et administration c) politique économiques et agraires : ce point fait référence aux engagements politiques et légaux de l'État de concrétiser les droits et principes retrouvés dans la constitution colombienne de 1991 d) conflit armé et paix : Les peuples indigènes ainsi qu'une grande majorité des populations

²⁷¹ <http://www.mamaradio.blogspot.ca/2009/10/la-minga-one-year-later-update-on.html>

²⁷² Rozental, M. & Ó Tuathail . M. (4 novembre 2009) Authorized Minga in Colombia ? The Challenges of Popular Movements. *Upside Down World*. Récupéré le 2 juin 2014 : <http://upsidedownworld.org/main/colombia-archives-61/2196-authorized-minga-in-colombia-the-challenges-of-popular-movements>

²⁷³ Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 22 octobre). *Minga Indígena, Social y Popular lanza Campaña Humanitaria en favor de pueblos afectados*. Récupéré de <http://cms.onic.org.co/2013/10/minga-indigena-social-y-popular-lanza-campana-humanitaria-en-favor-de-pueblos-afectados/>

rurales sont pris au centre du conflit armé qui se joue souvent dans les régions plus éloignées de la Colombie. De plus, les activistes pour les droits et la paix, ainsi que les citoyens mobilisés sont souvent les cibles des protagonistes armés paramilitaires, étatique ou de la guérilla e) politiques minières et énergétique : cet enjeu a pris beaucoup d'ampleur en Colombie depuis les dernières années en raisons des traités de libre-échanges qu'a signés la Colombie avec les États-Unis, le Canada ainsi que l'Europe dans la dernière décennie. Les politiques et les activités des entreprises extractives en Colombie sont souvent plutôt en terme de protection de l'Environnement, et empiètent énormément sur la vie des populations vivant dans les régions riches en ressources naturelles.²⁷⁴

Dans le cadre de cette mobilisation, une rencontre a été organisée le 23 octobre 2013 afin de négocier la création d'une commission de travail qui discuterait des cinq points de la *Minga* avec le gouvernement national, la tête du Ministère des affaires intérieures (Aurelio Irragorri) et les autorités indigènes de la *Minga* à travers du *Consejo Major* de l'*Organización Nacional Indígena de Colombia* (ONIC). Finalement, le 27 novembre 2013, suite aux discussions, trois commissions de travail regroupant des représentants du gouvernement et les autorités des peuples indigènes voient le jour, soient la *Comisión de Derechos Humanos, Conflicto Armado y Paz*, la *Comisión de Territorio, Minería y política agraria* et la *Comisión de Autonomía Política y Administrativa*.²⁷⁵

Par contre, ces mobilisations ont presque toutes été teintées de chocs avec les forces policières et l'Escuadrón Móvil Antidisturbios (ESMAD) menant souvent à des situations de violation des droits de la personne envers les *Mingueros* blessés ou détenus.²⁷⁶ Dans le cadre de la *Minga* de 2013, les attaques menées par l'ESMAD dans

²⁷⁴ Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 22 octobre). *Solidaridad y apoyo a la Minga Social, Indígena y Popular*. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/solidaridad-y-apoyo-a-la-minga-social-indigena-y-popular/>

²⁷⁵ Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 28 novembre). *Instaladas Comisiones de Trabajo de la Minga Social, Indígena y Popular*. Récupéré de <http://cms.onic.org.co/2013/11/se-instalan-comisiones-de-trabajo-de-la-minga-social-indigena-y-popular/>

²⁷⁶ Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 19 octobre). *Minga social indígena y popular por la vida, territorio, la autonomía y la soberanía*. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/minga-social-indigena-y-popular-por-la-vida-territorio-la-autonomia-y-la-soberania/> ; Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 17 octobre). *Minga Social Indígena y Popular entrega Balance Humanitario*. Récupéré de <http://cms.onic.org.co/2013/10/minga-social-indigena-y-popular-entrega-balance-humanitario/> ; Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 18 octobre). *S.O.S. por Vulneración de Derechos Humanos en la Minga Social, Indígena y Popular*. Récupéré de

le département de Risaralda ont compté parmi les plus graves de la mobilisation faisant 30 blessés et aussi, 15 *mingueros* ont été arrêtés.²⁷⁷

Les *mingas* prennent par la suite de plus en plus d'importance comme forme de mobilisation collective et communautaire face à divers enjeux. Par exemple, le 7 et 8 avril 2013 un *Minga Nacional Indígena por la Paz y et la Reconciliación* a été organisée où les participants ont marché les rues de la ville de Medellin. Aussi, au mois d'août 2012, une *Minga* pour la défense et la libération de Mère nature a été lancée afin de s'opposer au projet de construction du barrage Quimbo et d'autres projets d'extraction dans cette région. Ce type de mobilisation collective influence plusieurs autres mouvements à voir le jour. Nous verrons brièvement la création et les faits saillants du *Congreso de los Pueblos*, de la *Marcha Patriótica* et de la *Cumbre agraria, campesina y popular*.

4.3.2 Congreso de los Pueblos

L'idée originale du *congreso* a émergé en 2008, au cours du rassemblement de la *Minga* à Bogota. Le premier Congrès des Peuples a eu lieu deux ans plus tard du 8 au 12 octobre 2010 à Bogotá. Tel que décrit par Raul Zibechi :

«In October 2010 the accumulation of successive mobilization came together in the Peoples' Congress, a large confluence of organizations, people and movements, both rural and urban, indigenous and Afro-descendants, workers and students, in a huge demonstration of diversity. This new form of organizing, based on mandates born of consensus, is still far from having become a common approach and in a political culture that is accepted among those fighting hegemonic powers. »²⁷⁸

Bien que l'approche adoptée par le congrès ne soit pas commune en Colombie, celui-ci a tout de même connu un certain succès puisqu'il a rassemblé plus de 17 000

<http://mesacc.libguides.com/content.php?pid=38266&sid=281078> ; Asociacion de Calbidos Indígenas del Norte del Cauca. (2013). Grave situación de derechos humanos en Risaralda durante la Minga Social, Indígena y Popular. Récupéré de <http://www.nasaacin.org/minga-social-2013/6371-grave-situaci%C3%B3n-de-derechos-humanos-en-risaralda-durante-la-minga-social,-ind%C3%ADgena-y-popular>

²⁷⁷ *Ibid*

²⁷⁸ Zibechi. Raúl. (2012, 19 décembre). Colombia: Dismantling a Half-Century of Conflict. *Upside Down World*. Récupéré de <http://upsidedownworld.org/main/colombia-archives-61/4033-colombia-dismantling-a-half-century-of-conflict>

délégués de 200 différentes organisations à travers la Colombie.²⁷⁹ Tout comme la *Minga*, la mobilisation diversifiée du congrès et son objectif transsectoriel constituent un phénomène nouveau puisque traditionnellement en Amérique latine, les mouvements sociaux adoptaient des structures organisationnelles plus verticales, réunissant particulièrement la classe ouvrière qui s’opposaient aux institutions et à l’État directement.²⁸⁰ La *Palabra del Congreso de los Pueblos : Propuesta de País para una Vida Digna* constituait la thématique central du mouvement.²⁸¹ Ce processus cherche à construire conjointement une dynamique d’autonomie populaire à partir de laquelle un nouveau pays peut être imaginé et aussi, un mandat pour le peuple peut être élaboré.²⁸²

Depuis 2010, le Congrès s’est réuni presque à chaque année, abordant un mandat différent et des thématiques différentes, en plus d’endosser et d’appuyer divers autres mouvements dans leurs initiatives et mobilisations. En 2011, il a eu lieu du 20 septembre au 4 octobre à Cali. Le nom et la thématique du congrès étaient *Tierras, Territorios, y Soberanías*. Plus de 11 500 délégués y ont participé où divers thèmes liés aux thématiques générales ont été discutés.²⁸³ Plus tard, en 2013 s’est déroulé le *Congreso por la Paz* auxquels plus de 15 000 délégués ont participé.²⁸⁴

4.3.3 La Marcha Patriótica

La *Marcha Patriótica* est un mouvement qui a concrètement vu le jour au mois d’avril 2012. Tout comme la *Minga* et *El Congreso*, il constitue un processus collectif rassemblant divers secteurs de la société colombienne. Il se considère comme un mouvement politique et social indépendant. Il s’est mobilisé à Bogotá du 21 au 22 avril

²⁷⁹ Congreso de los Pueblos, (2010) ¿Qué es el congreso de los Pueblos? Récupéré de <http://cpueblosarg.wordpress.com/about/abc-congreso-de-los-pueblos/>

²⁸⁰ Rozental, M. (2009). ¿Qué palabra camina la Minga? *Deslinde*, 45: 57

²⁸¹ Congreso de los Pueblos, (2010) ¿Qué es el congreso de los Pueblos? Récupéré de <http://cpueblosarg.wordpress.com/about/abc-congreso-de-los-pueblos/>

²⁸² Congreso de los Pueblos. (2010). La Proclama- palabra del Congreso de los Pueblos de Colombia. Récupéré de <http://congresodelospueblos.org/index.php/congresos-tematicos/instalacion-2010/102-proclama>

²⁸³ Congreso de los Pueblos. (2013). Declaración del Congreso de Tierras, Territorios y Soberanías. Récupéré de <http://congresodelospueblos.org/index.php/congresos-tematicos/tierras-territorio-y-soberania/303-declaracion-del-congreso-de-tierras-territorios-y-soberanias>

²⁸⁴ *Ibid*

2012 rassemblant plus de 1700 différentes organisations de la société civile. Le mouvement a pour mandat la proposition suivante :

« Contribuir a producir el cambio político que requiere nuestro país, superando la hegemonía impuesta por las clases dominantes, avanzar en la construcción de un proyecto alternativo de sociedad y al logro de la segunda y definitiva independencia. Precisamente en momentos en los que el capitalismo se encuentra en una de sus más grandes crisis, mostrando sus cada vez más evidentes límites históricos.»²⁸⁵

L'année suivante, la *Marcha Patriótica* a été l'organisateur principal d'une des plus grandes marches pour la paix de l'histoire récente de la Colombie qui a eu lieu le 9 avril 2013. Cette grande marche a eu lieu à Bogotá où des milliers de personnes de partout en Colombie se sont rassemblées avec le désir commun de terminer le conflit armé et d'instaurer la paix. Plus de 150 000 personnes y ont participé et plus de 2000 organisations ont appuyé la marche, financièrement ou en y envoyant des délégués.²⁸⁶

Comme l'a expliqué Andres Gil, un des porte-parole de la marche,

« The organization mobilized almost 3,000 buses from all corners of the country. Campesinos, women, indigenous people, Afro-Colombians, workers, union leaders, and students travelled up to to 36 hours to reach Bogotá and express their support for peace.»²⁸⁷

La *Marcha Patriótica* est un mouvement qui a gagné énormément de popularité, mais qui est souvent associé aux FARC par le gouvernement et les médias colombiens. Ainsi, en deux ans d'existence, 48 militants du mouvement ont été assassinés par des membres des forces publiques selon des données du *Centro de Investigacion y Educacion Popular* (Cinep).²⁸⁸ De plus, 3 de ses membres ont disparu et il existe des procédures judiciaires contre 200 autres de ses membres.²⁸⁹

4.3.4 *Cumbre Agraria, Campesina, Etnica y Popular*

²⁸⁵Marcha Patriótica, Declaración política- *Movimiento Político y Social Marcha Patriótica* (2012, 26 juillet). Récupéré de http://www.marchapatriotica.org/index.php?option=com_content&view=article&id=112:declaracion-politica-movimiento-politico-y-social-marcha-patriotica&catid=97:declaracion-politica&Itemid=472

²⁸⁶ Bolton, Peter & Alejandro Gonzalez. (2013, 1 mai). Colombia: Marcha Patriótica Gains Momentum in the Struggle for Peace with Social Justice. *Upside Down World*. Récupéré de <http://upside-downworld.org/main/colombia-archives-61/4268-colombia-marcha-patriotica-gains-momentum-in-the-struggle-for-peace-with-social-justice>

²⁸⁷ *Ibid*

²⁸⁸ Dos años han sido asesinados 48 líderes políticos de Marcha Patriótica. (2014, 15 mai) *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/politica/dos-anos-han-sido-asesinados-48-lideres-politicos-de-ma-articulo-492456>

²⁸⁹ Ministro de Defensa pide investigar asesinatos contra Marcha Patriótica. (2014, 31 janvier). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/ministro-de-defensa-pide-investigar-asesinatos-contra-m-articulo-472143>

La Cumbre agraria : campesina, Étnica y Popular est un processus qui a pris forme suite aux nombreuses grèves agraires qui ont eu lieu au cours de l'année 2013 en Colombie. La mobilisation de la *Cumbre* a eu lieu à Bogotá du 15 au 17 mars 2014 où plus de 30 000 participants provenant de divers secteurs de toutes les régions de la Colombie se sont rassemblés en marchant.²⁹⁰ Cette mobilisation partage des points en commun avec la *Minga*, *La Marcha Patriótica*, et el *Congreso de los Pueblos* qui ont d'ailleurs appuyé ce processus en y participant. Comme l'explique un des communiqués du *Consejo Regional Indígena del Cauca* (CRIC) :

«La cumbre nace porque después de esta 'rebelión de las ruanas, los ponchos y bastones' que suscito el mas amplio respaldo nacional e internacional, el presidente Santos convoco a un Pacto Agrario con las élites agroindustriales y germinales del campo, excluyendo con esto al movimiento agrario de las definiciones y medidas a adoptar en materia de política agraria nacional.»²⁹¹

Ainsi, cette mobilisation peut également se caractériser par un processus plurisectoriel qui a connu un succès considérable auprès de la société colombienne.

4.4 Déclarations

Les mouvements étudiés ont élaboré des agendas assez substantiels tout en mobilisant certains messages et thèmes clés qui ont plusieurs points en commun entre eux. D'ailleurs, nous verrons que les aspects de collectivité, de société, de communauté et d'unité caractérisent ces initiatives et que leurs revendications se recoupent entre elles démontrant une certaine volonté populaire d'atteindre l'objectif commun de changement. La *Minga* a été un mouvement initiateur de tous ceux qui ont suivi, comme le fait remarquer Murillo. Son agenda est une déclaration de principes qui pourrait servir comme point de départ pour un nouveau cycle de conscientisation et d'organisation «par le bas».²⁹² De plus, ce processus, a ouvert un nouvel espace de dialogue et de débat vital à la société colombienne, comme l'explique Rozental : « la dinámica de la Minga desde y en Colombia, expone argumentos para un debate vigente y vital, que no deberia ser

²⁹⁰ Organización Nacional Indígena de Colombia. (2014, 10 avril). Declaración Política Cumbre Agraria: Campesina, Étnica y Popular. Récupéré de <http://cms.onic.org.co/2014/04/declaracion-politica-cumbre-agraria-campesina-etnica-y-popular/>

²⁹¹ Consejo Regional Indígena del Cauca. (2014, 18 mars). *Declaración política cumbre agraria: Campesina, Étnica y Popular*. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/declaracion-politica-cumbre-agraria-campesina-etnica-y-popular/>

²⁹² Murillo, M.A. (2010). Colombia's *Minga* Under Pressure. *NACLA Report on the Americas*, 43(7): 16

silenciado y que sin es reprimido y sometido a la persecución de quienes se niega a darlo.»²⁹³

Au cours de sa grande mobilisation d'octobre 2013, la *Minga* a réitéré son appui à un état colombien démocratique, inclusif, juste, tolérant de la différence politique et culturelle et capable d'accepter la société civile ainsi que les peuples autochtones comme acteurs de la paix. Tout comme en 2008, le mouvement convoque tous les secteurs sociaux et solidaires en leur demandant de les accompagner dans leurs causes : pour la paix et la réconciliation en Colombie, pour un pays respectueux et tolérant et pour une Colombie multiethnique et pluriculturelle.²⁹⁴

L'agenda de la *Minga* englobe de nombreuses causes qui concernent toute la population colombienne. L'importance accordée à demeurer un processus collectif constitue un des plus grands attraits du mouvement et invite à la transformation sociale de la société.

4.4.1 Valorisation d'un processus collectif et inclusif : le nombre fait-il la force ?

Il est important de souligner que la *Minga* est un processus continu et collectif. Comme l'affirme Carolina Cano et José Angel Calderón, «la *Minga* est une invitation à faire partie d'un processus de transformation qui met l'accent sur les qualités de chaque apport des individus et des organisations.»²⁹⁵ L'aspect de collectivité retrouvé au sein de la *Minga* ainsi que le fait que ce mouvement soit un processus et non juste une mobilisation, sont deux traits sur lesquels reviennent plusieurs auteurs ainsi que plusieurs leaders *mingueros* et membres de la communauté de la *Minga*. Selon Murillo, l'objectif de la lutte de la *minga* était « about creating a long-term, democratic, non-violent movement for social change »²⁹⁶ et que ce mouvement « is not one event or one protest,

²⁹³ Rozental, M. (2009). ¿Qué palabra camina la Minga? *Deslinde*, 45: 58

²⁹⁴ Organización Nacional Indígena de Colombia. (2014, 10 avril). Declaración Política Cumbre Agraria: Campesina, Étnica y Popular. Récupéré de <http://cms.onic.org.co/2014/04/declaracion-politica-cumbre-agraria-campesina-etnica-y-popular/>

²⁹⁵ Cano, C. & Calderón, J.A. (2010). La Minga, un mouvement qui marche. *Multitudes*, 1(40): 205

²⁹⁶ Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3):151

but a process that must be nurtured, and must grow.»²⁹⁷ De plus, selon Manual Rozental, la *Minga* n'est pas juste une marche, mais bien un processus. D'ailleurs, la marche est un moment de la *Minga*.²⁹⁸ Les idées que propose la *Minga* transcendent le mouvement. Elles sont stimulées par le partage d'un sentiment commun de douleur et d'une volonté commune de convoquer un rassemblement populaire afin de former un front conjoint.²⁹⁹ Les implications d'un tel processus sont nombreuses comme nous en discuterons dans la conclusion. Cette forme de participation citoyenne extra-étatique rejoint plusieurs secteurs de la société dans une lutte commune. Comme l'indique à nouveau Rozental, «todas las causas son nuestras». ³⁰⁰ Par conséquent, plutôt que de défendre les douleurs de chacun des secteurs, il vaut mieux reconnaître celles de chacun et les adopter.

Ce témoignage du président de la Central Workers Union (CUT) démontre bien l'ampleur et les effets de la *Minga*. Ce dernier a offert son appui à la *Minga* en déclarant que :

«The CUT will march together with you so that all the violent actions against the civilian population cease and so that the state guarantees the respects for the human rights of the people and that impunity is broken. So that they guarantee all the victims of this violence the right to the truth, justice, réparation and that it will not happen again.»³⁰¹

Dans ce même article, Ezequiel Vitonas, un leader du peuple autochtone Nasa indique que «the minga does not end here, the minga continues with its call, waking up conscience of the people and uniting forces, sharing pains, walking the world without looking at borders nor limits.»³⁰² Ce désir de dénoncer publiquement et ensemble les nombreux torts partagés constitue un élément inhérent au mouvement.

²⁹⁷ Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3),: 155

²⁹⁸ Rozental, M. (2009). ¿Qué palabra camina la Minga? *Deslinde*, 45: 51

²⁹⁹ *Ibid*, p.54

³⁰⁰ *Ibid*, p.53

³⁰¹ Murillo, M. (2008, (2008, 26 novembre). Indigenous Leaders Wrap Up Six Weeks of Mobilization and Pledge to continue their Resistance Campaign in their Territories. Upside Down World. Récupéré de <http://upside-downworld.org/main/colombia-archives-61/1600-what-next-for-the-popular-and-indigenous-minga-in-colombia>

³⁰² Murillo, M. (2008, (2008, 26 novembre). Indigenous Leaders Wrap Up Six Weeks of Mobilization and Pledge to continue their Resistance Campaign in their Territories. Upside Down World. Récupéré de <http://upside-downworld.org/main/colombia-archives-61/1600-what-next-for-the-popular-and-indigenous-minga-in-colombia>

Le document final élaboré à Bogotá lors des derniers jours des mobilisations de la *Minga* en 2008 affirme « the Minga of the People is much, much more than what we individually can offer her based on our own articular capacities.»³⁰³ Ce document propose des paramètres à suivre afin que la *Minga* demeure inclusive, participative et démocratique, car elle est un processus ouvert. D'ailleurs, ce document insiste que ce processus n'appartient pas seulement aux communautés indigènes, mais à quiconque veut y contribuer. En fait, en 2013, la CRIC réitère cet engagement dans un de ses communiqués faisant appel à la solidarité et l'appui de tous les secteurs de la société afin de lutter avec les peuples indigènes. La CRIC déclare :

« Llamamos al moviemieto sindical y popular a rodear de la mas amplia solidaridad tant al movimiento indigena como a todos los sectores que enfrentan la reaccionaria politica del gobierno de Santos y piden soluciones reales a los innumerables problemas que cada dia golpean con mayor fuerza al pueblo colombiano.»³⁰⁴

Elle poursuit en assurant que la *Minga* continuera sa lutte jusqu'à ce que le gouvernement et les peuples originaires en viennent à un accord qui permettra le début d'un nouveau chapitre qui prendra en compte toutes les communautés sociales.³⁰⁵ La *Minga* est perçue comme un processus qui s'applique à toutes luttes pour l'amélioration de la société colombienne qui ne peut se faire que collectivement et qui a influencé et encouragé d'autres mouvements à adopter un processus similaire.

La *Marcha Patriotica* est également une initiative collective qui cherche à rassembler divers secteurs de la société, comme nous l'avons dit plus haut. Andres Gil, porte-parole de la marche pour la paix de 2013, organisée par la *Marcha Patriotica*, explique que :

« the alliance brings together men and women from diverse sectors of civil society, common people deaply committed to defending their human rights, as well a the struggle for a real independence, a peace with social justice, democracy, sovereignty, and Latin American unity.»³⁰⁶

³⁰³ *Ibid*

³⁰⁴ Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 22 octobre). *Solidaridad y apoyo a la Minga Social, Indígena y Popular*. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/solidaridad-y-apoyo-a-la-minga-social-indigena-y-popular/>

³⁰⁵ *Ibid*

³⁰⁶ Bolton, Peter & Alejandro Gonzalez. (2013, 1 mai). Colombia: Marcha Patriotica Gains Momemtum in the Struggle for Peace with Social Justice. *Upside Down World*. Récupéré de <http://upsidedownworld.org/main/colombia-archives-61/4268-colombia-marcha-patriotica-gains-momentum-in-the-struggle-for-peace-with-social-justice>

D'ailleurs, l'agenda politique de ce mouvement accorde une grande importance à l'aspect collectif du mouvement qui en fait sa force :

«La Marcha Patriótica aspira a ser una expresión organizada del movimiento real de las resistencias y luchas de las gentes del común y de los sectores sociales y populares que cotidianamente en todos los rincones del país, en forma heroica y pese a las adversidades, actúan por una patria grande, digna y soberana»

La troisième rencontre nationale du *Congreso de los Pueblos* à Bogotá le 21 avril 2013, où se sont rassemblées diverses organisations de partout au pays, a lancé un appel invitant à créer un mouvement social uni comptant tous les secteurs de la société civile qui établirait un agenda de paix. En effet, au cours de e dernier rassemblement du *Congreso* le 22 avril, le mouvement a fait appel à tous ceux qui veulent que la guerre se termine par un dialogue politique, à construire un immense mouvement social pour la paix qui s'épanouira en multiples manifestations et actions du peuple colombien. *El Congreso* fait également la promotion de la nécessité d'entamer des actions concertées et collectives afin d'affronter et résoudre les nombreux problèmes en Colombie comme celui du conflit armé.

La *Cumbre Agraria* qui a eu lieu du 15 au 17 mars 2014 possède également un aspect collectif. D'ailleurs, dans une de ses annonces, l'ONIC décrit le mouvement comme suit : « la Cumbre Agraria asume el impulse a un gran movimiento social que trabaje por la paz como condiciones de vida, exija garantías para la participación de la sociedad.»³⁰⁷ À cette description s'ajoutent les propos de la CRIC par rapport au mouvement qui déclare que :

« la cumbre definió los caminos para enfrentar conjuntamente las nefastas políticas neoliberales aplicadas por los gobiernos de turno y a sembrar dignidad , labrar Esperanza y cosechar un nuevo país desde las iniciativas de las organizaciones campesinas, indígenas y afrodescendientes.»³⁰⁸

³⁰⁷ Organización Nacional Indígena de Colombia. (2014, 10 avril). Declaración Política Cumbre Agraria: Campesina, Étnica y Popular. Récupéré de <http://cms.onic.org.co/2014/04/declaracion-politica-cumbre-agraria-campesina-etnica-y-popular/>

³⁰⁸ Consejo Regional Indígena del Cauca. (2014, 18 mars). Declaración política cumbre agraria: Campesina, Étnica y Popular. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/declaracion-politica-cumbre-agraria-campesina-etnica-y-popular/>

Finalement, la CRIC continue en affirmant que, pour que la paix soit durable, elle doit être construite du bas, être socialement inclusive, basée sur la vérité, la justice, la participation politique effective et la pleine application des droits de la personne dans les campagnes colombiennes.³⁰⁹

Chacune de ces initiatives expriment des revendications qui se recoupent en demandant une plus grande inclusion, une amélioration de la participation des citoyens à la vie politique et sociale de la Colombie. De plus, chacun propose la construction de nouveaux projets politiques et imagine la façon dont la société colombienne pourrait être. Ces actions expriment une sociabilité civile.

4.3.2 *Opposition au modèle économique et politique néolibéral*

Telle que présenté dans l'agenda original de la *Minga*, l'opposition au modèle économique et politique néolibéral ainsi qu'au type de développement qu'il encourage, se retrouve également au centre des revendications du mouvement. Dans son agenda, la *Minga* l'exprime sous forme d'opposition aux accords de libre-échange, mais cette opposition se retrouve dans plusieurs déclarations des participants du mouvement. Feliciano Valencia, un des leaders de la *Minga* de 2008, affirme que :

« either we confront the established order, expose it for what it is, and resist it, or we act within that order, and thereby help consolidate it. This minga of the people is meant to fundamentally change that order. »³¹⁰

Cette pensée est également reflétée dans un des points du document de travail final de la *Minga* élaboré au mois de novembre 2008 à Bogotá, qui stipule que le mouvement a pour tâche d'encourager le changement de l'ordre établi et à travailler afin de protéger et promouvoir les luttes pour la vie et la dignité.³¹¹ Au cours du rassemblement du mouvement à la Place Bolivar suite à leur arrivée dans la capitale, cette déclaration a été faite par un des leaders « Today, from the Plaza Bolivar, we

³⁰⁹ *Ibid*

³¹⁰ Murillo, M.A. (2010). Colombia's *Minga* Under Pressure. *NACLA Report on the Americas*, 43(7):18

³¹¹ Rozental, M. (2009). ¿Qué palabra camina la Minga? *Deslinda*, 45: 59

proclaim and hand over the *Minga* to everyone in order to confront the development model that has been imposed on us by actors of greed. »³¹²

À l'aube de la *Minga* de résistance d'octobre 2013, l'ONIC demande à tous les secteurs de la société de se joindre à eux « para articulemos esfuerzos en torno a una agenda nacional dirigida a resolver nuestras demandas como sectores populares y al cambio del modelo economico y politico del pais.»³¹³ Ainsi, cette tendance d'opposition au statu quo se maintient. D'ailleurs, dans leurs pétitions des mobilisations de 2013, la *Minga* aborde les thèmes l'exploitation minière, les traités de libre-échanges, les droits de la personne et l'autonomie et la gouvernance des peuples indigènes tout en portant une importance particulière au respect du droit à manifester et en rejetant catégoriquement la criminalisation de ce droit. Nous notons ici que l'article 37 de la Constitution colombienne protège le droit des Colombiens à manifester pacifiquement.³¹⁴ Le mouvement déclare que « esta política de violación y de represión se realiza a través de discursos estigmatizadores señalamientos, represiones policías, judicialización, enjuiciamiento y leyes que legitiman su accionar.»³¹⁵ Ainsi, il exige la réforme du code pénal et de son article 353 (a)³¹⁶ Cet article régleme l'utilisation des voies de transport publiques et garantie leurs accès en pénalisant quelconque activité qui obstruerait ces voies. D'ailleurs, l'article caractérise les obstructions qui portent atteinte aux droits fondamentaux, à la santé publique, la sécurité alimentaire, l'environnement comme des infractions au code pénal.³¹⁷ Elle exige également le retrait immédiat du projet de loi

³¹² Murillo, M. (2008, (2008, 26 novembre). Indigenous Leaders Wrap Up Six Weeks of Mobilization and Pledge to continue their Resistance Campaign in their Territories. Upside Down World. Récupéré de <http://upside-downworld.org/main/colombia-archives-61/1600-what-next-for-the-popular-and-indigenous-minga-in-colombia>

³¹³ Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 21 septembre). MINGA SOCIAL, INDIGENA Y POPULAR Por la Vida, el Territorio, la Autonomía y la Soberanía. Récupéré de <http://cms.onic.org.co/2013/09/minga-social-indigena-y-popular-por-la-vida-el-territorio-la-autonomia-y-la-soberania-2/>

³¹⁴ Constitución política de Colombia 1991« Artículo 37. «Toda parte del pueblo puede reunirse y manifestarse pública y pacíficamente. Sólo la ley podrá establecer de manera expresa los casos en los cuales se podrá limitar el ejercicio de este derecho.» Récupéré de [http://www.procuraduria.gov.co/guiamp/media/file/Macroproceso%20Disciplinario/Constitucion Politica de Colombia.htm](http://www.procuraduria.gov.co/guiamp/media/file/Macroproceso%20Disciplinario/Constitucion%20Politica%20de%20Colombia.htm)

³¹⁵ Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 17 octobre). Minga Social Indígena y Popular entrega Balance Humanitario. Récupéré de <http://cms.onic.org.co/2013/10/minga-social-indigena-y-popular-entrega-balance-humanitario/>

³¹⁶ Código penal Colombiano, artículo 353A, « Obstrucción a vías públicas que afecten el orden público », p.243 Récupéré de http://perso.unifr.ch/derechopenal/assets/files/legislacion/1_20130808_01.pdf

³¹⁷ *Ibid*

091 de 2013³¹⁸ présenté par le gouvernement et le Ministère de la défense.³¹⁹ Ce projet de loi visait à modifier divers articles de différents codes de lois dans le but de renforcer les mesures existant contre la criminalité et le financement du terrorisme.³²⁰ Ces changements auraient le potentiel de donner une plus grande marge de manœuvre aux forces de l'ordre dans leur gestion des manifestations et des mobilisations collectives.

La Cumbre agraria : campesina, Etnica y Popular offre une alternative sur la façon dont le territoire doit être habité et utilisé. Selon cette initiative, le modèle extractif employé par les multinationales détruit la vie et l'économie paysanne. La *Cumbre* propose donc un modèle économique qui maintient la subsistance des peuples au moyen du renforcement des économies paysannes, indigènes, afro-colombiennes et celle des secteurs populaires. L'autonomie territoriale est un facteur déterminant dans la construction d'une économie de survivance et de production d'aliment de subsistance.³²¹ L'agenda de la *Marcha Patriótica* conçoit également la construction d'un modèle économique nouveau comme une partie importante des changements nécessaires en Colombie. Sur leur site web, ceux-ci déclarent que :

«For this movement, social justice means quality education for students, land owned and worked by campesinos, and the construction of a different economic model to counter neoliberalism »³²²

Ce mouvement ne s'arrête pas là. Sa plateforme politique indique que ce mouvement cherche :

«la superación estructural del predominante modelo neoliberal en todas sus dimensiones, políticas, económicas, sociales y culturales, así como de la política económica que le sirve de sustento, en particular, en su forma económica actual de mercantilización extensa y profunda de toda la vida social, de creciente endeudamiento estatal y privado, de explotación intensiva y depredadora de las fuentes y de los elementos naturales, energéticos, minerales y de biodiversidad»³²³

³¹⁸ Proyecto de ley 091 de 2013 cámara (2013) *Boletín Jurídico Electronico*. Récupéré de <http://www.lexbasesa.com/FrontPageLex/libreria/cl0003/2-17234-proyecto-de-ley-091-de-2013-camara---reforma-codigos-codigos.htm>

³¹⁹ *Ibid*

³²⁰ *Ibid*

³²¹ Organización Nacional Indígena de Colombia. (2014, 10 avril). Declaración Política Cumbre Agraria: Campesina, Étnica y Popular. Récupéré de <http://cms.onic.org.co/2014/04/declaracion-politica-cumbre-agraria-campesina-etnica-y-popular/>

³²² Marcha Patriótica (2012) Propuesta de la Marcha Patriótica para la participación política. Récupéré de <http://www.humanas.org.co/archivos/ponenciamarcha.pdf>

³²³ Marcha Patriótica, Plataforma política-Marcha Patriótica por la definitiva independencia (2012, 26 juillet). Récupéré de http://www.marchapatriotica.org/index.php?option=com_content&view=article&id=114:plataforma-politica-marcha-patriotica-por-la-definitiva-independencia&catid=98&Itemid=472

Cette remise en question du statu quo permet aux participants de ces divers mouvements de faire cesser avec le modèle en place. De plus, depuis les débuts de la *Minga* en 2004, de plus en plus de mouvements collectifs et d'initiatives sociétales ont été créés afin de proposer des alternatives. Les mouvements analysés dans le cadre de cette thèse en sont que quelques exemples mais il en existe d'autres tels que le *Foro Social Urbano, Alternativo y Popular* qui a eu son premier événement du 6 au 9 avril 2014. Au cours de ce forum, divers participants de tous les secteurs sociaux de la Colombie se sont réunis afin de discuter de nouveaux plans de rénovation et de revitalisation des milieux urbains. Il s'oppose au modèle de modernisation urbaine présent qui, selon la prise de position du *Foro* :

«están orientados por la globalización neoliberal, que convierte a las ciudades y al territorio en preciados botines para las inversiones de grandes capitales: un verdadero festín para las empresas constructoras, promotoras inmobiliarias y los bancos.»³²⁴

Ces mouvements et initiatives qui s'opposent et dénoncent divers aspects du modèle de développement néolibéral semblent partager un sentiment d'exaspération les motivant à se mobiliser afin de construire ce qu'ils considèrent une vraie démocratie. Ils sont engagés dans un processus de transformation sociale.

4.4.3 La démocratie au centre des revendications : la construction d'une nouvelle Colombie

Le processus de transformation sociale entrepris par la *Minga*, *El Congreso*, la *Marcha Patriótica* et la *Cumbre*, cherche à construire une nouvelle Colombie. D'ailleurs, la démocratie et l'aspiration à construire une société démocratique constituent l'essence de leurs messages et un aspect important de leur identité. La *Minga*, par exemple, se considère un mouvement démocratique qui lutte pour améliorer la démocratie colombienne. L'objectif principal de la lutte de la *Minga* de créer un mouvement non-violent, démocratique et à long terme pour le changement social.³²⁵ Cette affirmation peut être appuyée par diverses déclarations. Un article du journal *Deseabajo* explique :

³²⁴ Congreso de los Pueblos. (2014, 30 avril). *Llamamiento: Foro Social Urbano, Alternativo y Popular*. *Foro Social, Urbano Alternativo y Popular*. Récupéré de <http://congresodelospueblos.org/index.php/llamamiento>

³²⁵ Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3):151

«Los resultados de este trabajo colectivo son compartido hoy con la sociedad nacional, como una convocatoria amplia e incluyente, que invita a todos aquellos que encuentran en la Minga una posibilidad de conjugar y construir el proyecto de país democrático que sonamos las mayorías populares.»³²⁶

Cette volonté de contribuer collectivement à la construction d'une meilleure démocratie pour tous les Colombiens est perceptible également dans les objectifs du *Congreso*. Ce dernier estime que « la principales riquezas del Congreso de los Pueblos el cual se traduce en principios, en formas de hacer que garantizan que esa construcción de futuro sea realmente democrático.»³²⁷

La *Marcha Patriótica* se considère aussi un mouvement démocratique, comme elle l'indique sur leur plateforme en plus d'adopter comme un de ses objectifs de son agenda la démocratisation de la société, de l'État et du modèle économique.³²⁸ Selon elle, la démocratie ne peut être atteinte sans la participation directe du peuple dans les processus politiques.³²⁹ De plus,

«La Marcha Patriótica propugna por una transformación estructural de la sociedad y del Estado tendiente a su organización democrática, real, directa y autogestionaria, que supere en forma definitiva su carácter autoritario, sus actuales configuraciones criminales y mafiosas, [...]. La organización democrática comprende todos los ámbitos de la vida social, el régimen político, el sistema político y de partidos, todos los poderes públicos, incluidas las fuerza militares y de policía; igualmente, todas las instituciones e instancias del aparato estatal comprometidas con el diseño y la ejecución de las políticas, en especial de la planeación, la presupuestación y de la banca central.»³³⁰

Cette demande de revitalisation démocratique face à un État incapable de réaliser une démocratie pour tous, s'accompagne de propositions de nouveaux projets et d'une volonté de construire une nouvelle société colombienne. D'ailleurs, un aspect important de la *Minga*, qui a récolté l'appui de plusieurs personnes, est que le mouvement n'a pas

³²⁶ Colombia: Minga de resistencia social y comunitaria. Declaración precongreso de los pueblos. (2013, 17 octubre) Desdeabajo. Récupéré de <http://www.desdeabajo.info/actualidad/colombia/item/5598-colombia-minga-de-resistencia-social-y-comunitaria-declaraci%C3%B3n-precongreso-de-los-pueblos.html>

³²⁷ Congreso de los Pueblos. (n.d). ABC Congreso de los Pueblos. Récupéré de <http://cpueblosarg.wordpress.com/about/abc-congreso-de-los-pueblos/>

³²⁸ Marcha Patriótica, Plataforma política-Marcha Patriótica por la definitiva independencia (2012, 26 juillet). Récupéré de http://www.marchapatriotica.org/index.php?option=com_content&view=article&id=114:plataforma-politica-marcha-patriotica-por-la-definitiva-independencia&catid=98&Itemid=472

³²⁹ Marcha Patriótica (2012) Propuesta de la Marcha Patriótica para la participación política. Récupéré de <http://www.humanas.org.co/archivos/ponenciamarcha.pdf>

³³⁰ Marcha Patriótica, Plataforma política-Marcha Patriótica por la definitiva independencia (2012, 26 juillet). Récupéré de http://www.marchapatriotica.org/index.php?option=com_content&view=article&id=114:plataforma-politica-marcha-patriotica-por-la-definitiva-independencia&catid=98&Itemid=472

demandé aucune concession à l'état qu'il considère illégitime.³³¹ Il demande plutôt à tous les secteurs de la société de commencer le dur labeur de construire la Colombie qu'ils envisagent, rêvent et imaginent.³³² Cette invitation à créer un espace de réappropriation d'une démocratie niée à une partie de la population colombienne à partir duquel de nouveaux projets peuvent être suggérés et élaborés. Comme l'indique Virginie Laurent dans un de ces textes « Mientras tanto, a través de espacios de discusión abierta, 'entre todas y todos en Colombia, la 'minga continua', pues como lo afirman sus defensores, ' la Minga es el modo en que los abajo han decidido 'concertar la palabra y convertirla en camino' »³³³ Le processus veut convertir les paroles en actions ou plutôt en «marches», et ainsi contribue à la construction d'un nouveau pays puisqu'il constitue une forme de participation à la démocratie. On pouvait lire sur plusieurs affiches des mobilisations de la *Minga* de 2008, l'énoncer suivant : « La palabra se hace minga y sale a caminar construiremos un nuevo país, con todos los sectores sociales juntos por la vida y la dignidad »³³⁴ Ainsi, selon cet énoncé, nous pouvons observer qu'en participant au processus de la *Minga*, on participe à l'édification d'un nouveau pays. La *Minga* est un moyen qui permet à ses participants de maintenir l'expression de leur dignité, de défendre leurs droits, ainsi que d'en avancer leur concrétisation, collectivement.³³⁵ Garcia et Muñoz, dans leur livre, expliquent que cette lutte originalement indigène, est un emblème pour tout le pays puisqu'elle :

« Enseñan como, justo los mas excluidos del poder, pueden construir democracia para todos y sentar las bases para una nueva institucionalidad que valore las diferencias, establezca la justicia y la igualdad, y derrote la crónica violencia institucional que atribula al país desde hace cinco siglos.»³³⁶

La *Cumbre*, également, propose la construction d'un nouveau pays. Dans leur communiqué du 10 avril 2014, l'ONIC résume les objectifs de la *Cumbre Agraria* . Cette

³³¹ Murillo, M.A. (2010). Colombia's *Minga* Under Pressure. *NACLA Report on the Americas*, 43(7):16

³³² *Ibid*

³³³ Laurent, Virginie. (2010). Con batones de mando o en el tarjetón: Movilizaciones políticas indígenas en Colombia. *Colombia International*, 71: 56

³³⁴ Murillo, M. (2008, (2008, 26 novembre). Indigenous Leaders Wrap Up Six Weeks of Mobilization and Pledge to continue their Resistance Campaigning in their Territories. *Upside Down World*. Récupéré de <http://upsidedownworld.org/main/colombia-archives-61/1600-what-next-for-the-popular-and-indigenous-minga-in-colombia>

³³⁵ Musicué, A.E. (2011) Aportes desde de la Minga Indígena y popular a la construcción de estado y nación intercultural. In Garcia, D.B. & Muñoz, M.R. (Eds.) *Los movimientos sociales en la construcción del Estado y de la nación intercultural*. (219-248). Barcelona: Huyens Editorial, p.245

³³⁶ *Ibid*, p. 247

dernière offre de lutter conjointement contre les politiques néolibérales néfastes appliquées par les gouvernements et d'entreprendre de semer la dignité, de cultiver l'espoir et récolter un nouveau pays à partir des initiatives des organisations paysannes, indigènes et afro-colombiennes.³³⁷

Ces mouvements avancent que, par leurs paroles et leurs actions, en favorisant une participation plus large et inclusive, il devient possible d'offrir une alternative au statu quo et d'atteindre une démocratie substantielle, non-excluante. C'est cette exclusion qui empiète sur toutes formes de participation véritable et sincère qui est fortement dénoncée, soit directement ou plus subtilement par les mouvements analysés. Selon, Garcia et Muñoz, la participation politique doit viser à construire un État qui est respectueux de la diversité, et de la pluralité culturelle du pays et qui est fondée sur des principes profondément démocratiques contribuant à l'harmonie entre être humains et aussi avec la terre.³³⁸ En ce qui a trait à la participation, *La Marcha Patriótica* remet en question le rôle des institutions comme seul espace où la politique peut être adressée. En effet, elle affirme que

«La Marcha Patriótica se fundamenta en una concepción de la política que tiene el propósito de superar entendimientos que reducen su ejercicio a los espacios exclusivamente institucionales o a las formas de organización brindadas por el Estado y el sistema político.»³³⁹

Ces déclarations (communes aux quatre mouvements étudiés) faisant la promotion de la justice et de la démocratie sont à peine reflétées comme messages importants dans la couverture médiatique colombienne telle qu'il le sera démontré au prochain chapitre. Également, les nombreux projets élaborés par ces mouvements ou même leurs agendas sont peu abordés par les médias. D'ailleurs le chapitre suivant offre un appui empirique afin de démontrer l'illégitimité des mouvements sociaux tel que rapporté dans les quotidiens. Ce chapitre renforce la démonstration entreprise dans le chapitre trois, qui porte sur le blocage des conflits sociaux, puisque les déclarations faites

³³⁷ Organización Nacional Indígena de Colombia. (2014, 10 avril). Declaración Política Cumbre Agraria: Campesina, Étnica y Popular. Récupéré de <http://cms.onic.org.co/2014/04/declaracion-politica-cumbre-agraria-campesina-etnica-y-popular/>

³³⁸ Musicué, A.E. (2011) Aportes desde de la Minga Indígena y popular a la construcción de estado y nación intercultural. In Garcia, D.B. & Muñoz, M.R. (Eds.) *Los movimientos sociales en la construcción del Estado y de la nación intercultural*. (219-248). Barcelona: Huyens Editorial, p.247

³³⁹ Marcha Patriótica, Plataforma política-Marcha Patriótica por la definitiva independencia (2012, 26 juillet). Récupéré de http://www.marchapatriotica.org/index.php?option=com_content&view=article&id=114:plataforma-politica-marcha-patriotica-por-la-definitiva-independencia&catid=98&Itemid=472

par les médias reflètent la criminalisation de l'action collective, les actions répressives envers les mouvements sociaux, et mets en évidence les visions divergentes sur la participation citoyenne.

Chapitre 5 : La *Minga*, perception des médias et opinion du gouvernement

5.1. Une étude des médias colombiens

En tout, 62 articles portant sur la *Minga* des journaux *El Tiempo* et du *El Espectador* ont été étudiés pour l'année 2008 et celles 2013-2014 en plus de 7 articles de journaux alternatifs. Nous soulignons que seuls les articles des années 2008 et 2013-2014 ont été analysés afin de réduire la taille de l'échantillonnage tout en étant capable de suivre l'évolution de la couverture médiatique du mouvement. Dans ce chapitre seront analysés, d'une part, les thèmes récurrents comme la sécurité ou encore les enjeux territoriaux qui reviennent dans de nombreux articles, et d'autre part, les lacunes de ces articles qui souvent omettent de discuter du contenu substantiel des revendications de ces mouvements. L'objectif de ce chapitre est de démontrer comment les mouvements sociaux—plus spécifiquement ceux étudiés—sont délégitimés en Colombie et de rendre plus évident les visions divergentes, voire antinomiques de la participation citoyenne.

5.1.1. La Minga et les lacunes d'information

De façon générale, la couverture médiatique de la *Minga* a été peu représentative de la raison d'être du mouvement et de ses objectifs réels en ne mentionnant que très peu leurs thématiques, leur mandat ou leur agenda. D'ailleurs, ce phénomène n'est pas isolé puisqu'en Colombie, les périphéries de la société ont historiquement été marginalisées par les médias colombiens comme l'affirme Murillo : « For generations, this marginalization has also been manifest in the way state institutions have limited the spaces in which these dissenting community voices may be heard »³⁴⁰ Le public demeure très mal informé ou non informé du développement historique de la *Minga*.

Comme il le sera démontré, les opinions varient considérablement entre les deux grands journaux de Colombie qui ont été analysés, *El Espectador* et *El Tiempo*. Il faut d'abord noter le journal *El Espectador* possède une approche plus critique envers le gouvernement Uribe durant la période 2008 et même de celui du Président Santos. Ses articles portant sur la *Minga* adoptent un ton similaire. De façon, générale, ce journal

³⁴⁰ Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3): 152

semble appuyer une certaine nouvelle gauche émergente en Colombie et n'a pas généré de propos diffamatoires au sujet de la *Minga*. Ce journal a tendance à plutôt relever l'insuffisance et l'inaction du gouvernement face à la situation des peuples indigènes en Colombie. Par contre, ce journal fournit très peu d'explication élaborée sur le mouvement de la *Minga*. En fait, l'aspect démocratisant du mouvement n'est pas relevé ainsi que sa portée élargie à d'autres secteurs de la société ou encore ses objectifs variés. D'ailleurs, on le restreint souvent à un mouvement strictement indigène en mentionnant très peu son objectif d'opposition au système économique et politique néolibéral ou encore sa volonté de consolider des alliances trans-sectorielles suite à ses six semaines de mobilisation en 2008.

De son côté, *El Tiempo* adopte une approche beaucoup plus critique envers la *Minga* surtout dans ses reportages de l'année 2008. Les mobilisations effectuées en 2013 et 2014 par la *Minga* sont très peu présentes dans la couverture médiatique du *El Tiempo* et contrairement à leur rival, ce journal appuie plus souvent qu'autrement la position du gouvernement ainsi que leurs actions. Par exemple, le 1^{er} novembre 2008, *El Tiempo* rapporte sur les tensions entre le gouvernement et la *Minga* : «Han sido tres semanas de tensión. El ministro de Protección Social, Diego Palacio, dijo que en las protestas había un "interés" por desestabilizar y hacer oposición política al Gobierno.»³⁴¹ Ce type d'accusation est fréquent au cours des reportages de *El Tiempo* de la période d'automne 2008.

La couverture médiatique de la première *Minga* de 2008, a été beaucoup plus extensive puisque cette année marque la montée en popularité du mouvement suite à ses mobilisations à l'automne 2008. Toutefois, reste-t-il que les raisons et les causes motivant la mobilisation de la *Minga* sont peu abordées ou analysées. En effet, les articles s'en tiennent fréquemment à des reportages limités aux blocages d'autoroute par le mouvement. *El Tiempo* plus particulièrement, tend à dévaloriser les objectifs de leurs actions ainsi qu'à minimiser l'envergure du mouvement et sa portée. Selon Murillo, la

³⁴¹ Tensiones entre Gobierno e indígenas podrían llegar hoy a su fin con reunión entre Uribe y nativos.. (2008, 1 novembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4639756>

structure institutionnelle médiatique en Colombie appuie les intérêts privés et étatiques qui sont menacés par le type d'enjeux présentés et contestés par les communautés participant au mouvement de la *Minga* ainsi que leurs alliés.³⁴² Ses intérêts dominent la façon dont les médias, particulièrement ceux appuyant le gouvernement, présenteront la *Minga* ainsi que les autres mouvements similaires à celui-ci. Cependant, nous avons tout de même remarqué que certains journalistes du *El Espectador* ont écrit des articles plutôt critiques du gouvernement Uribe, de ses politiques de sécurité controversées et aussi, des actions politiques du gouvernement présent. D'ailleurs, Uribe a été une figure très polarisante pour la Colombie au cours de ses deux mandats et Santos, qui lui a succédé, bien qu'un peu plus modéré, a poursuivi avec plusieurs des politiques et initiatives mises en place par son prédécesseur. De plus, les divers traités de libre-échange signés par la Colombie dans les dernières années ont suscité des critiques et une opposition assez forte auprès de nombreux secteurs de la société qui dénoncent les actions entreprises par l'État et la classe dirigeante qui cherchent à consolider leurs intérêts. D'ailleurs, cet extrait d'un article du *El Espectador* du 3 mars 2014 le démontre :

««Sí, corazón grande para premiar a las corporaciones extranjeras con los tratados de libre comercio (que él promovió hasta la saciedad, como aplicado acólito de Washington), a las transnacionales de la química farmacéutica, a la gringada para que estableciera bases militares en territorio colombiano, su rastrero apoyo a la invasión de Irak... Y mano fuerte contra los trabajadores de la salud, contra los obreros de la caña de azúcar y la minga indígena, por citar solo algunos casos de persecución.»³⁴³

La méconnaissance des problématiques avancées par la *Minga* autant chez les médias qu'auprès de l'État, peut s'exemplifier par la couverture entourant l'organisation et le déroulement du débat à la Maria Piendamó le 1^{er} novembre 2008 entre le Président Uribe et les leaders de la *Minga*. Les faits de ce moment saillant de la mobilisation des *mingueros* ont peu été rapportés. *El Tiempo* y a fait référence comme étant un épisode de tension entre les deux partis, qui n'a mené à aucun accord car les *mingueros* n'y ont pas trouvé un terrain d'entente. Cependant, le contenu des débats n'est pas mentionné.³⁴⁴ De plus, les médias font peu référence à la dimension pluri-sectorielle de la *Minga* en

³⁴² Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3): 153

³⁴³ Spitaletta, Reinaldo. (3 mars 2014.) « El expríncipe politiquero ». *El Espectador*. Visionné le 30 mai 2014, <http://www.elespectador.com/opinion/el-exprincipe-politiquero-columna-478462>

³⁴⁴ « Uribe e indígenas no se ponen de acuerdo; estos últimos se movilizarán a Bogotá el 10 de noviembre » (2008, 2 novembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4640349>

affichant des titres tels que *Tensiones entre Gobierno e indígenas podrían llegar hoy a su fin con reunión entre Uribe y nativos*³⁴⁵, laissant supposer que le mouvement et ses causes sont strictement indigènes.

Plusieurs des articles analysés font allusion à l'importance de la sécurité, aux efforts du gouvernement qui assure la sécurité autant des citoyens que des *mingueros*. Nous verrons également que la question territoriale est un thème récurrent parmi les reportages. La récupération des terres est un élément présent dans le discours de la *Minga*, mais leur agenda dépasse cette seule problématique. Les aspects centraux de ce mouvement—l'opposition au modèle de développement néolibéral ainsi que son objectif de construire une nouvelle Colombie plus démocratique—sont à peine reflétés dans la couverture médiatique et donc, ce message se perd.

5.1.2. *Question territoriale*

Le territoire représente un enjeu particulièrement important en Colombie et demeure l'origine de nombreux conflits. La Constitution de 1991 reconnaît le droit collectif aux terres indigènes et, à cet effet, trente pourcent du territoire colombien a été reconnu comme étant territoire indigène.³⁴⁶ Cependant, comme l'indique Raul Zibechi, le gouvernement colombien cherche à éliminer l'article 329 de la Constitution qui reconnaît le caractère inaliénable des territoires autochtones puisqu'il empiète sur la marge de manoeuvre du gouvernement d'appliquer les accords de libre-échange signés.³⁴⁷ Ainsi, les questions territoriales sont souvent associées à la cause indigène. En fait, cette problématique a dominé la couverture médiatique de la *Minga* qui souvent, en tentant d'expliquer leurs revendications, ne s'en tient qu'à la question territoriale, excluant leurs autres objectifs.

Cette limitation de la part des médias a également été reconnue par Mario Murillo dans son article *The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance*

³⁴⁵ Tensiones entre Gobierno e indígenas podrían llegar hoy a su fin con reunión entre Uribe y nativos. (2008, 1 novembre). El Tiempo. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4639756>

³⁴⁶ Zibechi, R., (2012) Territories in Resistance : A Cartography of Latin American Social Movements, Edinburght : Ak Press, p. 167

³⁴⁶ Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3): 142

³⁴⁷ *Ibid*

and Alternative Communication Practices. Il affirme que les cinq points principaux constituant l'agenda de la *Minga* sont peu abordés, voir même ignorés par les médias traditionnels.³⁴⁸ Selon lui, la couverture médiatique limite l'étendue des revendications de la *Minga* en la qualifiant d'un mouvement possédant un agenda restreint et en limitant sa cause à la restitution des terres plutôt que d'aborder une discussion des problématiques structurelles touchant la société entière que présente ce mouvement.³⁴⁹

Si les reportages sur la *Minga* de l'année 2008 ont été plus nombreux, ceux suivant les années 2008 sont plus parcimonieux et aussi, élaborent moins le contenu de ses revendications. Les articles de 2013-2014 du *Espectador* résument brièvement les revendications de la *Minga*, mais aucune analyse complète n'est effectuée afin de réellement annoncer quels sont leurs objectifs et pourquoi ils se mobilisent. Ces extraits offrent un sommaire très bref des raisons expliquant le début des mobilisations de la *Minga* en octobre 2013 :

«El documento que la Organización Nacional Indígena de Colombia (ONIC) ha enviado al Gobierno incluye un pliego de peticiones de cinco puntos en el que invitan al Ejecutivo a dar respuesta a los temas territoriales; política minero-energética; sistemas propios de los pueblos indígenas; política agraria y tratados de libre comercio; y el tema de la paz, derechos humanos y conflicto armado.»³⁵⁰

«[la Minga] reclama respeto por sus tierras y rechaza la minería ilegal.»³⁵¹

Ces thèmes très vagues sont peu explicatifs des objectifs de la *Minga* et aucun autre article n'aborde ces points en plus de détails. Ce même article du *Espectador*, continue, en se référant à la communauté indigène et non au mouvement comme tel, en soulignant que :

« las comunidades indígenas del Cauca han llamado la atención específicamente sobre el incumplimiento al compromiso de tierras que desde 1999 hizo el Gobierno Pastrana a través del Decreto 982, ya que según un estudio realizado por el Consejo Regional Indígena del Cauca

³⁴⁸ Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3): 142

³⁴⁹ *Ibid*

³⁵⁰ Bolaños, Edison Arley. (15 octobre 2013). « Las peticiones de la minga indígena ». *El Espectador*.

Récupéré de <http://www.lespectador.com/noticias/nacional/peticiones-de-minga-indigena-articulo-452503>

³⁵¹ « Mil Indígenas se alistan en zona de Buenaventura para minga en el país ». (2013, 14 octobre) *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13122317>

(CRIC), estas comunidades tienen un déficit de más de 200 mil hectáreas, de las cuales, según el documento, no les han cumplido ni con el 30%.»³⁵²

L'importance accordée à ce point en particulier va de pair avec le débat plus large qui a lieu en Colombie sur l'enjeu des terres. Les enjeux liés aux ressources naturelles, particulièrement les conflits émanant de l'extraction minière, surgissent également dans les articles de journaux de 2013-2014. Les peuples indigènes sont souvent perçus soit comme des victimes impuissantes ou des instigateurs de conflit. *El Tiempo*, dans un de ses articles abordant la marche du mois d'octobre 2013, décrit les indigènes de la *Minga* comme étant des victimes de l'industrie minière qu'ils considèrent illégale et qui contamine les sources hydriques utilisées par eux-ci.³⁵³

Cette référence aux revendications de la *Minga* se limite également à la question territoriale :

«Dentro de las exigencias en la minga indígena están el respeto por sus tierras, donde hay explotación de multinacionales, y el reconocimiento de sus derechos ancestrales.»³⁵⁴

À partir de 2013 les médias laissent paraître une certaine lassitude autour des mobilisations de la *Minga* qui bloquent les autoroutes dérangeant le trafic. Par exemple, cet article transmet le message du gouvernement qui tolère la *Minga*, mais souhaite que ses méthodes changent, c'est-à-dire qu'elle cesse de bloquer des voies, affirmant que le pays est fatigué de subir ce type d'inconvénients, selon le Ministre de l'intérieur, Aurelio Iragorri.³⁵⁵ De plus, ce dernier annonce que le gouvernement espère que la *Minga* leur proposera un dialogue autour du thème de la terre plutôt que continuer à bloquer les voies. La question territoriale prend le dessus sur les autres enjeux et aucune mention n'est faite du conflit armé ou des autres éléments abordés par la *Minga*. Ce genre d'article, très commun, dichotomise d'une part, le gouvernement colombien qui

³⁵² Bolaños, Edison Arley. (15 octobre 2013). « Las peticiones de la minga indígena ». *El Espectador*.

Récupéré de <http://www.elspectador.com/noticias/nacional/peticiones-de-minga-indigena-articulo-452503>

³⁵³ « Minga indígena amenaza con bloqueos en carreteras » (2013, 16 octobre) *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13125688>

³⁵⁴ « Avanza con tranquilidad la minga indígena en Caldas ». (2013, 17 octobre) *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13129198>

³⁵⁵ « Gobierno dice a indígenas que el país está hartado de las vías de hecho ». 2013, 17 octobre). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elspectador.com/noticias/politica/gobierno-dice-indigenas-el-pais-esta-hartado-de-vias-de-h-articulo-452933>

semble partant pour dialoguer et en venir à une solution et, d'autre part, le mouvement, qui semble désorganisé et sans but sauf celui de créer du désordre social. De plus, l'agenda étatique tire avantage à focaliser le dialogue sur la question territoriale, afin d'en venir à un accord, puisque cet enjeu se trouve au centre de ses intérêts économiques de développement territorial. Il devient ainsi difficile pour les lecteurs de comprendre réellement les raisons pour lesquelles la *Minga* se mobilise dû à cette lacune d'information des médias.

5.1.3. *Opposition au néolibéralisme*

Comme il a été discuté dans le chapitre précédant, l'opposition très ferme aux politiques néolibérales et leurs effets constitue un point central des mobilisations de la *Minga* (le premier point de leur agenda). Cette opposition à un système exclusif et ceux qui contribuent à son maintien est très peu reflétée dans les médias ou même reconnue par le gouvernement. En tentant d'expliquer ce que revendique la *Minga*, les journalistes du *El Tiempo* dichotomisent le gouvernement et le mouvement de façon à enlever de la crédibilité à ce dernier :

«Los indígenas del Cauca marchan porque consideran que el Gobierno les ha incumplido en la asignación de más de 3 mil hectáreas, cuya adjudicación había sido pactada. También quieren pedir la derogatoria de varias leyes aprobadas por este Gobierno, entre ellas el Estatuto Rural, la Ley del Agua y el Código Minero. El Gobierno, por su parte, ha prometido un diálogo franco y con sentido social, para tratar de superar las diferencias con los indígenas.»³⁵⁶

Pourtant, les médias alternatifs comme *Upsidedownworld* décrivent ce mouvement comme étant «a struggle for social transformation» ou encore, indiquent que plusieurs protagonistes et porte-paroles du mouvement considèrent la *Minga* comme un «broad-based popular movement in opposition to the neoliberal, militarist model that is repressed faithfully by the current regime»³⁵⁷.

³⁵⁶ « Indígenas esperarán el domingo al presidente Uribe, pero en La María (Cauca) ». (2008, 27 octobre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4628343>

³⁵⁷ Murillo, M.A. «The Indigenous Popular Minga Takes Over Colombia's Capital.» Upside Down World. p.2. Récupéré de <http://upsidedownworld.org/main/colombia-archives-61/1593-the-indigenous-and-popular-minga-takes-over-colombias-capital>

Ce thème important est central, non seulement à la *Minga*, mais à d'autres mouvements semblables tels que la *Marcha Patriotica* ou el *Congreso de los pueblos*. Il reste majoritairement effacé de la couverture médiatique, surtout après 2008. D'ailleurs, les articles portant sur la *Minga* écrits en 2013-2014 discutent surtout des enjeux territoriaux restreignant la nature du mouvement aux enjeux de restitution des terres. L'essence de la *Minga*, sa portée nationale ainsi que ses objectifs ne sont pas justement communiqués. Ainsi, aucune discussion substantielle n'est entamée sur les Traités de libre-échanges ou encore sur les effets des politiques néolibérales depuis les 20 dernières années. De plus, le lien entre la démocratie, et la *Minga* ou encore *El Congreso de los Pueblos* ou la *Marcha Patriotica*, (se référer à la section «déclaration» du chapitre 4) est évident dans les communiqués de l'ONIC ou de la CRIC mais exclu des articles de journaux étudiés.

5.1.4. Référence à la sécurité

L'importance de préserver la sécurité pendant les mobilisations se retrouve au centre de nombreux articles, soit explicitement ou implicitement. Les références aux chocs entre les *mingueros* et les forces de l'ordre sont nombreuses. D'ailleurs, plusieurs des articles du mois d'octobre et de novembre 2013 du *Espectador* et du *Tiempo* portent sur les confrontations entre les *mingueros* et les forces de l'État comme peuvent le témoigner ces titres :

«*Indígenas denuncian exceso de fuerza policia durante marcha*» (27 octobre 2013, El Espectador), «*Crece la tensión en marcha indígena con disturbios y detenciones*» (18 octobre 2013, El Espectador), «*Defensoría media con indígenas para lograr liberación de soldados*» (18 octobre 2013, El Espectador), «*Protesta indígena impide movilidad en la vía Panamericana*» (18 octobre 2013, El Espectador), «*Sin señales de concertación*» (18 octobre 2013, El Espectador), «*Indígenas denuncian 30 heridos en nuevo choque con la Policía*», (19 octobre 2013, El Espectador), *Indígenas despejan la vía Panamericana: Policía* (20 octobre 2012, El Tiempo), *Minga indígena incineró un bus en Irra (Risaralda)*, (19 octobre 2013, El Tiempo), *Indígenas y Fuerza Pública se enfrentaron por bloqueos de la Minga*, (18 octobre 2013, El Tiempo).

La plupart de ces articles omettent de discuter des raisons menant au conflit, ou encore, discutent peu ou pas du tout de l'agenda de la *Minga*. Ainsi, ces articles donnent l'impression que les mobilisations de la *Minga* en 2013 n'apportent que du conflit en bloquant les routes. En tout, 29 articles abordent la sécurité comme enjeux en relatant l'actualité liée à la *Minga*.

Le thème de sécurité est beaucoup plus explicite dans les articles du *El Tiempo*. Plusieurs articles ont tendance à cadrer le mouvement et ses mobilisations comme des actions qui menacent la sécurité publique ou viennent enfreindre la paix et l'ordre. Plusieurs accusations sont même portées à l'endroit des *mingueros* considérés «violents», «terroristes», «dangereux», «intransigeants».

«Los enfrentamientos también se dieron en el Congreso, donde el senador indígena Jesús Piñacué discutió con el ministro de Agricultura, Andrés Felipe Arias, quien insinuó que en las marchas indígenas del Cauca habría infiltración terrorista.»³⁵⁸

De plus, ont fait souvent référence aux mobilisations sociales comme des affrontements plutôt que des marches ou des revendications de dialogue. Ainsi, l'aspect pacifique des mobilisations est souvent éclipsé:

«Pero del choque entre Fuerza Pública y “minga nacional” apenas unos minuticos y menos espacio. El director técnico nacional, al que quieren reelegir a pesar de los malos resultados en las estrategias sociales, dice que los indígenas están infiltrados por los hijuejúligans de las Farc, que les quieren hacer un gol al TLC y a la Seguridad Democrática. Además de que no habla con indios patirrajados si no le piden perdón al equipo verde »³⁵⁹

Cet extrait d'un article du *el Tiempo* reflète non seulement la priorité accordée à la sécurité, mais également, la tentative de ségréguer le mouvement et ses protagonistes du reste de la population par l'utilisation de propos racistes (« hijuejúligans », «patirrajado») et aussi, en les associant à la guérilla. Cette construction des *mingueros* comme acteurs violents, facilite leur répression par les autorités étatiques car elles les dépossèdent de leur crédibilité et de leurs objectifs. Cet autre extrait démontre également le caractère violent qui est attribué aux mobilisations de la *Minga* :

³⁵⁸ Protestas en 15 regiones para hablar con Uribe. (2008, 16 octubre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3141345>

³⁵⁹ Ochoa, Luis Noé. (2008, 8 octubre). « Juego limpio, señores». *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3144668>

«Catorce indígenas y cuatro miembros de la Fuerza pública terminaron heridos en los enfrentamientos suscitados por los bloqueos viales que realizaron el jueves los indígenas que participan en la minga nacional. En Risaralda, un sargento del Ejército fue retenido.»³⁶⁰

De plus, cet autre article du *Tiempo* nommé, *Minga libera a cuatro personas, pero aún retiene a otras tres*, discute des supposés enlèvements de policiers ainsi que des réactions des forces policières qui condamnent les blocages des autoroutes colombiennes.³⁶¹ Les mobilisations de la *Minga* sont perçues de façon générale comme des actions qui interrompent le trafic et la vie quotidienne de nombreux colombiens. D'ailleurs, les articles du *El Tiempo*, datant du mois d'octobre 2013, n'abordent aucunement les raisons pour lesquelles la *Minga* décide d'entreprendre leurs marches bloquant divers autoroute, et encore moins les abus qui sont portés à l'endroit du mouvement afin de débloquent les autoroutes.

Murillo reconnaît une tendance dans la couverture médiatique sur l'action collective, surtout celle de la *Minga* en 2008. Il affirme que les mobilisations citoyennes de communautés, comme la *Minga*, sont habituellement représentées comme étant des actes criminels :

« the dominant media usually represents these steps as acts of criminality, emphasizing their propensity to break the law—block highways, occupy territory, etc—as a way to address their grievances. The unsubstantiated association with ‘dark forces of terror’, meaning the FARC guerillas, becomes the accepted message that is very difficult to refute. The deliberate intent of the government is to discredit the leadership’s claims of non-violent protest action by linking the to what Colombian public opinion has understood to be the most violent actors in the country.»³⁶²

La sécurité est aussi utilisée comme condition du gouvernement afin qu'il puisse imposer ses propres termes lors des dialogues, ou encore afin de justifier l'utilisation de la force contre les manifestants :

«El Ministro siempre les dejó claro que la idea era que el Presidente se reuniera con una delegación de la comunidad, pero no con la multitud. Esto, por razones de seguridad, tanto del Jefe de Estado como de los mismos miembros de la minga.»³⁶³

³⁶⁰ « Indígenas y Fuerza Pública se enfrentaron por bloqueos de la Minga ». (2008, 8 octobre) *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13130648>

³⁶¹ « Minga libera a cuatro personas, pero aún retiene a otras tres ». (2013, 19 octobre) *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13133536>

³⁶² Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3): 153

³⁶³ « Indígenas esperan a Uribe en La María ». (3008, 28 octobre) *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3160555>

Le gouvernement paraît ainsi très flexible et raisonnable dans ses demandes tandis que la *Minga* paraît intransigeante et irresponsable lorsqu'elle ne répond pas aux conditions imposées par le gouvernement.

L'allusion à l'importance de la sécurité est fréquente et on insiste beaucoup sur le maintien de l'ordre. D'ailleurs, le ton n'est pas toujours accusateur et plusieurs articles décrivant le parcours de la *Minga* vers Bogotá en 2008, soulignent le rôle des forces publiques dans le maintien de la sécurité publique et de l'ordre.

«Vamos a hacer el acompañamiento mientras salgan del Valle. La idea es garantizar la seguridad de los marchantes y permitir que los demás usuarios hagan uso de la vía», dijo el coronel Luis Antonio Montenegro, comandante de la Policía de Carreteras.»³⁶⁴

Cet article souligne aussi l'importance de maintenir l'ordre :

"Esto lo hacemos para evitar desórdenes, para evitar problemas en un momento en que el país está en conflictos y dificultades. Aspiramos a que la Universidad no se vaya a convertir en un campo de batalla. No hemos llamado a la Policía, no hemos llamado a nadie y esperamos que todo salga con toda tranquilidad", afirmó el profesor Fernando Montenegro, vicerrector de la sede Bogotá.»³⁶⁵

Lorsque Edwin Legarda, époux de la Conseillère majeure (*consejera Mayor*) Aída Quilcué, une figure importante au sein de la *Minga*, a été assassiné par l'*Escuadron Movil Antidisturbios de la Policia Nacional* (ESMAD) en décembre 2008, la couverture médiatique a été très limitée et le seul article du *El Tiempo* à en discuter, déclare que l'ESMAD a tiré par accident sur le véhicule dans lequel se situait la victime. Cependant, la communauté indigène accuse l'ESMAD d'avoir perpétré cette attaque comme forme de représailles puisque l'auto ciblée était la seule dans les parages lorsqu'elle a été attaquée.³⁶⁶ Ce type de couverture médiatique, où on pardonne les actions des forces publiques en les déclarants des erreurs de cible ou nécessaire afin de préserver la sécurité, est assez fréquent.

³⁶⁴ «Minga indígena caminará por Cali, de sur a norte, antes de partir hacia Bogotá » (2008, 11 novembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4654880>

³⁶⁵ «Minga indígena se congregará en la universidad Nacional en Bogotá ».(2008, 19 novembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4676499>

³⁶⁶ Investigación interna por muerte de esposo de líder indígena, prometió Ministerio de Defensa» (16 décembre 2008.), *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4726374>

Ainsi, la sécurité constitue un aspect central du discours des médias traditionnels et du gouvernement et va leur permettre de présenter les actions de la *Minga* comme une source de conflit à éviter. La référence commune à la nécessité de préserver l'ordre va permettre aux forces publiques de maintenir une légitimité en dépit de l'usage d'actions souvent controversées, et aussi, de force excessive.

5.2. Opinion du gouvernement reflétée par les médias

Bien que les mobilisations et les objectifs de la *Minga* soient souvent mal représentés par les médias traditionnels, le gouvernement d'Uribe et même de Santos est souvent critiqué voire ridiculisé, surtout dans les articles du *El Espectador*. Ce phénomène reflète le sentiment partagé chez plusieurs secteurs de la société colombienne, exaspérés de la machine à propagande d'Uribe. Ainsi, malgré les lacunes d'informations sur la *Minga* ou les accusations non fondées portées envers celle-ci ou d'autres mouvements sociaux colombiens, ce mouvement a reçu, particulièrement à ses débuts, un appui de la population colombienne.³⁶⁷ Par contre, il est difficile de déterminer si cet appui initial témoigne réellement du soutien de la population à la *Minga* ou plutôt d'une réaction d'opposition au régime d'Uribe.

Cet article de Cesar Rodriguez Garavito nommé *¿Cárcel por protestar?* est très représentatif de l'opinion des journalistes du *Espectador* qui sont très critiques du gouvernement. Il ne discute pas de la *Minga* directement, mais la mentionne dans sa critique d'une nouvelle loi que propose le gouvernement au congrès qui criminaliserait officiellement les manifestations dans la rue. Il explique que :

«La ley enviaría a prisión por un lapso de tres a cinco años a los inconformes por el solo hecho de obstruir una vía. Además les impondría una multa de 10 a 50 millones de pesos y les negaría beneficios como excarcelación o detención domiciliaria. Ese sería el destino de los estudiantes que salieron por estos días a marchar, los campesinos quebrados que brotaron de la tierra en el paro agrario, los indígenas que están en minga para que el Gobierno cumpla los acuerdos del año pasado, y cualquier ciudadano que se sume a una marcha espontánea.»³⁶⁸

³⁶⁷ Murillo, M. (2008, (2008, 26 novembre). Indigenous Leaders Wrap Up Six Weeks of Mobilization and Pledge to continue their Resistance Campaigning in their Territories. Upside Down World. Récupéré de <http://upsidedownworld.org/main/colombia-archives-61/1600-what-next-for-the-popular-and-indigenous-minga-in-colombia>

³⁶⁸ Garavito, César Rodríguez. (2013, 21 octobre). ¿Cárcel por protestar?. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elspectador.com/opinion/cárcel-protestar-columna-453730>

Cette critique démontre très bien la tendance de l'État à criminaliser l'action collective en légiférant le type de liberté d'expression souhaitable pour l'État. Cet article poursuit en défendant les principes démocratiques telle la liberté d'expression qui permet l'engagement des citoyens dans diverses formes d'action collective, qui selon l'auteur, contribuent à la démocratisation des sociétés. Cet idéal est en quelque sorte incarné par les actions de la *Minga*. Il déclare que :

«La protesta es aún más importante en democracias desiguales como la nuestra. Porque es el único medio de influencia que les queda a los menos poderosos: los que no pueden financiar campañas políticas, tener canales de televisión o pagar abogados que hagan cabildeo en el Congreso.»

D'autres articles similaires critiquent fortement les politiques des gouvernements d'Uribe et de Santos, particulièrement les politiques touchant à la sécurité. Ces articles pourraient démontrer le «ras-le-bol» généralisé de la société colombienne quant aux actions du gouvernement et pourraient aussi expliquer pourquoi les mouvements tels que la *Minga*, *El Congreso de los Pueblos* ou la *Marcha Patriótica* reçoivent un appui considérable qui n'aurait pas été envisageable 15 années plus tôt. Serait-ce représentatif de la contribution de ces mouvements à la volonté de la société de construire une autre démocratie ?

Cependant, une majorité des articles du *El Tiempo* dépeignent une réalité différente de l'opinion du gouvernement. Celui-ci est souvent perçu comme l'acteur conciliant, ouvert aux négociations et qui essaie, malgré les nombreux obstacles que lui impose le mouvement, de travailler avec eux. Cet article du 17 octobre 2008 nommé, «*Que indígenas pidan perdón a policías' : Uribe*», démontre l'approche adoptée par les médias tel que *El Tiempo*. Uribe s'adressant aux partisans de la *Minga* :

«les dijo a los indígenas del Cauca que protestan por el aparente incumplimiento de algunos acuerdos, que antes de pedir un diálogo vayan pensando en la forma de disculparse con los policías y soldados agredidos en las manifestaciones en esa zona. »³⁶⁹

³⁶⁹ «Que indígenaas pidan perdón a policías' : Uribe », (2008, 17 octobre) *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3143451>

Le gouvernement tente de démontrer qu'il veut collaborer avec les mouvements sociaux comme la *Minga* mais, leur accorde peu de crédibilité. Par contre, la *Minga* a su gagner une crédibilité auprès d'une grande partie de la société colombienne, donc, il est plus difficile pour le gouvernement d'agir afin de discréditer ce mouvement.³⁷⁰

Par contre, il demeure monnaie courante en Colombie que les mouvements sociaux subissent une certaine criminalisation, des attaques ou des menaces d'acteurs liés à l'État. Par exemple, au cours d'une grève agraire nationale qui a eu lieu au mois d'août 2013 en Colombie, le président Santos a ordonné la militarisation de Bogotá et de toutes les régions où des actes violents avaient été commis pendant les marches, qui ont duré douze jours. En tout, 66 personnes ont été arrêtées et la police a affirmé qu'elles seront accusées de « daño en bien ajeno, ataque contra servidor publico, concierto para delinquir y algunos por terrorismo.»³⁷¹ Dans cet article, il est mentionné qu'aucun accord n'a été réalisé entre les manifestants et le gouvernement suite à cette grève. De plus, le gouvernement et certains groupes paramilitaires tentent fréquemment de discréditer les mouvements tels que la *Minga* en les associant à la FARC. D'ailleurs, un groupe paramilitaire qui se nomme «Comando urbano de los rastrojos»³⁷² a distribué un pamphlet destiné à la *Minga*, avant que cette dernière négocie avec le gouvernement Santos afin de discuter des propositions de leur agenda en 2013, suite aux mobilisations d'octobre 2013. Les propos du pamphlet menacent de mort les membres du conseil de la CRIC et l'ONIC et accusent la *Minga* de s'opposer au développement du pays et d'altérer l'ordre public.³⁷³ Ce communiqué indique également que ces menaces coïncident avec les accusations

³⁷⁰ Celis, L. (2012). Relire la violence dans la société colombienne à la lumière des relations sociales et internationales. *Cahiers de recherche sociologique*, 52, p. 243-269 ; Le Bonniec, F. (2003). État de droit et droits indigènes dans le contexte d'une post-dictature : portrait de la criminalisation du mouvement mapuche dans un Chili démocratique », *Amnis*, 3, 1-33

³⁷¹ Santos ordena militarizar el país sigue paro. (2013, 30 août). *Semana*. Récupéré de <http://www.semana.com/nacion/articulo/santos-ordena-militarizacion-bogota/355743-3>

³⁷² Consejo Regional Indígena del Cauca. «Grupo Paramilitar de los Rastrojos amenazan la Minga». (2013, 19 octobre). Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/grupo-paramilitar-de-los-rastrojos-amenazan-la-minga/>

³⁷² *Ibid*

³⁷³ Consejo Regional Indígena del Cauca. «Grupo Paramilitar de los Rastrojos amenazan la Minga». (2013, 19 octobre). Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/grupo-paramilitar-de-los-rastrojos-amenazan-la-minga/>

« que desde el gobierno nacional en cabeza del Ministro de Defensa, se ha hechos para estigmatizar, criminalizar y reprimir por la vía militar las expresiones legítimas del movimiento social, indígena y popular.»³⁷⁴

Ainsi, d'une part, le gouvernement semble toujours vouloir négocier et discuter, mais d'autre part, maintien un ton accusateur et n'hésite pas à criminaliser les mouvements sociaux.

5.3. Conclusion

À la suite de 69 articles journaux lus, il est possible de suggérer que la couverture médiatique traditionnelle ne donne pas une image réelle, complète et véridique de la *Minga* ou plus généralement, de l'action collective. Bien que le *El Espectador* soit plus favorable à ce type de mobilisation, ce journal offre tout de même une couverture médiatique plutôt limitée des exploits de la *Minga* étant donné son ampleur et sa popularité. D'ailleurs, il existe un manque d'information assez important sur la *Minga* au sein des médias traditionnels. Bien que cela ne soit pas surprenant, il n'en reste pas moins que ce manque d'information contribue à renforcer l'image négative du mouvement dans le contexte de la démocratie de basse intensité, analysée au chapitre 1. De plus, il existe également une forte représentation médiatique qui tente de délégitimer le mouvement et de dichotomiser d'un côté le mouvement, ses protagonistes, ses idées, et de l'autre, le gouvernement et sa volonté conciliatrice de mener un dialogue. Pourtant, l'aspect démocratique du mouvement et ses objectifs de construction d'une société plus juste et équitable ne sont jamais reconnus par les médias, même ceux qui critiquent le gouvernement. Ainsi, les mouvements sociaux en Colombie peuvent souvent paraître comme un obstacle à la démocratie et comme source de conflit minant à l'ordre.

³⁷⁴ *Ibid*

Conclusion : Contribution à la citoyenneté et la démocratie

6.1. Discussion des résultats

La participation aux mouvements étudiés aux chapitres 4 et 5, La *Minga*, el *Congreso de los Pueblos*, La *Marcha Patriótica* et la *Cumbre Agraria*, constituent des processus qui ont généré une sociabilité civile. Les actions entreprises dans le cadre de ces mobilisations ont permis à leurs participants de revendiquer des droits ainsi que d'affirmer et de partager leur vision de la société. Nous avons vu que ces initiatives ont suscité énormément d'intérêt, recevant un appui considérable. Toutefois, elles ont également été perçues moins favorablement par une partie de la société colombienne dont le gouvernement. D'ailleurs, les deux chapitres précédents démontrent une approche à la manifestation bien différente; une la percevant comme source de changement et d'exercice démocratique et l'autre, percevant la manifestation comme source de conflit social et de perturbation de l'ordre.

La participation engendrée par ces mouvements déborde du cadre institutionnel, voir même, s'y oppose de plusieurs façons : soit en dénonçant les projets économiques néolibéraux de l'État comme les traités de libre-échange, soit en exigeant des réformes agraires remplaçant les lois foncières actuelles inéquitables pour une majorité des populations rurales ou encore, en contestant des prises de décision du gouvernement qui minent le système démocratique. Par exemple, la *Marcha Patriótica* du 19 mars 2014 a organisé une manifestation afin de défendre la démocratie en Colombie suite à une décision du gouvernement Santos de destituer le maire de Bogota, Gustavo Petro, passant outre les recommandations de la Commission Interaméricaine des droits de la personne (CIDH). Selon le mouvement, ce type de décision «es uno de los mas visibles mensajes contra la democracia y la paz en Colombia, ‘ reafirmando con exclusión y arbitrariedad, que la izquierda no tiene espacios dentro del actual sistema político’»³⁷⁵ Ainsi, ces mouvements réussissent à mettre en évidence des situations perpétuelles d'exclusion et de violence (physique et structurelle) qui « ne peuvent être résolues dans

³⁷⁵ Marcha Patriótica pide defender la democracia en las calles tras destitución de Petro. (2014, 20 mars). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/bogota/marcha-patriotica-pide-defender-democracia-calles-tras-articulo-482017>

et par les mécanismes du système politique et de l'ordre social qui les reproduisent.»³⁷⁶ Ces actions directes spontanées, dénoncent l'exclusion sociale de ces groupes (indigènes, paysans, afro-colombiens, travailleurs, camionneurs, etc.) et font appel aux secteurs marginaux de travailler ensemble, face au système exclusif, afin de le transformer et non de l'intégrer. De plus, en se penchant sur les actions et les déclarations de ces mouvements il devient plus évident que leurs luttes démocratiques et leurs mobilisations sociales sont des formes de participation citoyenne, bien qu'elles soient souvent non reconnues comme étant porteuses de citoyenneté ou encore de démocratie. Ainsi, les luttes démocratiques menées par la *Minga*, *El Congreso*, la *Marcha* et la *Cumbre* contribuent à redéfinir à la fois le système politique, mais aussi les pratiques économiques, sociales et culturelles qui forment les structures sociétales. En fait, nous rappelons que « Such a conception calls our attention to wide array of possible public spheres wherein citizenship might be exercised and societal interests not only represented but also fundamentally re/shaped. »³⁷⁷ Les actions qui relèvent du domaine de la société civile constituent des formes de participation citoyenne qui interpellent l'État en revendiquant des droits, mais qui se fait hors du cadre institutionnel étatique prescrit comme l'ont fait chacun des mouvements étudiés. À titre d'exemple, le *Congreso de los Pueblos* demande aux citoyens de tous les secteurs marginalisés de s'unir afin de « llegar a realizar concertaciones en los puntos divergentes con el fin de lograr un plan para proyecto de país que queremos y que continuara debatiendo el congreso de los pueblos.»³⁷⁸ Comme nous l'avons démontré au chapitre 4, cet appel, que lancent de façon similaire les quatre mouvements étudiés reflète la volonté populaire des citoyens colombiens de construire une nouvelle Colombie, et démontre aussi une forme de participation à sa citoyenneté.

Notre analyse indique également que les canaux non-institutionnels de revendication sont de plus en plus employés. Ainsi, en Colombie, tout comme dans le reste de l'Amérique latine, une grande partie des nouveaux leaders « are an expression of

³⁷⁶ Peñafiel, R. (2012) Imaginaire plébéien et changements du politique. Dans Donot, M., & Ribeiro, M.P. Discours politiques en Amérique latine : Représentations et imaginaires (85-99), L'Harmattan. p.97

³⁷⁷ Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. (1998). *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*, Boulder, Colo.: Westview Press, p.2

³⁷⁸ Colombia: Minga de resistencia social y comunitaria. Declaración pre-congreso de los pueblos. (2013, 17 octobre) *Desdeabajo*. Récupéré de <http://www.desdeabajo.info/actualidad/colombia/item/5598-colombia-minga-de-resistencia-social-y-comunitaria-declaracion-pre-congreso-de-los-pueblos.html>. p. 3

social movements and a coalition of popular demands.»³⁷⁹ L'aspect collectif de chacun des mouvements étudiés ainsi que leur stratégie collective de mettre en commun les revendications, en témoigne. Les nouveaux mouvements sociaux en Colombie réussissent à créer des espaces de participation citoyenne que les canaux institutionnels ne sont pas en mesure de leur offrir. Les marches annuelles de la *Minga* constituent un exemple de ce type d'espace ou encore les activités organisées par la *Marcha Patriótica* qui sont également des cas emblématiques de ce phénomène.³⁸⁰ Ces mouvements se sont établis en tant que force collective trans-sectorielle au sein de la société colombienne.

Ainsi, nous avons posé l'hypothèse suivante :

Les nouveaux mouvements sociaux mettent en oeuvre une sociabilité civile, ce qui leur permet de se réapproprier la citoyenneté et de créer de nouveaux espaces démocratiques.

6.1.1. Un retour sur les formes de la sociabilité civile analysées dans cette thèse

Pour démontrer cette hypothèse, nous avons vu que le chapitre 4 décrit les différentes façons dont les quatre mouvements étudiés mettent en oeuvre leur sociabilité civile. Nous rappelons à nouveau que la sociabilité civile est une forme de citoyenneté qui dépasse le cadre étatique. Stack la décrit comme étant: «... a kind of citizenship beyond the state, one that is not reducible to the terms in which people relate to states [...] citizenship is not necessarily a relationship with states – there are other ways of thinking about citizenship.»³⁸¹ Ainsi, les actions et les initiatives mis de l'avant par la *Minga* depuis 2004, La *Marcha Patriótica* depuis 2012, La *Cumbre Agraria* depuis 2014 et *El Congreso de los Pueblo* depuis 2010 sont des processus qui constituent des espaces d'expression démocratique et à partir desquels les participants se réapproprient la citoyenneté. Ces formes de participation, qu'elles soient des marches, des débats publics ou encore des sommets, débordent du cadre institutionnel et ont pour effet la mise en oeuvre d'une sociabilité civile. Celle-ci se manifeste par l'entremise de ces formes de

³⁷⁹ Bolton, Peter & Alejandro Gonzalez. (2013, 1 mai). Colombia: *Marcha Patriótica* Gains Momentum in the Struggle for Peace with Social Justice. *Upside Down World*. Récupéré de <http://upsidedownworld.org/main/colombia-archives-61/4268-colombia-marcha-patriotica-gains-momentum-in-the-struggle-for-peace-with-social-justice>

³⁸⁰ Vous réferez au catalogue d'événement présenté au chapitre 4

³⁸¹ Stack, T. (2012) Beyond the State? Civil Sociality and other notions of Citizenship, *Citizenship Studies*, 16 (7): 371-372

participation extra-institutionnelles. Ainsi, la sociabilité civile mise de l'avant par la *Minga*, qui se traduit en actions collectives, est parvenue à revendiquer des changements au niveau du mandat constitutionnel de l'État en lui demandant de s'engager à appliquer les principes (énumérés au chapitre 4) qu'il est sensé défendre, selon la Constitution de 1991. Ces actions bien que non-institutionnelles, et leurs messages, servent de canaux afin d'influencer l'ordre établi. Cette influence, grande ou petite, octroie une liberté (marge de manœuvre) aux participants d'affirmer leur citoyenneté et leurs droits selon leur perception de la démocratie et de ses pratiques. Cette marge de manœuvre générée à partir de ces formes de sociabilité civile, engendre une participation citoyenne bien qu'elle ne soit pas reconnue comme telle.

6.1.2. La mise en commun des souffrances et les actions directes spontanées de la *Minga*

Les idées que propose la *Minga* transcendent le mouvement. Elles sont stimulées par le partage d'un sentiment commun de douleur et d'une volonté commune de convoquer un rassemblement populaire afin de former un front conjoint.³⁸² Ce désir de dénoncer publiquement et ensemble les nombreux torts partagés constitue un élément inhérent au mouvement. Plusieurs des déclarations analysées font référence aux torts subis et à la souffrance vécue, confirmant ainsi leur caractère d'actions directes spontanées de type « interpellation plébéienne ». Ainsi, La *Minga* cherche à « défendre les douleurs de chacun des secteurs, il vaut mieux reconnaître celles de chacun et les adopter ».³⁸³ Ou encore, comme l'indique Ezequiel Vitonas, un leader du peuple autochtone Nasa, « the minga continues with its call, waking up conscience of the people and uniting forces, sharing pains »³⁸⁴ Cette mise en commun d'une situation d'exclusion et de souffrance et l'objectif de vouloir dénoncer collectivement les injustices vécues constituent un processus commun aux mouvements étudiés. Les actions directes qui en émanent, telles la grande marche pour la paix du 9 avril 2013, organisée par la *Marcha Patriótica*, créer des espaces où ces souffrances et ces injustices peuvent être adressées, particulièrement dans un contexte comme celui de la Colombie où les canaux

³⁸² Rozental, M. (2009). ¿Qué palabra camina la Minga? *Deslinde*, 45: p.54

³⁸³ *Ibid*, p.53

³⁸⁴ Murillo, M. (2008, (2008, 26 novembre). Indigenous Leaders Wrap Up Six Weeks of Mobilization and Pledge to continue their Resistance Campaign in their Territories. *Upside Down World*. Récupéré de <http://upsidedownworld.org/main/colombia-archives-61/1600-what-next-for-the-popular-and-indigenous-minga-in-colombia>

institutionnels ne réussissent souvent pas à véhiculer les revendications plus antagoniques de la société. D'ailleurs, l'importance de ces actions se retrouve dans leur caractère extra-institutionnel car c'est celui-ci qui leur permettra de relever les diverses limites découlant des pratiques, des normes et des règles du système au pouvoir et aussi, dévoilera le caractère profondément inacceptable de situations jusque-là considérées comme légitimes, légales ou même souhaitables en dépit de leur nature répressive ou violente. En effet, l'émancipation plébéienne se réalise à partir de ces actions en cherchant à dénoncer une série perpétuelle de situation de violence, de souffrance, etc. en questionnant profondément un système qui tente d'incorporer ces expériences au sein d'un ordre symbolique excluant.³⁸⁵

6.1.3. Réappropriation citoyenne

Nous réitérons d'abord l'importance de la participation dans l'affirmation de sa citoyenneté. Les actions entreprises par les citoyens dans le cadre des mobilisations de la *Minga* et des autres mouvements leur permettent d'ouvrir des espaces où leurs revendications peuvent être affirmées mais aussi, leur donnant une marge de manœuvre que le cadre institutionnel ne peut leur accorder. Ainsi, cette nouvelle marge de manœuvre et cette liberté, centrales au concept de sociabilité civile, sont trouvées dans l'expression de revendications ouvrant des espaces propices à un processus de réappropriation. Dans ces espaces, des citoyens normalement marginalisés de la sphère sociale et politique peuvent s'affirmer en tant que sujet politique. Ainsi, en participant à ces mobilisations et ces initiatives, les citoyens colombiens mettent en œuvre une sociabilité civile en s'engageant dans la poursuite de cette liberté que ces espaces leur octroient. De nouveaux projets de société peuvent y être abordés sans que les balises institutionnelles ne restreignent leur développement. Cette mise en œuvre de la sociabilité civile est une façon de vivre sa citoyenneté, mais aussi, une pratique qui permet de sortir d'une situation d'exclusion en participant à la construction de la société. Par conséquent en prenant part au processus de la *Minga*, un Colombien se réapproprie une part de sa citoyenneté qui lui est normalement niée à travers de l'abus de ses droits, le non-respect des lois et des accords signés, le développement territorial illégal, etc. Les

³⁸⁵ Peñafiel, R. (2012) Imaginaire plébéen et changements du politique. Dans Donot, M., & Ribeiro, M.P. Discours politiques en Amérique latine : Représentations et imaginaires (85-99), L'Harmattan. p.22

«barridos» (se référer au chap. 4 p.7) sont un exemple très concret de sociabilité civile en action. La participation citoyenne non-institutionnelle constitue trop peu souvent une source légitime ou crédible d'engagement politique ou social en Colombie et son apport et sa force sont très souvent sous-estimés. Cependant, comme l'indique Dagnino,

« the direct participation of civil society and social movements in state decisions constitutes one of the most crucial aspects in the redefinition of citizenship, because it conveys the potential for radical transformations in the structure of power relations of Latin American societies.»³⁸⁶

Ainsi, le processus de remise en question qui, d'une part, caractérise les initiatives sociales étudiées dans cette thèse et, d'autre part, constitue un élément central à l'application de la sociabilité civile et à l'émancipation plébéienne, génère une réappropriation de la citoyenneté « par le bas » des citoyens participant à ces initiatives. Les mobilisations citoyennes organisées au cours des dernières années en Colombie dévoilent une divergence entre les conceptions de la participation citoyenne en Colombie et montrent également, les différences de perception vis-à-vis les conceptions du modèle économique et du système politique. À la lumière des analyses des déclarations des mouvements étudiés, on peut observer que la divergence interprétative de la démocratie, des droits citoyens et des pratiques citoyennes qui en découlent, constitue sûrement le terrain de contestation le plus important. Cette observation n'est pas étrangère aux dynamiques en cours ailleurs sur le reste du continent puisque:

« The contested definition of citizenship are the principal axis of political struggle in Latin America today, is a reflection of the confrontation between a democratising participatory project to extend the meaning of citizenship and the neo-liberal offensive to curtail any such possibility.»³⁸⁷

Ce terrain de lutte est très visible en Colombie où les initiatives citoyennes, telles que la *Minga*, proposent des projets politiques démocratiques à l'ensemble de la société. Ces projets sont perçus comme des menaces au système en place faisant des protagonistes de ces mouvements des cibles de violence et d'abus, voire d'assassinats politiques. La *Marcha Patriótica* constitue le meilleur exemple de ce type de conflit. Quarante-huit des leaders politiques de ce mouvement ont été assassinés en moins de

³⁸⁶ Dagnino, E. (2006). Meanings of Citizenship in Latin America. *Canadian Journal of Latin American & Caribbean Studies*, (31)62 : 26

³⁸⁷ Dagnino, E. (2010). Citizenship: A Perverse Confluence. *Development in Practice*, 17(4-5):550

deux ans,³⁸⁸ dont la plupart victimes d'exécutions extrajudiciaires.³⁸⁹ Comme le fait remarquer le Centro de Investigación y Educación Popular suite à leur enquête sur le cas de la *Marcha Patriótica* : « Ningún Estado puede definirse como “democrático”, con unas bases elementales, cuando trata de este modo la protesta social y a la oposición política.»³⁹⁰ Nous rappelons qu'une part importante des abus des droits de la personne et de la violence en Colombie sont faits envers les citoyens mobilisés, que ce soit dans le cadre de mouvements sociaux ou d'organisations citoyennes (syndicats, ONGs, etc.). En dépit de ces obstacles, une réappropriation de la citoyenneté en Colombie émerge de ces luttes.

6.1.4. Contribution à la démocratie

Comme nous l'avons vu, la remise en cause du système politique et économique colombien, se fait de plus en plus par la mobilisation de mouvements sociaux comme la *Minga*. Ce type d'action a mené à la création de nouveaux espaces d'expression démocratiques où les idées, les visions et les aspirations des citoyens mobilisés convergent afin de construire de nouveaux projets démocratiques (à tendance économique, agraire, législatif, etc. dépendant du mouvement) proposés sous forme d'agenda, de table de négociations et de dialogues. Les mouvements sociaux possèdent un potentiel démocratique dont il est important de tenir compte, comme le fait remarquer un journaliste du *Espectador* discutant des forces sociales en Colombie qui selon lui «tienen tanto un genuino potencial democrático como la capacidad de expresar demandas y perspectivas que han estado sistemáticamente subrepresentadas en nuestro sistema.»³⁹¹ Ainsi, le rôle des mouvements sociaux comme agents de changements et porteur d'objectifs démocratiques pourrait contribuer à faire valoir les perspectives, les idées, et les opinions sous-représentées jusqu'à maintenant en Colombie, qui proviennent souvent des secteurs marginalisés de la société. Cette suggestion est aussi reconnue par

³⁸⁸ En dos años han sido asesinados 48 líderes políticos de Marcha Patriótica. (2014, 5 mai). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/politica/dos-anos-han-sido-asesinados-48-lideres-politicos-de-ma-articulo-492456>

³⁸⁹ Centro de Investigación y Educación Popular. (2013) *Revista Noche y Niebla* (48):111. Récupéré de http://issuu.com/nocheyniebla/docs/niebla48full_fb87f479be8adb/113?e=3378625/7735066 p.18

³⁹⁰ *Ibid* p.19

³⁹¹ Un moment crítico. (2014, 6 février). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/opinion/un-momento-critico-columna-473349>

Muñoz, qui indique que la mobilisation sociale joue un rôle important dans la construction de la démocratie.³⁹² Cette perspective est également partagée par Alcibiades Escué Musicué qui, dans son étude sur la *Minga indígena y popular*, affirme que :

« las luchas indígenas, en particular del Cauca, son un emblema para el país, pues enseñan como, justo los mas excluidos del poder, pueden construir democracia para todos y sentar las bases para una nueva institucionalidad que valore las diferencias, establezca la justicia y la igualdad, y derrote la crónica violencia institucional que atribula al país desde hace cinco siglos.»³⁹³

L'analyse que nous avons menée des mobilisations les plus prégnantes en Colombie contemporaine, nous permet également de confirmer le potentiel démocratique des citoyens mobilisés, qui créent de nouveaux espaces d'expression démocratique en proposant des alternatives législatives, économiques, sociales, politiques, et culturelle au statu quo colombien.

Nous réitérons que plusieurs des nouveaux mouvements sociaux en Colombie telle la *Minga* sont des mouvements démocratiques souhaitant construire une société démocratique. L'exemple de la *Marcha Patriótica*, discuté plus haut, qui dit défendre la démocratie dans la rue suite à la destitution du maire de Bogotá en est un exemple concret. D'ailleurs, cette affirmation de «defender la paz y a democracia en las calles, a ser poder constituyente»³⁹⁴ est un message très fort et permet de remettre en question la façon dont la démocratie est pratiquée ainsi que ses formes de participation. Pourquoi la défendre dans les rues lorsque des instances institutionnelles sont existantes en Colombie ? Cette affirmation divulgue non seulement le paradoxe colombien représenté par une démocratie de «basse intensité» et une constitution de «papier» mais surtout, dévoile l'émergence d'une réappropriation de la démocratie. Ces nouvelles mobilisations et cette effervescence sociale autour des enjeux de droits, citoyenneté et démocratie remettent en question la légitimité des pratiques et du pouvoir politique en place bien que ces derniers aient été choisis «démocratiquement» selon les normes

³⁹² Muñoz, R.M. (2011). Estado, derechos humanos y acciones colectivas. In Garcia, D.B. & Muñoz, M.R. (Eds.) *Los movimientos sociales en la construcción del Estado y de la nación intercultural*. (293-16). Barcelona: Huyens Editorial, p.314

³⁹³ Musicué, A.E. (2011) Aportes desde de la Minga Indígena y popular a la construcción de estado y nación intercultural. In Garcia, D.B. & Muñoz, M.R. (Eds.) *Los movimientos sociales en la construcción del Estado y de la nación intercultural*. (219-248). Barcelona: Huyens Editorial, p.244

³⁹⁴ Marcha Patriótica. (2014, 20 mars). [El pueblo a las calles a defender la democracia y La Paz!](http://marchapatriotica.org/index.php?option=com_content&view=article&id=2196%3Ael-pueblo-a-las-calles-a-defender-la-democracia-y-la-paz&catid=107&Itemid=482) Récupéré de http://marchapatriotica.org/index.php?option=com_content&view=article&id=2196%3Ael-pueblo-a-las-calles-a-defender-la-democracia-y-la-paz&catid=107&Itemid=482

électorales. De plus, ce questionnement sur la légitimité démocratique porte à se demander quel est le rôle de l'action directe, des manifestations, de l'action collective dans un système démocratique ? Évidemment, présentement en Colombie, ce type d'action n'est pas reconnu comme étant porteuse de démocratie, mais plutôt comme source de conflit. Les manifestations sont souvent réprimées, leurs protagonistes les plus visibles— présentés comme les plus «violents»— sont persécutés, le gouvernement cherchant à tout prix à éviter le conflit. Pourtant, la vitalité de l'action collective depuis les dernières années en Colombie démontre un changement à l'échelle de la participation citoyenne et des mécanismes sociaux qui la génèrent s'opposant aux canaux institutionnels de participation. Comme l'indique Ricardo Peñafiel, en Amérique latine, on voit un retour «du peuple protagonique, de la lutte, de la révolution, etc., relégitimant le conflit comme fondement de la démocratie en faisant passer le peuple du statut d'objet de traitement à celui de sujet protagoniste de sa libération.»³⁹⁵ Cette relégitimation du conflit pourrait voir naître la reconnaissance de la manifestation et de l'action collective longtemps criminalisées, réprimées, discréditées en Colombie comme espace légitime de participation citoyenne et comme contribution à la démocratie.

6.2. Perspectives de changement ?

Les nombreux mouvements sociaux et mobilisations sociales des dernières années ont contribué à construire de nouveaux projets sociétaux dont la réalisation semble plus proche aujourd'hui qu'il y a 15 ans en Colombie. L'appui général que reçoivent ces initiatives ainsi que leur aspect collectif pourraient indiquer un changement de l'opinion publique en Colombie qui cherche possiblement une transformation du statu quo économique, politique et social. Également, il existe une demande de changement exprimée par un intérêt croissant d'une grande alliance politico-sociale de la gauche (*Frente amplio de izquierda*) axée sur la diversité. Cette idée a, entre autres, été présentée par l'ex-sénatrice, Piedad Córdoba qui, dans une entrevue pour un article du *Espectador* a déclaré que :

« Porque he conocido de manera directa que sectores indiferentes y abstencionistas creen en la necesidad de una expresión sociopolítica convergente, por eso me tomaré el tiempo de unos días

³⁹⁵ Peñafiel, R. (2012) Imaginaire plébéien et changements du politique. Dans Donot, M., & Ribeiro, M.P. Discours politiques en Amérique latine : Représentations et imaginaires (85-99), L'Harmattan., p.96

para dar esa respuesta, la cual invitará a un frente social en el que se encuentra Marcha, el Congreso de los Pueblos, la Mane, la Minga Social e indígena, Poder Ciudadano, Comosoc, Comunidades Construyendo Paz en los Territorios, Movimiento Contra la Gran Minería, Movimiento de Mujeres por la Paz, movimientos ambientalistas, sectores del Partido Verde, Progresistas, liberales, conservadores, AICO, LGTBI, independientes y sin partido.»³⁹⁶

Cette proposition se maintient en 2014. Le Frente aimerait se convertir en force alternative à la structure de pouvoir en place.³⁹⁷ D'ailleurs, cette initiative est appuyée par de nombreux mouvements sociaux et organisations dont *El Congreso de los pueblos*, la *Marcha Patriótica* et l'ONIC. Ainsi, divers mouvements sociaux et politiques de la gauche appuient cette initiative, qui cherche à défendre les processus de paix en cours à la Havane pour en venir à une paix durable et aussi, à construire une plateforme politique consolidant une réelle alternative au pouvoir pour 2015 et 2018 comme l'indique un article du *Espectador*.³⁹⁸ Les points principaux de cette plateforme comportent les éléments suivant : 1) Solution politique au conflit armé 2) les exigences du gouvernement qui offre des garanties à l'opposition politique qui incluent de travailler sur un statut pour l'opposition 3) convertir cette plateforme en garantie de la réalisation des accords entre le gouvernement et la société civile 4) pousser les réformes nécessaires à la paix 5) plaider pour un cessez-le-feu bilatéral ou la réalisation des accords spéciaux d'humanisation du conflit interne comme l'établit le protocole II de Genève.³⁹⁹

Bien que cette initiative, le *Frente amplio*, pourrait empiéter sur les acquis des nouveaux mouvements sociaux par l'institutionnalisation de leurs voix et de leurs revendications en plateforme politique, elle pourrait également refléter une volonté d'engager une vraie transformation sociale et politique en Colombie ; bref, une vague de changement pour la démocratie Colombienne.

³⁹⁶ Piedad Córdoba extenderá invitación de Iván Cepeda a otros sectores. (2013, 13 juin). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/politica/piedad-cordoba-extendera-invitation-de-ivan-cepeda-otro-articulo-427599>

³⁹⁷ Un Frente amplia de izquierda. (2014, 21 juin). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/politica/un-frente-amplio-de-izquierda-articulo-499685>

³⁹⁸ *Ibid*

³⁹⁹ *Ibid*

Bibliographie

Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. (1998). Introduction. In Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements* (2-21) Boulder, Colo.: Westview Press

Amnesty International. Annual Report 2013. Colombia. Visionné le 24 janvier 2014
<http://www.amnesty.org/en/region/colombia/report-2013#section-30-3>

Angelcos, N., & Doran, M. C. (2014). L'«expérience participative» des pobladores au Chili: entre résistance aux modes de gestion de la pauvreté et nouvelles formes de politisation. *Lien social et Politiques*, (71), 159-178.

Asen, R. (2004). A discourse theory of citizenship. *Quarterly Journal of Speech*, 90(2), 189-211

Archila, M. (2007) Democratizing «democracy» in Colombia. In François Polet (Ed.), *The State of Resistance: Popular Struggle in the Global South*, (60-63). New-York : Zed Books Ltd.

Archila, M. (2011). Latin American Social Movements at the Start of the Twenty-first Century: A Colombian Case Study. *Labor: Studies in Working-Class History of the Americas*, 8(1): 57-75

Archila, M. & Garcia, M.C. (2011) Colombie: du vin nouveau dans de vieilles outres? Dans *État des résistances dans le sud : Amérique latine*, (28-34). Belgique : Centre tricontinental et édition Syllepse

Asociacion de Calbidos Indígenas del Norte del Cauca. (2013). Grave situación de derechos humanos en Risaralda durante la Minga Social, Indígena y Popular. Récupéré de <http://www.nasaacin.org/minga-social-2013/6371-grave-situaci%C3%B3n-de-derechos-humanos-en-risaralda-durante-la-minga-social,-ind%C3%ADgena-y-popular>

Auyero, J. (2007). *Routine politics and violence in Argentina: The gray zone of state power*. Cambridge: Cambridge University Press.

Avanza con tranquilidad la minga indígena en Caldas. (2013, 17 octobre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13129198>

Aviles, W. (2006). Paramilitarism and Colombia's Low-Intensity Democracy *Journal of Latin American Studies*, 38(2), 379-408

Avilés, W. (2006) *Global Capitalism, Democracy, and Civil-Military Relations in Colombia*. University of New-York Press

Avritzer, L. (2002). *Democracy and the Public Sphere in Latin America*. Princeton

University Press

Bacqué, M-H. et al. (2005). Introduction. La démocratie participative, un nouveau paradigme de l'action publique?, *la Découverte* «Recherches», 9-46

Barón, Fabián Forero. (2008, 20 novembre). Minga indígena terminó en concentración en la plaza de Bolívar y regresa a la Universidad Nacional. *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4678133%20499>

Bherer, L. (2006). La démocratie participative et la qualification citoyenne: à la frontière civile et de l'État. *Nouvelles pratiques sociales*, 18(2), 24-38

Bolaños, Edison Arley. (2013, 18 octobre). Sin señales de concertación. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/politica/sin-senales-de-concertacion-articulo-453242>

Bolaños, Edison Arley. (2013, 15 octobre). Las peticiones de la Minga indígena. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/nacional/peticiones-de-minga-indigena-articulo-452503>

Bolton, Peter & Alejandro Gonzalez. (2013, 1 mai). Colombia: Marcha Patriótica Gains Momentum in the Struggle for Peace with Social Justice. *Upside Down World*. Récupéré de <http://upsidedownworld.org/main/colombia-archives-61/4268-colombia-marcha-patriotica-gains-momentum-in-the-struggle-for-peace-with-social-justice>

Bravo, Alfredo Molano. (2008, 7 octobre). Memoria profunda. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/opinion/columnistasdelimpreso/alfredo-molano-bravo/columna84689-memoria-profunda>

Bravo, Alfredo Molano. (2008, 8 novembre). Respiro. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/opinion/columnistasdelimpreso/alfredo-molano-bravo/columna89051-respiro>

Cano, C. & Calderón, J.A. (2010). La Minga, un mouvement qui marche. *Multitudes*, 1(40), 202-210

Canovas, J. (2008). *Nouveaux mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine: Des alternatives à un système globalisé?*, Paris: L'Harmattan

Cardenas, S. (2010) *Human Rights in Latin America: A Politics of Terror and Hope*. Philadelphia : University of Pennsylvania Press

Castro, Iván Cepeda. (2008, 20 décembre). La venganza. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/columna100733-venganza>

Celis, L. (2012). Relire la violence dans la société colombienne à la lumière des relations sociales et internationales. *Cahiers de recherche sociologique*, 52, p. 243-269

Código penal Colombiano, artículo 353A, « Obstrucción a vías públicas que afecten el

orden público » Récupéré de
http://perso.unifr.ch/derechopenal/assets/files/legislacion/l_20130808_01.pdf

Colombia: Minga de resistencia social y comunitaria. Declaración precongreso de los pueblos. (2013, 17 octubre) *Desdeabajo*. Récupéré de
<http://www.desdeabajo.info/actualidad/colombia/item/5598-colombia-minga-de-resistencia-social-y-comunitaria-declaraci%C3%B3n-precongreso-de-los-pueblos.html>

Congreso de los Pueblos. (2014, 8 avril) "Más que un pliego de exigencias, un programa continuo de lucha popular por el derecho a la ciudad". *Foro Social, Urbano Alternativo y Popular*. Récupéré de <http://congresodelospueblos.org/index.php/pueblo-en-lucha/foro-social-urbano>

Congreso de los Pueblos. (2014, 30 avril). Llamamiento: Foro Social Urbano, Alternativo y Popular. *Foro Social, Urbano Alternativo y Popular*. Récupéré de <http://congresodelospueblos.org/index.php/llamamiento>

Congreso de los Pueblos. (2014, 2 avril). Agenda Foro Social Urbano, Alternativo y Popular: Construyamos ciudades para la vida digna. *Foro Social, Urbano Alternativo y Popular*. Récupéré de <http://congresodelospueblos.org/index.php/agenda>

Congreso de los Pueblos. (2013). Declaración del Congreso de Tierras, Territorios y Soberanías. Récupéré de <http://congresodelospueblos.org/index.php/congresos-tematicos/tierras-territorio-y-soberania/303-declaracion-del-congreso-de-tierras-territorios-y-soberanias>

Congreso de los Pueblos. (2010). La Proclama- palabra del Congreso de los Pueblos de Colombia. Récupéré de <http://congresodelospueblos.org/index.php/congresos-tematicos/instalacion-2010/102-proclama>

Congreso de los Pueblos, (2010) ¿Qué es el congreso de los Pueblos? Récupéré de <http://cpueblosarg.wordpress.com/about/abc-congreso-de-los-pueblos/>

Congreso de los Pueblos. (2006, 11 octubre) Como se constuye el Congreso de los Pueblos. Récupéré de <http://congresodelospueblos.org/index.php/caminando-al-cnntts-congreso-nacional-de-tierras-territorios-y-soberanias/contruccion>

Congreso de los Pueblos. *ABC Congreso de los Pueblos*. Récupéré de <http://cpueblosarg.wordpress.com/about/abc-congreso-de-los-pueblos/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2014, 7 mai). Autoridades de Yanama, concentrados Hoy en apoyo a la movilización y Paro Agrario, Campesino, Étnico y Popular. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/autoridades-de-yanama-concentrados-hoy-en-apoyo-a-la-movilizacion-y-paro-agrario-campesino-etnico-y-popular/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2014, 30 avril). Asumimos el pronunciamiento del movimiento indígena nacional en relacion con el voto por la paz de Colombia. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/asumimos-el-pronunciamiento-del-movimiento-indigena-nacional-en-relacion-con-el-voto-por-la-paz-de-colombia/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2014, 18 mars). Declaración política cumbre agraria: Campesina, Étnica y Popular. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/declaracion-politica-cumbre-agraria-campesina-etnica-y-popular/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2014, 24 avril). Minga de pensamiento y sabiduría para la lucha, defensa y resistencia del territorio, la cultura, la autonomía y la pervivencia. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/minga-de-pensamiento-y-sabiduria-para-la-lucha-defensa-y-resistencia-del-territorio-la-cultura-la-autonomia-y-la-pervivencia/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2014, 10 février). Minga Territorial por la Vida y la Paz – Proyecto nasa y guardia indígena. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/minga-territorial-por-la-vida-y-la-paz-proyecto-nasa-y-guardia-indigena/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2014, 21 janvier). En junta directiva regional, autoridades indígenas del Cauca proyectan el caminar de los pueblos. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/en-junta-directiva-regional-autoridades-indigenas-del-cauca-proyectan-el-caminar-de-los-pueblos/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 23 octubre). La Minga continúa “caminando la palabra” en defensa de la vida y el territorio. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/la-minga-continua-%C2%A8caminando-la-palabra%C2%A8-en-defensa-de-la-vida-y-el-territorio/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 22 octubre). Solidaridad y apoyo a la Minga Social, Indígena y Popular. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/solidaridad-y-apoyo-a-la-minga-social-indigena-y-popular/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 21 octubre). Minga de Resistencia del Putumayo, Bota Caucana, Cofanía y Jardines de Sucumbíos. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/minga-de-resistencia-del-putumayo-bota-caucana-cofania-y-jardines-de-sucumbios/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 21 octubre). Comunicadores indígenas rechazan amenazas en su contra y exigen garantía al derecho a la libre expresión. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/comunicadores-indigenas-rechazan-amenazas-en-su-contra-y-exigen-garantia-al-derecho-a-la-libre-expresion/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 20 octubre). Tejido de Comunicación: Bloqueada la palabra del tejido mientras avanza el terror y el Aislamiento contra la Minga. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/tejido-de-comunicacion-bloqueada-la-palabra-del-tejido-mientras-avanza-el-terror-y-el-aislamiento-contra-la-minga/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 19 octubre). Indígenas colombianos protestan, fuerza pública los reprime. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/indigenas-colombianos-protestan-fuerza-publica-los-reprime/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 19 octubre). Minga social indígena y popular por la vida, territorio, la autonomía y la soberanía. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/minga-social-indigena-y-popular-por-la-vida-territorio-la-autonomia-y-la-soberania/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 19 octubre). Grupo Paramilitar de los Rastrojos amenazan la Minga. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/grupo-paramilitar-de-los-rastrojos-amenazan-la-minga/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 7 octubre). Minga indígena rechaza criminalización de la protesta. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/minga-indigena-rechaza-criminalizacion-de-la-protesta/>

Consejo Regional Indígena del Cauca. (2013, 23 septiembre). Minga comunitaria practica ancestral de los pueblos en resistencia. Récupéré de <http://www.cric-colombia.org/portal/minga-comunitaria-practica-ancestral-de-los-pueblos-en-resistencia/>

Constitucion de Colombia de 1991, Récupéré de <http://www.constitucioncolombia.com/indice.php>

Crece la tensión en marcha indígena con disturbios y detenciones. (2013, 18 octubre). *El Espectador*. Récupéré le <http://www.elespectador.com/noticias/nacional/crece-tension-marcha-indigena-disturbios-y-detenciones-articulo-453117>

Dagnino, E. (1999) Culture, Citizenhsip and Democracy: Changing Discourses and Practices of the Latin American Left. Dans Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements* (33-45). Colorado: Westview Press

Dagnino, E. (2006). Meanings of Citizenship in Latin America. *Canadian Journal of Latin American & Caribbean Studies*, (31)62 : 15-51

Dagnino, E. (2010). Citizenship: A Perverse Confluence. *Development in Practice*, 17(4-5), 549-556

DeCastro, Mario (2008, 1 novembre). Tiempos duros para multiculturalismo. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/columna87363-tiempos-duros-el-multiculturalismo>

Defensoría media con indígenas para lograr liberación de soldados. (2013, 18 octubre). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/politica/defensoria-media-indigenas-lograr-liberacion-de-soldado-articulo-453226>

Dos año han sido asesinados 48 lideres politicos de Marcha Patriótica. (2014, 15 mai). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/politica/dos-anos-han-sido-asesinados-48-lideres-politicos-de-ma-articulo-492456>

Dixon, Kwame. (2008). Transnational Black Social Movements in Latin America: Afro Colombians and the struggle for Human Rights in Power and Social Movements in the Other Occident. In R. Stahler-Sholk, H. E. Vanden, & G. D. Kuecker (Eds.). *Latin American social movements in the twenty-first century: resistance, power, and democracy. (181-195.)* Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.

Duterme, B. (2011). Toujours rebelle l'Amérique latine? Mouvements sociaux, contestations et pouvoirs de Tijuana à Ushuaïa. Dans *État des résistances dans le sud : Amérique latine*, (7-22) Belgique : Centre tricontinental et édition Syllepse

Echevarría, J.A. (2010) *In/security in Colombia: Writing political identities in the Democratic Security Policy*. Manchester : Manchester University Press

En chiva, indígenas se movilizan hacia Bogotá para hablar con Uribe. (2008, 11 novembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3182994>

En dos años han sido asesinados 48 líderes políticos de Marcha Patriótica. (2014, 5 mai). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/politica/dos-anos-han-sido-asesinados-48-lideres-politicos-de-ma-articulo-492456>

Faundez, J. (2005) Democratization Through Law: Perspective from Latin America, *Democratization*, 12(5), 756-763

Foweraker, J. & Landman, T. (1999). Citizenship rights and Social Movements: a Comparative and Statistical Analysis. *British Journal of Political Science*, (29)2, 291-322

Garavito, César Rodríguez. (2013, 21 octubre). ¿Carcel por protestar?. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/opinion/carcel-protestar-columna-453730>

Garavito, C.R. (2009). *Violencia, legalismo, fetichismo: el desciframiento de la paradoja colombiana*. In Lemaître, J. (2009). *El derecho como conjuro. Fetichismo legal, violencia y movimientos sociales*. (17-22). Bogotá: Siglo del Hombre, Uniandes

Gallón, G. (2007) Human Rights: A Path to Democracy and Peace in Colombia. In Gallón, G. & Welna, C. (Eds.) *Peace, Democracy, and Human Rights in Colombia* (353-411). Notre Dame : University of Notre Dame Press

García-Peña, Daniel. (2008, 13 novembre). Alzanos en Bastones de mando. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/columna90394-alzados-bastones-de-mando>

Gobierno dice a indígenas que el país está harto de las vías de hecho. (2013, 17 octubre). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/politica/gobierno-dice-indigenas-el-pais-esta-harto-de-vias-de-h-articulo-452933>

Gobierno firmó 25 acuerdos con comunidad indígena. (2013, 23 octubre) *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/politica/gobierno-firmo-25-acuerdos-comunidad-indigena-articulo-454206>

Goirand, C. (2013). Participation institutionnalisée et action collective contestataire. *Revue internationale de politique comparée*, 20(4), 7-28

Gordon, A., & Stack, T. (2007). Citizenship beyond the state: thinking with early modern citizenship in the contemporary world. *Citizenship studies*, 11(2), 117-133.

Herrán, María Teresa. (2008, 12 novembre) Escarbando. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/columna90092-escarbando>

Hershberg E. & Jelin, E. (1996) Introduction: Human Rights and the Construction of

Democracy Dans Jelin, E. & Hershberg E. (Eds.) *Constructing Democracy: Human Rights, Citizenship and Society in Latin America*, (1-12). Boulder, Colorado: Westview Press

Human Rights Watch. World Report 2013 on Colombia, visionné le 24 janvier 2014
<http://www.hrw.org/world-report/2013/country-chapters/colombia?page=3>

Holston, J. (2007). Citizenship in disjunctive democracies. Dans Ruthenburg, M. & Tulchin, J.S. (Eds.). *Citizenship in Latin America*, (75-94). Boulder Colorado: Lynne Rienner

Hristov, J. (2009). Social Class and Ethnicity/Race in the Dynamics of Indigenous Peasant Movements: The Case of the CRIC in Colombia. *Latin American Perspectives*, 36(41), 41-63

Indígenas Awa bloquean vía a Tumaco (2014, 30 mai). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/nacional/indigenas-awa-bloquean-via-tumaco-articulo-495496>

Indígenas denuncian exceso de fuerza policial durante marcha. (2013, 17 octobre). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/nacional/indigenas-denuncian-exceso-de-fuerza-policial-durante-m-articulo-452853>

Indígenas denuncian 30 heridos en nuevo choque con la Policía (2012, 9 octobre). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/nacional/indigenas-denuncian-30-heridos-nuevo-choque-policia-articulo-453327>

Indígenas despejan la vía Panamericana: Policía. (2013, 21 octobre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13135839>

Indígenas esperan a Uribe en La María. (2008, 28 octobre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3160555>

Indígenas esperarán el domingo al presidente Uribe, pero en La María (Cauca). (2008, 27 octobre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4628343>

Indígenas piden que Esmad desocupe La María, donde se encontrarán con el presidente Uribe. (2008, 29 octobre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4634091>

- Indígenas regresan al Cauca y esperan a Uribe en La María, tras frustrarse encuentro en Cali. (2008, 27 octubre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4628372>
- Indígenas y Fuerza Pública se enfrentaron por bloqueos de la Minga. (2013, 18 octubre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13130648>
- Isin, F.E. (2008) Theorizing Acts of Citizenship. Dans Isin, F.E. & Nielsen, G. M. (Eds.) *Acts of Citizenhsip* (15-41). London: Zed Books Limited.
- Investigación interna por muerte de esposo de líder indígena, prometió Ministerio de Defensa. (2008, 16 décembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4726374>
- Jawahar, V. & Shifter, M. (2004). State Building in Colombia : Getting priorities Straight. *Journal of International Affairs*, 58(1), 143-155
- James, J. *Colombia's Marcha Patriótica Calls for International Solidarity*, Not Interference, May 7, 2012. Récupéré de <http://afgj.org/colombias-marcha-patriotica-calls-for-international-solidarity-not-interference>
- La exsenadora también manifestó su apoyo a los paros estudiantiles. (2013, 19 octubre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13134896>
- La 'minga' indígena, proveniente del Cauca, continúa su marcha hacia Bogotá. (2008, 12 novembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4663621>
- Lannini, Daniel. (2008, 20 novembre). Tránsito toma medidas. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/nacional/imagen-transito-toma-medidas>
- Laurent, V. (2013). Cultures en conflit(s)? Peuples indigenes et politiques en Colombie, vingt ans de réflexions. *Cahiers des Amériques latines*, 71, 75-94
- Laurent, V. (2011) Dans, contre, avec l'État: Mouvement indien et politique(s) en Colombie, vingt ans après, dans Christian Gros & David Dumoulin Kevran (Eds), *Le multiculturalisme: Un modèle latino-américain? 'au concret'*, (147-158) Paris : Presses Sorbonne nouvelle
- Laurent, Virginie. (2010). Con batones de mando o en el tarjetón: Movilizaciones políticas indígenas en Colombia. *Colombia International*, 71, 35-61
- Le Bonniec, F. (2003). État de droit et droits indigènes dans le contexte d'une post-dictature : portrait de la criminalisation du mouvement mapuche dans un Chili démocratique », *Amnis*, 3, 1-33
- Lemaitre, Julieta.(2007) Fetichismo legal: derecho, violencia y movimientos sociales en Colombia, Universidad de los Andes, Bogota, SELA, p. 1-23

Lleras, Marcela. (2008, 24 novembre). Ni paternalismo, ni displicencia. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/barack-obama/columna93185-ni-paternalismo-ni-displicencia>

López, Claudia. (2008, 23 décembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3249641>

Maher, D. & Thomson, A. (2011). The terror that underpins the 'peace': the political economy of Colombia's paramilitary demobilization process. *Critical Studies on Terrorism*, 4(1), 95-113

Marcha del sector automotor de E.U., al estilo minga indígena y afectados de DMG. (2008, 24 novembre). *El Tiempo*. Récupéré de http://www.portafolio.co/detalle_archivo/CMS-4686204

Marcha Patriótica, Plataforma política-Marcha Patriótica por la definitiva independencia (2012, 26 juillet). Récupéré de http://www.marchapatriotica.org/index.php?option=com_content&view=article&id=114:plataforma-politica-marcha-patriotica-por-la-definitiva-independencia&catid=98&Itemid=472

Marcha Patriótica (2012) Propuesta de la Marcha Patriótica para la participación política. Récupéré de <http://www.humanas.org.co/archivos/ponenciamarcha.pdf>

Marcha Patriótica pide defender la democracia en las calles tras destitución de Petro. (2014, 20 mars). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/bogota/marcha-patriotica-pide-defender-democracia-calles-tras-articulo-482017>

Marques-Pereira, B. (2005). Le Chili: une démocratie de qualité pour les femmes?. *Politique et sociétés*, 24(2-3), 147-169

Martinat, F. (2005). *La reconnaissance des peuples indigènes entre droit et politique*. Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion

Matthew, S., Moreno, E., & Fajardo, L. E. (2006). Deepening Democracy by Renovating Political Practices: The Struggle for Electoral Reform in Colombia. In Gallón, G. & Welna, C. (Eds.) *Peace, Democracy, and Human Rights in Colombia*, (202-266). Notre Dame: University of Notre Dame.

Mil Indígenas se alistan en zona de Buenaventura para minga en el país. (2013, 14 octobre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13122317>

Minga de resistencia. (2008, 24 octobre). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/columna86006-minga-de-resistencia>

Minga indígena amenaza con bloqueos en carreteras. (2013, 16 octubre). *El Tiempo*.
Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13125688>

Minga indígena caminará por Cali, de sur a norte, antes de partir hacia Bogotá. (2008, 9 noviembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4654880>

Minga indígena incineró un bus en Irra (Risaralda). (2013, 19 octubre). *El Tiempo*.
Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13133424>

Minga indígena llegó a Armenia; en próxima escala, en Ibagué, se sumarán representantes de otras regiones. (2008, 11 noviembre). *El Tiempo*. Récupéré de http://www.portafolio.co/detalle_archivo/CMS-4659844

Minga indígena marcha por mejores condiciones de vida. (2013, 15 octubre). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/nacional/minga-indigena-marcha-mejores-condiciones-de-vida-articulo-452422>

Minga indígena recargó energías en Armenia. (2008, 12 noviembre). *El Tiempo*.
Récupéré de http://www.portafolio.co/detalle_archivo/MAM-3184570

Minga indígena se congregará en la universidad Nacional en Bogotá. (2008, 19 noviembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4676499>

Minga libera a cuatro personas, pero aún retiene a otras tres. (2013, 19 octubre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13133536>

Ministro de Defensa pide investigar asesinatos contra Marcha Patriótica. (2014, 31 janvier). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/ministro-de-defensa-pide-investigar-asesinatos-contra-m-articulo-472143>

Morales, Waltraud. Q. & Belton, Kristy A. (2008). Contesting Democracy and Citizenship: Latin American and Caribbean Perspective, *SECOLAS Annuals*, 52, 95-114

Morales, Mario. (2008, 16 décembre). Los personajes del año. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/columna99670-los-personajes-del-ano>

Movilización anunciaron indígenas del Cauca y aseguraron que mantendrán protestas. (2008, 19 octubre). El Tiempo. Recuperé de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4611369>

Muñoz, R.M. (2011). Estado, derechos humanos y acciones colectivas. In Garcia, D.B. & Muñoz, M.R. (Eds.) *Los movimientos sociales en la construcción del Estado y de la nación intercultural*. (293-16). Barcelona: Huyens Editorial

Murillo, M. (2008, (2008, 26 noviembre). Indigenous Leaders Wrap Up Six Weeks of Mobilization and Pledge to continue their Resistance Campaigning in their Territories. Upside Down World. Recuperé de <http://upside-down-world.org/main/colombia-archives-61/1600-what-next-for-the-popular-and-indigenous-minga-in-colombia>

Murillo, M.A. (2009). The 2008 Indigenous and Popular Minga in Colombia: Civil Resistance and Alternative Communication Practices. *Socialism and Democracy*, 23(3), 137-156

Murillo, M.A. (2010). Colombia's *Minga* Under Pressure. *NACLA Report on the Americas*, 43(7), 13-39

Musicué, A.E. (2011) Aportes desde de la Minga Indígena y popular a la construcción de estado y nación intercultural. In Garcia, D.B. & Muñoz, M.R. (Eds.) *Los movimientos sociales en la construcción del Estado y de la nación intercultural*. (219-248). Barcelona: Huyens Editorial

Naranjo, Lisandro Duque. (2012, 29 abril). La Marcha Patriótica. *El Espectador*. Recuperé de <http://www.elspectador.com/opinion/marcha-patriotica-columna-342380>

Natera, M.A.C. (2013) *Postscript : Insurgent Imaginaries and Postneoliberalism in Latin America*. In Goodale, M., & Postero, N. (Eds.) *Neoliberalism, interrupted: social change and contested governance in contemporary Latin America*. (249-267). Stanford University Press. p. 263

Ochoa, Luis Noé. (2008, 18 octubre). Juego limpio, señores. *El Tiempo*. Recuperé de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3144668>

Olzak, S. (1989). Analysis of events in the study of collective action. *Annual Review of Sociology*, 15: 119-141.

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2014, 10 abril). Declaración Política Cumbre Agraria: Campesina, Étnica y Popular. Recuperé de <http://cms.onic.org.co/2014/04/declaracion-politica-cumbre-agraria-campesina-etnica-y-popular/>

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 28 noviembre). Instaladas Comisiones de Trabajo de la Minga Social, Indígena y Popular. Recuperé de

<http://cms.onic.org.co/2013/11/se-instalan-comisiones-de-trabajo-de-la-minga-social-indigena-y-popular/>

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 25 octubre). Con marcha por las calles de Medellín culminó la minga nacional indígena por la paz y la reconciliación del país. Recuperé de <http://cms.onic.org.co/2013/04/con-marcha-por-las-calles-de-medellin-culmino-la-minga-nacional-indigena-por-la-paz-y-la-reconciliacion-del-pais/>

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 23 octubre). Acuerdos entre el Gobierno Indígena de la ONIC y el Gobierno Nacional. Recuperé de <http://cms.onic.org.co/2013/10/acuerdos-entre-el-gobierno-indigena-de-la-onic-y-el-gobierno-nacional/>

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 22 octubre). Minga Indígena, Social y Popular lanza Campaña Humanitaria en favor de pueblos afectados. Recuperé de <http://cms.onic.org.co/2013/10/minga-indigena-social-y-popular-lanza-campana-humanitaria-en-favor-de-pueblos-afectados/>

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 21 octubre). Pueblos Indígenas de Colombia se mantendrán en Minga Social. Recuperé de <http://cms.onic.org.co/2013/10/pueblos-indigenas-de-colombia-se-mantendran-en-minga-social/>

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 17 octubre). Minga Social Indígena y Popular entrega Balance Humanitario. Recuperé de <http://cms.onic.org.co/2013/10/minga-social-indigena-y-popular-entrega-balance-humanitario/>

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 18 octubre). S.O.S. por Vulneración de Derechos Humanos en la Minga Social, Indígena y Popular. Recuperé de <http://mesacc.libguides.com/content.php?pid=38266&sid=281078>

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 16 octubre). Rueda de Prensa en La María para hablar sobre el avance de la Minga Indígena. Recuperé de <http://cms.onic.org.co/2013/10/rueda-de-prensa-en-la-maria-para-hablar-sobre-el-avance-de-la-minga-indigena/>

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 12 octubre). ONIC, Organizaciones Sociales y Afros hacen llamado a Movilización Nacional. Recuperé de <http://cms.onic.org.co/2013/10/comunicado-a-la-opinion-publica-2/>

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 11 octubre). Rueda de prensa, sobre la MINGA SOCIAL, INDIGENA Y POPULAR por la Vida, el Territorio, la Autonomía y la Soberanía. Recuperé de <http://cms.onic.org.co/2013/10/rueda-de-prensasobre-la-minga-social-indigena-y-popular-por-la-vida-el-territorio-la-autonomia-y-la-soberania/>

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 10 octubre). Presencia de la Minga social y indígena. Récupéré de <http://cms.onic.org.co/2013/10/presencia-de-la-minga-social-indigena-y-popular/>

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 21 septembre). MINGA SOCIAL, INDIGENA Y POPULAR Por la Vida, el Territorio, la Autonomía y la Soberanía. Récupéré de <http://cms.onic.org.co/2013/09/minga-social-indigena-y-popular-por-la-vida-el-territorio-la-autonomia-y-la-soberania-2/>

Organización Nacional Indígena de Colombia. (2013, 20 août). Minga en rechazo a los TLC y en defensa del territorio y el agro colombiano. Récupéré de <http://cms.onic.org.co/2013/08/minga-en-rechazo-a-los-tlc-y-en-defensa-del-territorio-y-el-agro-colombiano/>

Oxhorn, P.(2007). Neopluralism and Citizenship in Latin America. In Ruthenburg, M. & Tulchin, J.S. (Eds.). *Citizenship in Latin America*, 123-147. London: Lynne Rienner Publishers Inc.

Pearce, J. (2010). Perverse state formation and securitized democracy in Latin America. *Democratization*, 17(2), 286-306

Pécaut, D. (2012) Brouillage de l'opposition «ami-ennemi» et «banalisation» des pratiques d'atrocité. À propos des phénomènes récents de violence en Colombie. *Problèmes d'Amérique latine*, (83), 9-32

Pécaut, D. (1997). De la banalité de la violence à la terreur : Le cas colombien, *Cultures & Conflits*, 1-2(24-25),159-193

Peñafiel, R. (2012). Les actions directes spontanées au-delà du virage à gauche: Les conditions de possibilité de l'interpellation plébéienne. In A. Corter, C. Huart & R. Peñafiel (Eds.), *L'interpellation plébéienne en Amérique latine: Violence, actions directes et virage à gauche* (11-31). Québec: Presses de l'université du Québec

Peñafiel, R. (2012) Imaginaire plébéien et changements du politique. Dans Donot, M., & Ribeiro, M.P. Discours politiques en Amérique latine : Représentations et imaginaires (85-99), L'Harmattan.

Piedad Córdoba extenderá invitación de Iván Cepeda a otros sectores. (2013, 13 juin). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/politica/piedad-cordoba-extendera-invitation-de-ivan-cepeda-otro-articulo-427599>

Pinherio, P.S. *Democracies Without Citizenship: Democratization and Human Rights*. International Conference on Democratic Transitions in Latin America and in Eastern Europe: Rupture and Continuity. 4-6 March 1996, Paris, France. Visionné le 13 février 2014, <http://www.nevusp.org/downloads/seminarios/france96/5-2-Paul.pdf>

Polinización. (5 août 2012) .Colombia: Minga de resistencia launched against Quimbo Dam and other Resources Extraction Projects. *Upside Down World*. Récupéré le 2 juin 2013: <http://upside-down-world.org/main/colombia-archives-61/3797-colombia-minga-of-resistance-commences-aminga-of-resistance-launched-against-quimbo-dam-and-other-resource-extraction-projects->

Prevost, G., Vanden, H. E., & Oliva Campos, C. (2012). Introduction. Dans Prevost, G., Vanden, H. E., & Oliva Campos, C. (Eds.) *Social Movements and Leftist Governments in Latin America: Confrontation Or Co-option?* (1-21). London : Zed Books Ltd.

Protestas en 15 regiones para hablar con Uribe. (2008, 16 octubre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3141345>

Procuraduría pide garantizar movilizaciones pacíficas en marchas indígenas. (2013, 18 octubre). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/procuraduria-pide-garantizar-movilizaciones-pacificas-m-articulo-453217>

Protesta indígena impide movilidad en la vía Panamericana. (2013, 18 octubre). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/nacional/protesta-indigena-impide-movilidad-via-panamericana-articulo-453067>

Proyecto de ley 091 de 2013 cámara (2013) *Boletín Jurídico Electronico*. Récupéré de <http://www.lexbasesa.com/FrontPageLex/libreria/cl0003/2-17234-proyecto-de-ley-091-de-2013-camara---reforma-codigos-codigos.htm>

Que indígenas pidan perdón a policías: Uribe. (2008, 17 octubre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-3143451>

Ramirez, M.C. (2010). Maintaining Democracy in Colombia through Political Exclusion, States of Exception, Counterinsurgency, and Dirty War in E. D. Arias & D.G. Goldstein, (Eds), *Violent Democracies in Latin America*, (85-107). Durham : Duke University Press

Rochlin, J. (2012). New Left and Challenges of Security. *Latin American Perspective*, 182(39), 10-27

Rodriguez, Nicolás. (2013, 18 octubre). Tirar piedra. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/opinion/tirar-piedra-columna-453236>

Rojas, C. (2009). Securing the State and Developing Social Insecurities: The Securitisation of Citizenship in Contemporary Colombia. *Third World Quarterly*, 30(1), 227-245

Roldan, M. (2010) End of Discussion: Violence, Participatory Democracy and the Limit

of dissent. In Colombia in E. D. Arias & D.G. Goldstein, (Eds), *Violent Democracies in Latin America*, (63-83) Duke University Press

Rozental, M. (2009). ¿Qué palabra camina la Minga? *Deslinde*, 45, 51-59

Rozental, M. & Ó Tuathail . M. (4 novembre 2009) Authorized Minga in Colombia ? The Challenges of Popular Movements. *Upside Down World*. Récupéré le 2 juin 2014 : <http://upsidedownworld.org/main/colombia-archives-61/2196-authorized-minga-in-colombia-the-challenges-of-popular-movements>

Ruiz, F.F.R. (2011). La Colombie et les discours sur les États faillis ou concept failli?. *Politique étrangère*, 1, 71-82

Sabourin, P. (2003). L'analyse de contenu. *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, (357-385) Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec

Salive, Patricia Lara. (2008, 25 novembre). Enseñanzas indígenas. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/opinion/columnistasdelimpreso/patricia-lara-salive/columna93531-enseñanzas-indigenas>

Santos ordena militarizar el país sigue paro. (2013, 30 août). *Semana*. Récupéré de <http://www.semana.com/nacion/articulo/santos-ordena-militarizacion-bogota/355743-3>

Schild, V. (1998). New Subjects of Rights?. In Alvarez, S.E., Dagnino, E. & Escobar, A. (Eds.). *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements* (93-117). Colorado: Westview Press

Se espera que en Armenia se concentren unos 8.000 indígenas de ocho departamentos. (2008, 11 novembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4659891>

Stack, T. (2012) Beyond the State? Civil Sociality and other notions of Citizenship, *Citizenship Studies*, 16 (7), 871-885

Shugart M., Moreno, K. & Luis Fajardo (2007). « Deepening Democracy by Renovating Political Practices: The Struggle for Electoral Reform in Colombia. In Christopher Welna and Gustavo Gallon (Eds) *Peace, Democracy and Human Rights in Colombia* (202-266). Notre-Dame: Notre-Dame University Press

Smith, W. C. (2009). Institutions, Actors and Processes in the Transformation of Latin American Democracy. In William C. Smith, *Latin American Democratic Transformations : Institutions, Actors, Processes*, (1-12) John Wiley & Sons Ltd.

Spitaletta, Reinaldo. (2014, 3 mars). El ex príncipe politiquero. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/opinion/el-exprincipe-politiquero-columna-478462>

Spitaletta, Reinaldo. (2008, 20 octobre). La Minga y los disparos. *El Espectador*.

- Récupéré de <http://www.elespectador.com/columna85088-minga-y-los-disparos>
- Spilatella, Reinaldo. (2008, 22 décembre). De la pestey el coraje. *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/opinion/columnistasdelimpreso/reinaldospitaletta/columna101349-de-pestey-el-coraje>
- Stammers, N. (2009) *Human Rights and Social Movements*. London : Pluto Press
- Tate, W. (2007). *Counting the Dead: The Culture and Politics of Human Rights Activism in Colombia*. London : University of California Press, Ltd.
- Taylor, L. (2004). Client-ship and Citizenship in Latin America. *Bulletin of Latin American Research*, 23 (2), 213-227
- Taylor, L., & Wilson, F. (2004). The messiness of everyday life: Exploring key themes in Latin American citizenship studies introduction. *Bulletin of Latin American Research*, 23(2), 154-164.
- Tensiones entre Gobierno e indígenas podrían llegar hoy a su fin con reunión entre Uribe y nativos. (2008, 1er novembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4639756>
- Tilly, C. (2002). Event catalogs as theories. *Sociological Theory*, 20(2), 248-254.
- Tilly, C. (2010). Décrire, mesurer et expliquer le conflit. *Revue internationale de politique comparée*, 17(2), 187-205.
- Un Frente amplia de izquierda. (2014, 21 juin). *El Espectador*. Récupéré de <http://www.elespectador.com/noticias/politica/un-frente-amplio-de-izquierda-articulo-499685>
- Uprimny Yepes, R., & Sánchez Duque, L. M. (2013). Constitución de 1991, justicia constitucional y cambio democrático: un balance dos décadas después. *Cahiers des Amériques latines*, (71), 33-53
- Uribe e indígenas no se ponen de acuerdo; estos últimos se movilizarán a Bogotá el 10 de noviembre. (2008, 2 novembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4640349>
- Vanden, Harry E. (2008) Social Movements, Hegemony and New Forms of Resistance in Power and Social Movements in the Other Occident. In R. Stahler-Sholk, H. E. Vanden, & G. D. Kuecker (Eds.). *Latin American social movements in the twenty-first century: resistance, power, and democracy*. (39-55). Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.

Velásquez, F., & González, E. (2003). *¿ Qué ha pasado con la participación ciudadana en Colombia?*. Bogotá: Fundación Corona. Visionné le 20 janvier 2014
http://www.munitel.cl/file_admin/archivos_munitel/social/social36.pdf

Velasquez, F.E. (2011). La institucionalización en Colombia: notas para su interpretación. *Politica & Sociedade*, 10(18), 155-186

Welna, C. & Galon, Gustavo (Eds.) (2007). *Peace, Democracy, and Human Rights in Colombia*. Notre Dame: University of Notre Dame Press, 2007

Zibechi, R. (2012). *Territories in Resistance: A Cartography of Latin American Social Movements*. AK Press

Zibechi, Raúl. (2012, 19 décembre). Colombia: Dismantling a Half-Century of Conflict. *Upside Down World*. Récupéré de <http://upsidedownworld.org/main/colombia-archives-61/4033-colombia-dismantling-a-half-century-of-conflict>

1.244 indígenas han sido asesinados en los últimos seis años en el país. (2008, 2 noviembre). *El Tiempo*. Récupéré de <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4641622>
